

**LES COLLECTIFS
ANTI-FRONT NATIONAL**

sous la direction de
Nonna MAYER

JEAN-GABRIEL CONTAMIN
Sophie CAMARD

THOMAS WEIL
XAVIER JARDIN

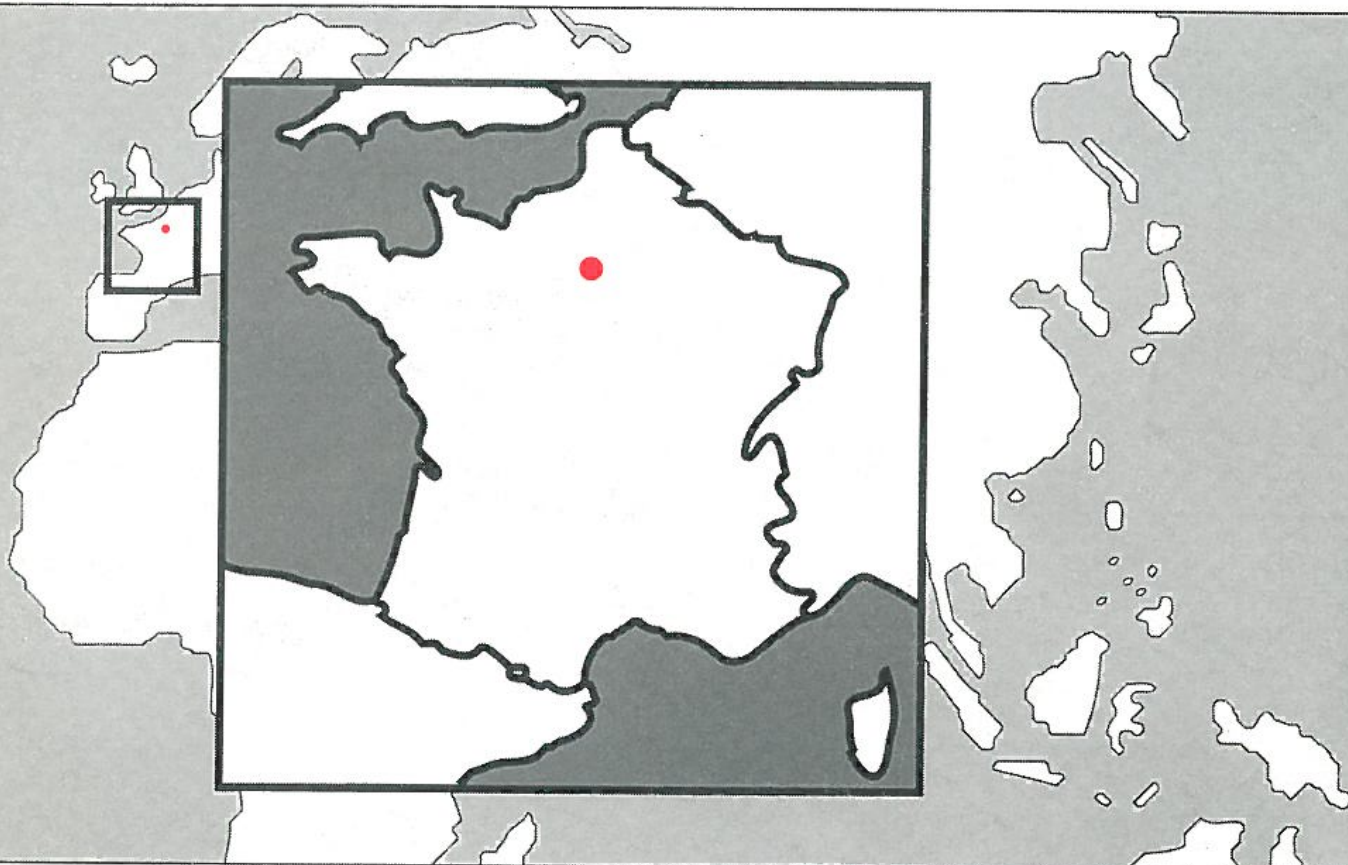
FABRICE HAMELIN

avec la collaboration de

AURÉLIE DAVID, Cécile DUMAS,
VÉRONIQUE MUSEAU

JADE LINDGAARD

DIANE MARTIN



CENTRE D'ÉTUDE DE LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

sous la direction de
Nonna MAYER

JEAN-GABRIEL CONTAMIN

THOMAS WEIL

SOPHIE CAMARD

XAVIER JARDIN

FABRICE HAMELIN

avec la collaboration de

AURÉLIE DAVID, CÉCILE DUMAS,

VÉRONIQUE MUSEAU

JADE LINDGAARD

DIANE MARTIN

Septembre 1995



Table des matières

Introduction Nonna MAYER	5
Logique sociopolitique de l'implantation des collectifs Scalp et Ras l'Front Jean Gabriel CONTAMIN, Thomas WEIL	13
Modes d'action et identité politique des militants Scalp-Reflex Sophie CAMARD, Xavier JARDIN	71
Recrutement et engagement à Ras l'Front Fabrice HAMELIN, avec la collaboration d'Aurélie DAVID, Cécile DUMAS, Véronique MUSEAU	111
Ressources politiques du Manifeste contre le Front National Jade LINDGAARD, Diane MARTIN	155



Introduction

Nonna Mayer

Le 1er mai 1995, des millions de téléspectateurs ont vu se déployer, des hauteurs du Palais Garnier au pied duquel Jean Marie le Pen et ses troupes fêtaient Jeanne d'Arc, un immense calicot de 100 m² de tissu jaune, portant l'inscription « Non au racisme. Non au fascisme ». Cette action spectaculaire était signée « Ras l'Front », un des nombreux mouvements mobilisés contre l'influence de l'extrême droite et de ses idées. Car dès les premiers succès électoraux du parti lepéniste en 1983, bien avant que son leader ne recueille 15% des suffrages exprimés dans une élection présidentielle, des collectifs anti-Front national s'étaient créés à travers toute la France. Ils sont aujourd'hui plusieurs centaines.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Retracer les circonstances de leur apparition, comprendre les motivations de leurs militants, tel est l'objectif de ce Cahier, qui s'appuie sur les travaux réalisés par les étudiants dans le cadre de deux séminaires consacrés aux mobilisations contre le racisme et l'extrême droite¹. On se limitera ici à l'étude de trois mouvements, moins connus du grand public que SOS Racisme, les SCALP ou Sections Carrément Anti-Le Pen, Ras l'Front et le Manifeste contre le Front national. Les SCALP sont nés à Toulouse en 1984, pour protester contre la tenue d'un meeting de Jean-Marie Le Pen, lors de la campagne des élections européennes, puis ont essaimé dans d'autres grandes villes. Les collectifs Ras l'Front se sont créés après la profanation du cimetière juif de Carpentras (mai 1990), en réponse à l'Appel des 250 rédigé par Gilles Perrault, Maurice Rajsfus et AnneTristan, dénonçant le FN comme un parti « fascisant et raciste ». Le Manifeste

¹. Séminaire de recherche « Mouvements sociaux et action collective: l'exemple des mobilisations contre le racisme et contre l'extrême droite », animé par Nonna Mayer et Olivier Filleule, avec la participation de Pierre Favre, dans le cadre du programme « Sociologie politique » du Cycle supérieur d'études politiques (1993-1994) et séminaire-atelier "Action collective et mouvements sociaux: la mobilisation anti-Front National", animé par Nonna Mayer, dans le cadre du Certificat de spécialisation "Comportements politiques" à l' Institut d'études politiques de Paris (1994). Nos remerciements vont à tous les étudiants qui ont activement participé à ces séminaires et dont nous n'avons pu, faute de place, reprendre ici les travaux. Ils vont aussi aux militants du collectif SCALP-Réflex de Paris, à ceux des collectifs Ras l'Front (Sorbonne, Clignancourt, Paris 13^{ème} et 18^{ème}) et à ceux du Manifeste contre le FN, pour nous avoir ouvert leur porte, consacré leur temps et livré leurs témoignages. Ils vont enfin à Sophanavy Ho et à Xavier Jardin, pour leur précieux travail de correction et de mise en page.

contre le front national est lancé en septembre de la même année par le député socialiste Jean-Christophe Cambadélis.

Si l'on entend par « mouvement social » toute entreprise collective visant à promouvoir ou à empêcher un changement social, culturel ou politique, au besoin par d'autres moyens que les élections ou la représentation politique (grève, manifestation, action directe), ces trois organisations appartiennent au mouvement social provoqué par l'essor électoral du Front national et l'influence croissante de ses idées. Elles s'inscrivent plus précisément dans le prolongement des « nouveaux mouvements sociaux » qui dans les années soixante secouèrent toutes les démocraties occidentales, portés par la contestation étudiante, la libération sexuelle, les revendications féministes, la défense des minorités, les mobilisations contre le nucléaire ou pour la protection de l'environnement. Par opposition au mouvement ouvrier, leurs revendications seraient plus d'ordre éthique et culturel qu'économique, plus identitaires qu'instrumentales. Ils trouveraient un soutien privilégié auprès des « nouvelles classes moyennes salariées », dont l'essor reflète les transformations de la société post-industrielle. Et ils représenteraient une autre manière de faire de la politique, émancipée des partis et syndicats traditionnels. Autant d'hypothèses qu'explorent les contributions de ce Cahier.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Jean Gabriel Contamin et Thomas Weil ont recensé les collectifs tels qu'ils apparaissent dans la presse de ces mouvements, en dépouillant le mensuel *Ras l'Front*, journal des comités du même nom, et *Réflexes*, organe de liaison de SCALP-Réflex. Ils ont analysé la logique de leur apparition et de leur développement, en mettant en relation leur présence ou leur absence dans un département avec les structures démographiques, sociales et politiques locales. Ces collectifs se sont développés de préférence dans les départements où résidait une clientèle potentiellement mobilisable pour les nouveaux mouvements sociaux (NMS), caractérisés par une relative sur-représentation des jeunes, des habitants des grandes villes, des étudiants, et des classes moyennes salariées. Mais si la présence d'une telle clientèle apparaît comme une condition nécessaire pour la création des collectifs, ce n'est pas une condition suffisante. Leur émergence est aussi corrélée avec la fréquence des manifestations de racisme et d'antisémitisme et avec la force électorale du Front national, autrement dit avec l'importance locale des problèmes qu'il s'agit de combattre. Elle correspond aussi, plus particulièrement pour *Ras l'Front*, aux zones de force relative d'une « nouvelle » gauche, incarnée par les écologistes et le dissident communiste Pierre Juquin, lors de l'élection présidentielle de 1988.

A partir d'entretiens semi-directifs effectués auprès des militants du collectif parisien SCALP-Réflex, Sophie Camard et Xavier Jardin se sont interrogés sur l'identité politique des Scalpeurs. Leur rapport à la violence est paradoxal. Les SCALP ont gardé de leurs origines l'image, négative et stigmatisante, d'un mouvement violent, qu'ils sont unanimes à récuser. Mais dans le même temps, ils revendiquent la violence comme légitime et nécessaire face à celle de leurs adversaires, non seulement l'extrême droite mais aussi la police, l'armée, l'Etat. Et ils s'en servent comme d'une ressource politique, comme si l'image de violence imposée de l'extérieur à leur mouvement leur évitait le recours effectif à la violence physique. Leur relation au groupe est quasi-fusionnelle. L'admission dans le collectif s'apparente à un véritable parcours du combattant. Il faut être parrainé et faire la preuve sur le terrain de la sincérité de son engagement. Mais une fois accepté, l'inclusion de l'individu à la communauté, à un « entre-soi militant », est totale. Le SCALP, c'est enfin une culture de la fête. Les concerts de rock alternatif, un humour très particulier, un style manifestant contribuent à donner au mouvement une image jeune et non conformiste, tempérant celle de la violence.

Fabrice Hamelin et son équipe s'intéressent à l'apparition de nouvelles formes d'engagement politique. Leurs entretiens auprès de militants parisiens de Ras l'Front montrent

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

que ceux-ci partagent la même aspiration à faire de la politique autrement. Primo-militants comme dans les collectifs universitaires (Sorbonne et Clignancourt), ou militants chevronnés reprenant du service comme dans les collectifs de quartiers (13ème et 18ème arrondissements), ils ont été séduits, dans Ras l'Front, par un militantisme de proximité, passant par l'occupation concrète du terrain, la présence sur les marchés, les discussions autour du stand du journal. C'est aussi une structure souple, l'absence de hiérarchie, de centralisation et d'encadrement. C'est enfin un engagement moins total que celui des SCALP, « à temps partiel » et à la carte, qui n'empiète pas autant sur la vie privée, qualifié par les auteurs de « militantisme de la maturité ».

Jade Lindgaard et Diane Martin se sont penchées sur la manière dont s'est construit le Manifeste et les ressources politiques qu'il a su mobiliser. Elles montrent le rôle moteur joué par Jean- Christophe Cambadélis et une petite équipe de fidèles, passés comme lui du trotskisme (Parti communiste internationaliste) au syndicalisme étudiant (UNEF-ID) et au socialisme (PS et Mouvement des jeunes socialistes), leur capacité à s'appuyer sur ces divers réseaux et à trouver des « parrains » parmi toutes les composantes de la gauche. Elles soulignent a contrario la relative dépendance du mouvement à l'égard de ces divers soutiens, la manière dont il subit le contrecoup de la crise de l'UNEF- ID, des défaites électorales

du PS en 1993-1994 ou de ses dissensions internes, son implication dans le processus de recomposition du parti.

Les trois organisations étudiées ont des profils spécifiques. Elles n'ont ni la même clientèle, ni les mêmes modes d'action, ni la même vision du monde. Les SCALP séduisent les plus jeunes, par leur antifascisme festif et radical. Ils appartiennent à une gauche anarchiste et libertaire, hostile à toute forme d'embrigadement et de récupération politique, et pleine de mépris pour les « soc-dém ». Ras l'Front attire des militants un peu plus âgés, idéologiquement proches des trotskystes. Beaucoup ont milité, militent encore ou envisagent de le faire à la LCR (Ligue communiste révolutionnaire). Au Manifeste, c'est du parti socialiste qu'ils se sentent le plus proches, c'est sa capacité à se réformer et à refonder la gauche qui les préoccupe. Mais les trois mouvements fonctionnent, à des degrés divers, comme une « école de la politique ». Alors que les grands partis n'ont plus de grand projet à proposer, ils défendent une cause mobilisatrice parce que perçue comme juste et urgente, la lutte contre le racisme, l'extrême droite et l'exclusion. Alors que les effectifs de la plupart des partis et syndicats déclinent, ils recrutent² et forment des militants. Et ceux qui étaient venus à eux par dégoût de la politique en redécouvrent les vertus,

² . Le score présidentiel de Jean-Marie Le Pen, puis la conquête par son parti des villes de Toulon, Orange et Marignane aux dernières municipales, ont provoqué un afflux record de militants.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

passant progressivement du rejet du FN à une réflexion globale sur le monde et la société.

Comment ne pas être d'accord avec Gilles Perrault, un des initiateurs de l'Appel des 250, quand il écrit: « Aussi longtemps que les plaies dont souffre la société française ne seront pas guéries, il y aura un avenir pour le Front national. C'est dire que le vrai remède ne saurait être que politique. En attendant, et plutôt que de laisser tomber du haut des tribunes jugements et anathèmes, ou de se réconforter par des rassemblements indignés, il conviendrait de retourner au terrain et de réapprendre une activité militante dont la disparition a laissé le champ libre au Front national. C'est ce à quoi s'emploient modestement et le plus souvent obscurément les militants de Ras l'Front. A leurs yeux, et en attendant mieux, cette action quotidienne reste le meilleur moyen d'enrayer la progression du Front national, avec son sillage de cadavres » (*Le Monde*, 7-8 mai 1995, repris dans *Ras l'Front*, 29, juin 1995).

**Logique socio-politique de l'implantation
des collectifs Scalp et Ras l'Front**

JEAN-GABRIEL CONTAMIN

THOMAS WEIL

INTRODUCTION³

Depuis une douzaine d'années, la France a connu l'émergence puis la stabilisation d'une force politique d'extrême-droite : le Front national. Dans le même temps, le racisme, notamment depuis 1982, a connu une forte progression perceptible tant au travers du nombre d'actions à caractère raciste commises qu'au travers de la gravité de ces

³ . Nous tenons avant tout à remercier Jean Chiche pour l'aide qu'il nous a apportée et pour la patience dont il a su faire preuve lors de nos nombreuses visites.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

mêmes actions⁴. C'est face à ce double phénomène et face aux difficultés rencontrées par les partis politiques et les organisations anti-racistes pour le contenir -difficultés réelles ou perçues comme telles- que se sont développées des organisations spécialisées dans la lutte contre le Front national et contre l'extrême-droite.

Ainsi, en juin 1984, lors de la venue de Jean-Marie Le Pen à Toulouse, à l'occasion des élections européennes, naissent les SCALP (sections carrément anti-Le Pen) à l'initiative d'un groupe de jeunes qui critiquent la passivité des organisations traditionnelles. Les SCALP utilisent dans leur lutte contre le Front National une rhétorique et une symbolique liées aux traditions des Indiens d'Amérique qui avaient eux aussi "déterré la hache de guerre". En 1987, est formée la CNAF (Coordination nationale antifasciste) qui rassemble les différents collectifs SCALP ainsi que d'autres collectifs proches de SCALP, par exemple Urgence (Lyon), le CRAFAR (Lille), le CLAF (Marseille) et Reflex (Paris)⁵. La CNAF est une organisation "assembliste, très peu structurée, sans dirigeant,

⁴. Le nombre d'actions racistes passe ainsi de 23 en 1981 à une cinquantaine à la fin des années 1980 (cf Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, *Rapport de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme / La lutte contre le Racisme et la Xénophobie*, Paris, La documentation Française, 1994, p.19).

⁵. Réseau d'études, de formation et de liaison contre l'extrême-droite

sans secrétariat général"⁶, dont le principal organe de liaison est constitué par leur journal *Réflexes*, tiré à 2 000 exemplaires.

C'est selon un mode de fonctionnement quelque peu similaire que s'est mise en place à partir de mai 1990 une seconde organisation spécialisée dans la lutte contre le Front national, Ras l'Front. Le 24 mai 1990, à la suite de la profanation du cimetière juif de Carpentras, l'écrivain Gilles Perrault et la journaliste Anne Tristan rédigeaient un Appel signé, au début, par 250 personnalités ("l'Appel des 250") pour dénoncer la montée d'un parti "fascisant et raciste" et les reculs de la gauche face à celui-ci, et pour lancer une "riposte unitaire" contre ce phénomène qui se traduirait par une guerre totale "par tous les moyens, à tous les niveaux et de manière permanente", "devant les tribunaux, devant les médias et dans la rue"⁷. Dans cette optique, ils ont participé à la mise en place d'un réseau assez lâche et disséminé de collectifs de quartiers, d'universités ou de villes, souvent unitaires -ne se "substituant pas aux organisations existantes, mais rassemblant ceux qui se retrouvent dans les termes de l'Appel des 250"⁸. Un réseau dont la coordination, comme dans le cas des SCALP, est assurée -si l'on excepte quelques rencontres nationales et

⁶. Nonna MAYER, "La mobilisation anti-Front national", in Pascal PERRINEAU, dir., *L'Engagement Politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p.335-358.

⁷. *Le Monde*, 24 mai 1990.

⁸. *Ras l'Front* n°2, octobre 1990.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

l'action des "premiers" signataires- par un journal qui donne son nom au mouvement, *Ras l'Front*, tiré à 10.000 exemplaires et devenu mensuel depuis décembre 1992.

Ces deux organisations ont donc préféré développer une structure diffuse et inorganisée formée d'unités diversifiées et autonomes en contact par un réseau de communication et d'échange, plutôt que d'opter pour un modèle d'organisation centralisé et hiérarchisé. En cela, elles semblent donc répondre à ce qui, selon A.Melucci⁹, constitue l'une des principales caractéristiques des "nouveaux mouvements sociaux" (N.M.S.), définis comme des espaces d'agrégation, des "réseaux diffus de groupes, de points de rencontre, de circuits de solidarité" formant une nébuleuse segmentée, polycéphale, voire même latente -les collectifs SCALP se réveillent ainsi à chaque passage de J.M. Le Pen dans leur ville- dans laquelle le leadership est faible, voire inexistant.

Ils se rapprochent du reste aussi de ces N.M.S par leur objectif. En effet, selon Ronald Inglehart¹⁰, ces mouvements se définiraient aussi -en opposition aux mouvements revendicatifs traditionnels- par le type de valeurs qu'ils défendent, des

⁹ . Alberto MELUCCI, "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", *Revue internationale d'action communautaire*, n°10, 1983, p.14.

¹⁰ . Ronald INGLEHART, *The silent revolution : changing values and political styles among Western publics*, Princeton, N-J, Princeton University Press, 1977, 482 p.

valeurs "post-matérialistes". Selon lui, les individus cherchent d'abord à assurer leurs besoins vitaux, c'est à dire à manger, à se loger, à se vêtir mais lorsque ces besoins premiers sont assurés, alors ils adhèrent à d'autres valeurs plus humanistes et intellectuelles telles que l'écologie ou les droits de l'homme. Il semble clair que la lutte contre le racisme et l'extrême-droite fait partie de ces causes "post-matérialistes".

On serait donc amené à voir dans les organisations SCALP et Ras l'Front une parfaite illustration de ce que ces auteurs appellent "Nouveaux Mouvements Sociaux". Or, on sait par les travaux de Barnes et Kaase¹¹ que les individus qui participent à ces mouvements protestataires d'un nouveau type sont généralement jeunes, largement issus des classes moyennes, leur relative bien-être matériel leur permettant de se consacrer à la défense de valeurs "post-matérialistes", urbains, imprégnés de libéralisme culturel¹² et bien intégrés socialement et politiquement. De plus, ils semblent se positionner en général à gauche, voire à l'extrême-gauche, de l'échiquier politique. Les mouvements SCALP et RLF se développent-ils dans des terrains où de telles "clientèles

¹¹ . Samuel BARNES, Max KAASE, dir., *Political Action : Mass Participation in Five Western Democracies*, London, Sage, 1979.

¹² . Gérard GRUNBERG, Etienne SCHWEISGUTH, "Libéralisme culturel et libéralisme économique, in *L'électeur français en questions*, textes recueillis par Daniel BOY et Nonna MAYER, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/CEVIPOF, 1990, p.56-65.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

potentielles" sont particulièrement présentes? La création de tels collectifs n'intervient-elle que là où existerait une population jeune, cultivée, "gauchisante" et assez bien insérée dans la société? N'y a-t-il pas d'autres facteurs plus directement politiques (présence du Front national, force du racisme, mais aussi présence d'une volonté de recomposition de la gauche puisque ces mouvements ne se donnent pas seulement pour objectif de combattre le racisme ou/et le Front national, mais aussi de reconstruire un nouveau pôle à gauche) susceptibles de rendre compte de la spécificité de ces organisations? En quoi, de par leur implantation, sont-elles des N.M.S ? En quoi, ne sont-elles pas des N.M.S comme les autres?

Afin de répondre à ces questions et d'essayer de "comprendre" le développement de ces organisations, nous avons recensé les collectifs locaux SCALP et Ras l'Front en nous appuyant sur *Réflexes* et *Ras l'Front*, les publications respectives de ces deux mouvements¹³. Les structures de ces organisations étant très lâches, c'est presque uniquement par ces journaux que ces collectifs communiquent entre eux, si bien qu'on peut supposer que tout collectif existant s'y verra mentionné à un moment ou à un autre de son existence

¹³. Nous avons dépouillé le journal *Réflexes* du premier numéro (été 1986) au numéro 41 de janvier 1994 (à quelques numéros manquants près) et le journal *Ras l'Front* du second numéro d'octobre 1990 au numéro 24 de septembre-octobre 1994.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

(avant sa création, à sa création ou à l'occasion d'une de ses actions).

Cette méthode de recensement se heurte cependant à quelques limites. Les dates de création ne sont pas toujours précisément indiquées. Parfois, on n'apprend l'existence d'un collectif qu'à l'occasion d'une action qu'il dit entreprendre. On considérera cependant que, sitôt né, voire sitôt en gestation, un collectif tendra à se faire connaître de l'organisation à laquelle il a choisie de se rattacher. Par suite, on admettra que la date de première mention d'un collectif dans les revues consultées coïncide de façon relativement précise -et sauf rare précision contraire- à la date de création du collectif en question. On remarquera du reste que la pertinence d'une telle méthode semble confirmée par les rares "histoires de collectif" que comprennent ces revues¹⁴. Par la suite, on mettra cependant moins l'accent sur les mois exacts de création de collectifs que sur les vagues différenciées de telles créations.

Les collectifs recensés sont le plus souvent des comités unitaires qui ne prennent pas toujours explicitement pour nom "SCALP" ou "Ras l'Front". Ainsi, sont mentionnés dans

¹⁴ . Ainsi, dans le numéro n°4 de *Ras l'Front* d'octobre 1991, le Comité de Paris XVIII^{ème} dit avoir été créé un an auparavant. Or, c'est dans le n°2 de *Ras l'Front* d'octobre 1991 qu'on en entend parler pour la première fois.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

le journal *Ras l'Front*, outre des collectifs comme le Ras l'Front 31 (à Toulouse), un collectif "Pour une Intervention Antifasciste" (PIAF) à Metz ou un "Collectif démocratique des Hautes Pyrénées" à Tarbes. De même, dans le journal *Réflexes*, sont amenés à intervenir, outre le SCALP Clermont-Ferrand, le TEXTURE de Lille ou le "Comité de Lutte Anti-Fasciste" (CLAF) de Marseille. On postulera cependant que si ces collectifs acceptent de faire part de leur création, voire de leurs activités, à ces journaux, c'est qu'ils se reconnaissent suffisamment dans ces organisations décentralisées pour qu'on les apparente à celles-ci. Il est ainsi significatif que le "collectif" pour l'égalité des droits et contre le racisme de Bourg-en-Bresse déclare en 1993 exister depuis dix ans, mais n'avoir été réactivé qu'en janvier 1991 sous l'action de l'Appel des 250. Il diffuse aujourd'hui le journal *Ras l'Front*¹⁵.

On doit enfin souligner l'absence de continuité de certains de ces collectifs. Il n'est ainsi pas rare que certains groupes locaux annoncent leur renaissance ou leur réactivation. Ainsi du collectif antifasciste de la Sorbonne en novembre 1991, du collectif Ras l'Front de Saint-Denis (93) en janvier et en décembre 1992, ou du collectif PIAF de Metz en décembre 1993. Il est donc probable que certains des collectifs que nous avons répertoriés dans *Ras l'Front* et dans

¹⁵. *Ras l'Front* n° 11, mars 1993.

Réflexes n'ont eu une existence qu'éphémère ou n'ont jamais compté que quelques membres. On considérera cependant que le contexte qui a permis l'éclosion, fût-elle de courte durée et de peu d'importance, d'un de ces collectifs a une spécificité et mérite en tant que tel d'être étudié.

Quelle unité territoriale alors choisir pour étudier ces contextes? L'idéal serait soit de faire une monographie propre à chacun des collectifs, soit de les étudier au niveau des villes où ils se sont formés, en postulant que ces dernières sont des unités relativement homogènes et autonomes. Toutefois cette option rendrait impossible toute comparaison entre les villes où sont présents des collectifs, et les villes où ils sont absents. C'est pourquoi nous avons décidé de travailler au niveau du département. Les départements métropolitains sont assez nombreux (96) pour permettre une différenciation de l'espace français. Ce sont de plus des unités territoriales "porteuses d'informations nombreuses, dans des domaines très divers"¹⁶ sans être pour autant trop vastes comme le sont par exemple les régions. Les départements ayant été peu modifiés depuis deux siècles, il sont de même connus de tous et par là même facilement identifiables, ce qui donne "un sens aux structures spatiales mises en évidence"¹⁷. Enfin et surtout, c'est la

¹⁶ . Frédéric BON, Jean-Paul CHEYLAN, *La France qui vote*, Paris, Hachette, 1988, p.37.

¹⁷ . Frédéric BON, Jean-Paul CHEYLAN, *ibidem*.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

vocation départementale des collectifs Ras l'Front et SCALP qui légitime ce choix : les collectifs sont le plus souvent créés dans le chef-lieu ou les sous-préfectures départementales; il y en a rarement plus d'un par département.

C'est donc à ce niveau qu'on s'efforcera de voir, dans un premier temps, où et quand les collectifs SCALP et Ras l'Front se sont implantés, pour déterminer, ensuite, dans quelle mesure cette implantation correspond à celle des populations qu'on dit les plus réceptives aux N.M.S. et dans quelle mesure elle s'en différencie par le rôle de facteurs particuliers tels que l'importance du racisme dans le département, les scores électoraux du Front national ou l'intensité d'un désir de recomposition au sein de la gauche.

L'implantation des collectifs ANTI-FRONT NATIONAL

Le mouvement SCALP, si on se fie à son organe de liaison, n'a connu qu'un développement limité. Ce ne sont que trente-trois collectifs SCALP ou apparentés qui ont été formés entre juin 1984 et avril 1992, répartis dans seulement seize

départements. Pour l'essentiel, ils ont du reste été créés de 1986 à 1990 si bien qu'on peut supposer que ce mouvement a atteint une phase de maturité, qu'il s'est implanté dans la plupart des contextes où il pouvait le faire.

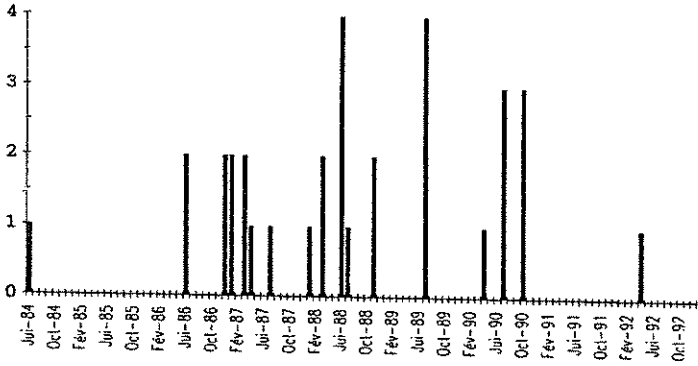
En regard, le mouvement Ras l'Front, constitué plus récemment, semble avoir obtenu un succès plus important et n'avoir pas encore atteint sa phase de développement maximum. On recense ainsi la création de 112 collectifs affiliés à l'organisation Ras l'Front entre juin 1990, date du début du mouvement, et août 1994, la date où notre étude s'arrête. On constate de plus que la diffusion géographique de Ras l'Front est beaucoup plus large que celle de SCALP: cinquante-et-un des quatre-vingt seize départements métropolitains ont ainsi connu la mise en place d'au moins un comité Ras l'Front. On remarque enfin que si le dernier collectif SCALP recensé date d'avril 1992, on note encore la création d'un collectif Ras l'Front en juin 1994. Pourtant, le rythme de création des collectifs Ras l'Front semble se ralentir (cf. graphique n°4), tant en nombre de nouveaux collectifs créés qu'en nombre de nouveaux départements concernés. L'étude de l'extension de Ras l'Front et de SCALP, à ce stade de leur développement, est donc pertinente.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

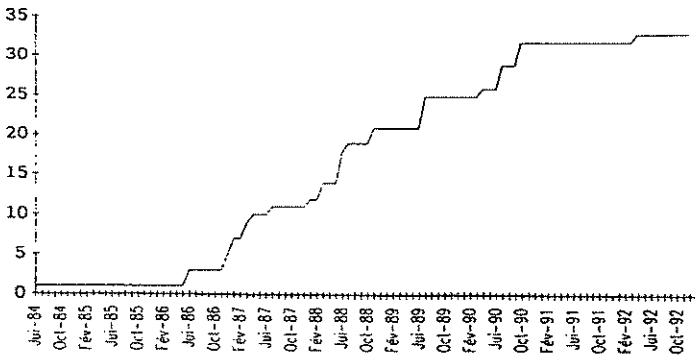
Pour rendre compte du développement de ces mouvements anti-Front national, deux méthodes semblent possibles : soit s'intéresser d'abord à la date de création des collectifs et s'interroger sur les facteurs globaux qui ont amené à ces créations, au rythme qu'elles ont suivi; soit se fonder surtout sur les contextes locaux qui ont permis ces émergences, opposer les départements où se sont développées de telles organisations et ceux où elles n'y sont pas parvenues.

La première de ces méthodes a ceci de satisfaisant qu'elle permet de replacer la dynamique de ces mouvements dans une perspective temporelle. Ainsi, en observant le rythme de création des collectifs SCALP (cf. graphique n°1 et 2), on constate qu'ils se sont formés pour la plupart entre le mois de juillet 1986 et le mois d'octobre 1990. Seul le SCALP Toulouse a été créé avant 1986 et seul le SCALP Rodez s'est constitué après 1990. C'est en 1987, 1988 et 1990 que s'implantent le plus de collectifs, mais huit collectifs ont été créés durant les seuls étés 1988 et 1989. Il apparaît ainsi que le rythme de création des SCALP fut à la fois lent dans le temps et irrégulier.

GRAPHIQUE N°1 : Rythme de création des collectifs SCALP



GRAPHIQUE N°2 : Évolution du nombre de collectifs SCALP



LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Pourtant l'évolution du nombre des collectifs (cf. graphique n°2) permet d'émettre quelques hypothèses. On remarque en effet que le nombre de collectifs évolue sensiblement en période électorale. Cela est vrai pour l'élection présidentielle de 1988, où Jean-Marie Le Pen avait obtenu 14,4% des suffrages au premier tour, et pour les élections européennes de juin 1989. Pendant ou à la suite de ces deux élections, onze collectifs SCALP ont été créés.

On constate de plus que c'est durant la période où les menaces racistes et antisémites ont connu une augmentation très importante (1988-1990)¹⁸ que la plus grande partie des collectifs se sont constitués. Pour être plus précis, trente-et-un des trente-trois collectifs SCALP recensés ont été créés durant cette période. On remarque même que six de ces collectifs ont été formés dans les six mois qui ont suivi la profanation du cimetière juif de Carpentras, en mai 1990.

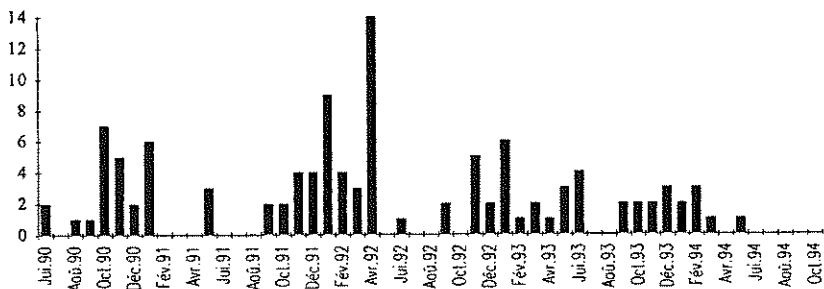
L'étude du rythme de création des collectifs Ras l'Front (cf. graphique n°3 et 4) conduit à des hypothèses en partie identiques. Certes, cette analyse révèle un phénomène

¹⁸ . cf Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, *Rapport de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme / La lutte contre le Racisme et la Xénophobie*, Paris, La documentation Française, 1994.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

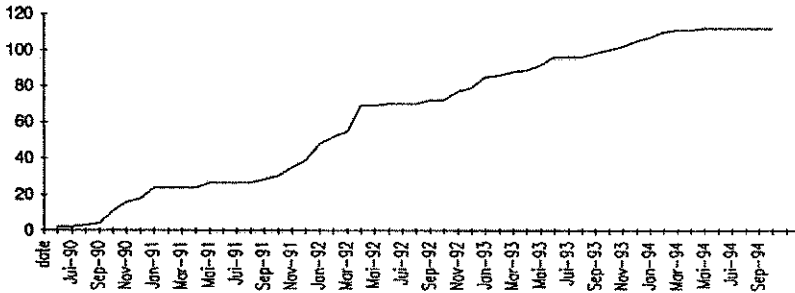
que l'extension plus limitée du mouvement SCALP ne permettait pas de déceler : l'existence de coupures annuelles dans l'évolution du mouvement. Chaque année, les mois de juillet-août apparaissent comme une période creuse. On remarque par ailleurs que, fréquemment, les collectifs étudiants déjà existants annoncent entre octobre et décembre leur réactivation. On ne peut donc manquer d'en conclure que les possibilités de mobiliser le monde étudiant jouent un rôle essentiel dans le rythme de création des collectifs.

GRAPHIQUE N°3 : Rythme de création des collectifs Ras l'Front



LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

GRAPHIQUE N°4 : Evolution du nombre de collectifs Ras l'Front



Cette coupure annuelle d'une organisation étudiée sur quatre ans pourrait conduire à distinguer quatre phases dans son évolution. Cependant, on constate que le rythme de création des collectifs tend à diminuer lors des deux dernières années. On est donc conduit à décrire le développement du mouvement Ras l'Front en trois phases : d'abord, une phase d'"émergence" (juin 1990-août 1991) marquée essentiellement par un développement extensif en réponse aux événements de Carpentras et au travail de mobilisation des initiateurs de l'"Appel des 250", mais qui se heurte à partir de janvier 1991 aux retombées françaises de la guerre du Golfe; ensuite, une phase de "croissance" caractérisée à la fois par une extension et par une intensification des réseaux, qui répond à la fois à un contexte électoral qui voit le Front national plus actif et plus

menaçant (résultats des élections régionales à la proportionnelle) et à une accentuation du travail de mobilisation qui culmine dans la manifestation antiraciste du 25 janvier 1992, point de départ de nombreux collectifs mais aussi occasion de relance de beaucoup d'autres; enfin, une phase de "maturité" de l'organisation dont le trait principal serait un arrêt presque total de l'extension du réseau au profit d'une simple intensification des réseaux existants, et dont le symbole pourrait être la réunion à laquelle participent près de cinquante collectifs les 13 et 14 novembre 1993 à Saint Denis (*Ras l'Front* n°17, décembre 1993) au cours de laquelle se fait jour le désir de coordinations régionales, voire d'une coordination nationale. Il est à cet égard sans doute significatif que les conséquences des élections législatives de mars 1993, de l'échec socialiste et de la victoire de la droite sur l'évolution du rythme de création des collectifs Ras l'Front sont presque imperceptibles et que la courbe cumulée de ces créations laisse apparaître deux phases de forte croissance, puis une légère tendance à la stagnation (graphique n°4).

On retrouve donc dans la description du développement du mouvement Ras l'Front, dans l'explication qui semble devoir en être donnée, certains des facteurs qui seraient susceptibles de rendre compte de l'émergence des collectifs SCALP : d'abord, l'action même du Front national,

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

notamment à l'occasion des campagnes électorales; ensuite, le rôle des actes racistes. L'analyse de l'évolution temporelle de Ras l'Front permet cependant de percevoir une variable supplémentaire, le rôle du militantisme, qu'il passe par l'action des initiateurs du mouvement ou par celui de ses propagateurs, les étudiants en particulier.

Ces premières conclusions semblent du reste confirmées par ce que disent les collectifs Ras l'Front eux-mêmes des circonstances locales qui les ont conduits à se créer¹⁹. C'est le plus souvent à la suite ou à l'occasion de la venue de J-M. Le Pen dans leur département que les collectifs Ras l'Front disent se mettre en place : c'est ainsi que sont par exemple expliquées les créations des collectifs Ras l'Front de Savoie -en réaction au désir du Front national de faire de Saint-Franc un haut lieu de son mouvement (*Ras l'Front* n°3-juin 1991). Plus largement, c'est l'approche des élections qui peut être avancée comme cause immédiate de création d'un collectif (ex. : collectif Ras l'Front de Levallois- *Ras l'Front* n°11-mars 1993). Pour d'autres, la constitution de collectifs répond à des préoccupations antiracistes locales : le collectif antifasciste de Gérardmer fait suite à des agressions néonazies (*Ras l'Front* n°10-janvier, février 1993); le collectif antifasciste de Roubaix (CAFARE) s'affiche comme une

¹⁹. Malheureusement, le plus souvent, les collectifs SCALP n'expliquent pas clairement le pourquoi de leur création dans le journal *Réflexes*.

réaction aux événements de Wattrelos (*Ras l'Front* n°12-avril, mai 1993). D'autres encore mettent l'accent sur le rôle d'organisations extérieures : un collectif Ras l'Front est ainsi créé à Audincourt dans le Doubs à la suite de la fête démocrate des communistes de Franche-Comté (*Ras l'Front* n°2-fin 1990). Plus globalement, on ne saurait citer tous les cas où un collectif Ras l'Front apparaît comme l'émanation d'un ensemble d'autres organisations à caractère social, syndical ou politique existantes. Enfin, force est de constater le pouvoir mobilisateur du militantisme. C'est parfois à la suite de la venue de G.Perrault qu'un collectif dit avoir été créé. Ainsi en est-il du collectif de Tours (*Ras l'Front* n°2-fin 1990) ou du collectif de la Sorbonne (*Ras l'Front* n°4-octobre 1991). C'est surtout à l'occasion de la grande manifestation antiraciste du 25 janvier 1992 que des collectifs comme celui de Nice voient le jour (*Ras l'Front* n°7-mai 1992).

Les déclarations des collectifs Ras l'Front au journal du même nom confirment donc largement les conclusions tirées de l'observation du rythme de création des collectifs. Pourtant, peut-on se contenter des explications données par les acteurs eux-mêmes? N'ont-ils pas une conscience faussée des circonstances et, plus largement, du contexte global, qui ont pu permettre l'émergence de collectifs anti-Front national ici ou là ? Plus concrètement, dire que tel collectif a été créé

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

à un endroit parce que J.M. Le Pen y était venu en meeting, parce que tel acte raciste avait été commis localement ou même nationalement, ou parce qu'une dynamique militante a été lancée par l'organisation dans son ensemble, c'est s'interdire de comprendre pourquoi un tel collectif ne s'est pas créé ailleurs, là où J.M. Le Pen avait pourtant aussi fait un meeting, là où pourtant des actes racistes étaient aussi commis, là où enfin les initiateurs de l'action anti-Front national avaient aussi agi. Il apparaît donc clair qu'on ne peut se contenter d'une vision diachronique et globale de l'évolution du mouvement, qu'on ne peut non plus en rester à l'explication que donnent les acteurs de l'émergence de tels collectifs, qu'il convient donc, à partir d'une approche transversale et géographique, de s'interroger de façon plus différenciée sur les caractéristiques des contextes qui ont permis -ou qui n'ont pas permis- l'émergence de comités anti-Front national.

C'est donc maintenant à l'examen géographique des deux mouvements qu'il faut nous attacher. D'une première lecture de ces cartes (cf. cartes n°1 et 2), on ne peut tirer qu'une impression de forte dispersion dans l'implantation des collectifs. On doit se contenter de remarquer que partout où l'on trouve des collectifs SCALP on trouve des collectifs Ras l'Front, que la région lyonnaise semble avoir été un pôle

attractif pour ces deux mouvements, mais qu'en revanche Ras l'Front se différencie de SCALP par une forte implantation dans la région parisienne, le Sud-Est, l'Alsace et la Bretagne et par une implantation relativement faible dans le Grand Sud-Ouest.

De même, doit-on se garder de toute comparaison "impressionniste" entre les cartes d'implantation de ces mouvements et des cartes électorales ou des cartes socio-démographiques de peur de voir des corrélations spatiales là où il n'y a que de timides correspondances. Il est ainsi tentant de noter que c'est dans les principales zones de force du Front national -région parisienne, région lyonnaise, Sud-Est et Alsace- que Ras l'Front est particulièrement représenté tandis que la région centrale où il ne s'est pas implanté correspond grosso modo à celle où J.M. Le Pen avait fait ses scores les plus bas en 1988 (cf. carte n°3). De même, peut-on remarquer qu'à à l'exception de l'Aveyron, l'ensemble des départements où sont présents à la fois SCALP et Ras l'front sont des départements universitaires (cf. carte n°5).

Pourtant, ce n'est qu'en étudiant de façon statistique ce qui différencie les "départements SCALP"²⁰ des "départements non-SCALP", les "départements Ras l'Front" des "départements non-Ras l'Front", les départements "SCALP et

²⁰ . On usera de cette commodité de langage pour désigner les départements où SCALP est présent.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Ras l'Front" des "départements Ras l'Front seulement" et des "départements ni SCALP-ni Ras l'Front" que l'on parviendra à rendre compte de façon globale des ressources contextuelles qui ont permis l'émergence de mouvements anti-front national, de la parenté de ces ressources avec celles qu'on associe aux "Nouveaux Mouvements Sociaux", mais aussi de la spécificité de celles-là. Ainsi, pour vérifier si les mouvements SCALP et Ras l'Front se sont développés, à l'image de tous les Nouveaux Mouvements Sociaux, dans des contextes marqués par la sur-représentation d'une population jeune, urbaine, cultivée, bien intégrée socialement et politiquement, nous avons utilisé les données du recensement de la population de 1990 (répartition départementale de la population par âge, par profession, par taille d'agglomération), et les données de la Direction de l'Évaluation et de la Prospective du Ministère de l'Éducation nationale (répartition départementale de la population étudiante en 1985-86 et 1988-89). De même, pour déterminer si leurs terreaux d'implantation ne sont pas également caractérisés par certaines spécificités qui tiendraient non seulement à leur objet immédiat -force du Front national et/ou du racisme dans les départements où ils émergent-, mais aussi à un projet plus global, la structuration d'un nouveau pôle politique à gauche, on a eu recours à des données électorales s'étendant de l'élection européenne de

1984 à celle de 1994²¹, et aux éléments apportés, dans son rapport annuel, par la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme²² sur la répartition départementale des actes et menaces racistes et antisémites en France.

En croisant ces variables descriptives avec nos variables de présence des collectifs²³, il devenait donc possible de mettre au jour les relations existant entre la présence (ou l'absence) de collectifs et certains facteurs socio-démographiques ou électoraux, tout en demeurant bien conscients, toutefois, que, comme le rappellent Nonna Mayer

²¹. Résultats départementaux du Front national et du Parti socialiste à toutes les consultations nationales et européennes de façon à disposer non seulement d'informations synchroniques mais aussi diachroniques. Résultats des candidats de gauche et des écologistes à l'élection présidentielle de 1988.

²². Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, *Rapport de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme. La lutte contre le Racisme et la Xénophobie*, Paris, La Documentation Française, 1994.

²³. Nous avons traité l'ensemble des données recueillies à l'aide du logiciel créé par Jean Chiche, "EDEN", en mettant en relation ces différents indicateurs d'une part avec la présence ou l'absence de collectifs SCALP et Ras l'Front, et d'autre part, le cas échéant, avec l'intensité et la précocité de cette présence. Nous avons également eu recours, mais de manière beaucoup plus épisodique, au logiciel SPSS afin de dresser, dans la mesure du possible, le profil sociologique du contexte au sein duquel SCALP et Ras l'Front ont pu se constituer. Dans ces cas -qui devaient nous permettre de confirmer la pertinence de nos conclusions-, on faisait de nos variables descriptives continues des variables discrètes, on ne pondérait plus l'importance de chaque département par sa population, mais on considérait les départements comme des entités relativement autonomes et homogènes.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

et Pascal Perrineau²⁴, *"la correspondance entre les distributions spatiales de deux phénomènes ne peut s'interpréter simplement en terme de causalité. Corrélation ne veut pas dire causalité"*. On ne déterminera donc que les situations contextuelles qui peuvent faciliter l'implantation des collectifs anti-Front national, seules des analyses monographiques pouvant expliciter le rôle effectif de ces situations.

Rien n'assure qu'on puisse parler ainsi comme d'un tout de "mouvements anti-Front national", comme si SCALP et Ras l'Front devaient fatalement, de par leur objet et en dépit de leurs différences, répondre à des logiques similaires. Il est cependant des éléments qui, immédiatement, semblent prouver le bien fondé d'une telle hypothèse.

De fait, comme on l'a déjà signalé, partout où SCALP est présent, Ras l'Front s'est implanté. Plus généralement, la présence de Ras l'Front dans un département ainsi que l'intensité et la précocité de cette présence sont en partie corrélées à l'existence antérieure, dans ce même département, d'un collectif SCALP. Comme on le voit sur le

²⁴ . Nonna MAYER, Pascal PERRINEAU, *Les Comportements politiques*, Paris, A. Colin, 1992, p.51.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

tableau n°1 ci-dessous, les départements où Ras l'Front a développé plus d'un collectif sont relativement plus souvent des "départements SCALP". Les premiers départements où Ras l'Front s'est implanté sont aussi majoritairement des départements où des collectifs SCALP s'étaient créés (58% contre moins de 20% de ceux où il s'est établi par la suite et 0% de ceux où il n'est pas parvenu à émerger). Les départements où SCALP a été créé le plus tôt correspondent même, relativement, à ceux où Ras l'Front s'est implanté lui aussi le plus tôt.

TABLEAU N°1
Présence de SCALP et intensité de la présence de Ras l'Front

	Pas de collectif RLF	Un collectif RLF	Plusieurs collectifs RLF
% des départements où SCALP est absent	56%	28%	16%
% des départements où SCALP est présent	0%	38%	62%

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Ces deux mouvements anti-Front national répondent donc en partie à des logiques d'émergence similaires et la présence préalable d'un premier mouvement anti-Front national (SCALP), de militants déjà habitués à ce combat, a sans doute pu faciliter l'implantation de collectifs Ras l'Front, que l'un des premiers facteurs d'émergence de tels collectifs pourrait donc résider dans une forme de "dynamique multi-organisationnelle"²⁵, dans la présence, dans le contexte d'émergence de ces collectifs, de réseaux déjà constitués par des mouvements sociaux déjà implantés. L'implantation des mouvements anti-Front national devrait donc en partie relever des mêmes facteurs que tout N.M.S., et, en partie, procéder de facteurs propres et communs aux deux organisations étudiées.

²⁵ . Russell L. CURTIS, Louis A. ZURCHER, "Stable resources of protest movements : the multiorganizational field", *Social Forces*, 52, 1973, pp.53-61. Toute "organisation de mouvement social" serait prise dans un champ "multi-organisationnel", défini comme le nombre total possible d'organisations avec lesquelles il est possible d'établir des liens spécifiques.

LES MOUVEMENTS ANTI-FRONT NATIONAL, DES "NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX" COMME LES AUTRES ?

Comme nous en avons fait l'hypothèse, le tableau n°2 confirme l'existence d'une relation entre l'implantation des collectifs SCALP et Ras l'Front et la proportion moyenne de "jeunes" (18-24 ans, 25-34 ans, voire 35-44 ans)²⁶ par rapport à la population totale. On comptait 35,2% de 18-34 ans dans les départements où se sont implantés plus d'un collectif Ras l'Front, contre 32,8% dans ceux où il n'y a qu'un comité Ras l'Front et 31,7% là où il n'y en a pas. De même, comptait-t-on 35,1% d'individus de cette catégorie d'âge dans les "départements SCALP" et seulement 32,8% dans les autres.

²⁶ . On notera qu'alors que SCALP naît dès 1984, on utilise les résultats du recensement de 1990 pour faire notre comparaison. Cette approximation nous semble cependant doublement valide : d'une part, au nom de la fiabilité des chiffres ainsi employés, d'autre part, au nom de la relative stabilité de la composition socio-démographique des départements sur une aussi courte période.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

TABLEAU N°2 : Caractéristiques socio-politiques des contextes d'implantation de SCALP et Ras l'Front

en %	Présence de SCALP		Présence de Ras l'Front			
	Non	Oui	Non	Un seul	Plusieurs	Oui
Taux de 18-24 ans	13,5	14,6	13,0	13,7	14,5	14,2
Taux de 25-34 ans	19,4	20,5	18,7	19,2	20,8	20,1
Taux de 35-44 ans	19,9	19,9	19,6	19,6	20,3	20,0
Taux d'étudiants	0,9	3,9	0,2	1,8	3,4	2,7
Taux d'hab. de villes de 50 à 100.000 hab.	8,4	1,9	12,8	5,5	2,9	3,9
Taux d'hab. de villes de 100 à 200.000 hab.	8,0	5,9	6,2	10,1	5,2	7,2
Taux d'hab. de villes de + de 200.000 hab.	11,6	41,4	8,1	20,5	29,3	25,9
Taux d'hab. de l'agglomération parisienne	13,8	19,1	0,0	5,5	32,3	21,7
Taux de cadres (PPI4)	5,8	8,1	4,0	5,3	9,0	7,5
Taux de prof. interm (PPI5)	11,0	12,3	9,5	10,8	13,1	12,2
Score du F.N. en 1984	10,7	12,0	9,3	10,2	13,1	11,9
Score du F.N. en 1986	9,5	11,0	8,3	9,1	11,6	10,6
Score du F.N. en 1988	14,4	15,1	12,9	14,3	16,1	15,3
Score du F.N. en 1989	11,5	12,5	10,0	11,1	13,6	12,6
Score du F.N. en 1993	12,4	13,4	11,5	11,7	14,2	13,2
Evolution du F.N. 1984-1989	0,8	0,5	0,7	1	0,5	0,7
Evolution du F.N. 1986-1993	2,9	2,5	3,2	2,5	2,6	2,6
Taux de menaces racistes pour 100 000 hab. en 1990	3	3,9	2,5	3,9	3,5	3,7
Taux d'actes racistes pour 100 000 hab. en 1990	0,6	0,8	0,4	0,9	0,8	0,8
Taux de menaces antisémites pour 100 000 hab. en 1990	2,5	3,4	2,1	2,6	3,7	3,1
Score de Juquin en 1988	2,1	2,3	1,9	2,1	2,3	2,2
Score de Laguiller en 1988	2,1	2,0	2,1	2,1	1,9	2,0
Score de Lajoinie en 1988	6,6	7,4	7,1	5,8	7,4	6,8
Score de Waechter en 1988	4,1	3,5	3,6	4,3	3,6	3,9
Score de Mitterrand en 1988	33,2	34,1	34,7	34,5	32,9	33,6

Les départements SCALP apparaissent même un peu plus "jeunes" que les départements Ras l'Front, puisque la proportion des 18-24 ans y est un peu plus élevée et inversement celle des 15-44 ans un peu plus faible (tableau 2).

Comme tout "Nouveau Mouvement Social", les mouvements anti-Front national étudiés se sont donc implantés de préférence dans des contextes où étaient légèrement sur-représentées les "jeunes", clientèle particulièrement mobilisable sur des enjeux post-matérialistes, mais c'est SCALP qui correspond le mieux à un tel modèle. Une différence dont la réalité semble, comme on le verra plus loin, confirmée par les études monographiques conduites auprès de collectifs SCALP et Ras l'Front (cf. chapitres 2 et 3 infra).

C'est à un constat similaire que conduit l'examen des variables "taux d'étudiants"²⁷ et taux d'"urbains"²⁸. Les

²⁷. Pour évaluer l'importance de la présence estudiantine dans un département, on a eu recours au nombre d'étudiants par université que donne chaque année la Direction de l'Évaluation et de la Prospective du Ministère de l'Éducation nationale. Par suite, on ne dispose que du taux d'étudiants "universitaires" par département y compris les Instituts Nationaux Polytechniques. On ne tient compte ni des écoles, ni des B.T.S. pour une question d'abord pratique. Le nombre total d'étudiants n'est comptabilisé par le Ministère qu'au niveau des Académies, pas à celui des départements. On notera cependant que les collectifs anti-Front national étudiants, tels qu'ils sont évoqués dans les revues, sont des collectifs "universitaires" (ex.: collectif Ras l'Front de la Sorbonne). Il ne semble donc ni illégitime, ni peu pertinent de se limiter aux seuls étudiants des Universités.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

départements où SCALP et Ras l'Front sont parvenus à s'implanter comportaient relativement plus d'étudiants universitaires et d'urbains que ceux où ils n'y sont pas parvenus. On trouvait ainsi 4,1% d'étudiants et 60,5% d'habitants de villes de plus de 200.000 habitants (agglomération parisienne comprise) là où SCALP s'est installé, contre respectivement 1% et 25,4% ailleurs. Quant à Ras l'Front, les départements où il a pu fonder plus d'un collectif comprenaient 3,5% d'étudiants et 51,6% d'"urbains" alors qu'il n'y avait que 1,9% d'étudiants et 22% d'"urbains" là où il n'a, à ce jour, créé qu'un collectif et 0,2% d'étudiants et 8% d'"urbains" dans les lieux où il n'en a aucun.

Mais c'est SCALP, à nouveau, qui confirme le mieux nos hypothèses. Les départements SCALP comptent un peu plus d'étudiants que les départements Ras l'Front (3,9% contre 2,7%). Et ils sont nettement plus urbanisés, la proportion de la population vivant dans les villes de plus de 200.000 habitants dépassant 60%, contre 47,6% dans les départements Ras l'Front.

²⁸ . On a divisé la population en fonction de la taille des villes où elle se trouvait -agglomération parisienne, ville de plus de 200.000 habitants, ville de 100.000 à 200.000 habitants, ville de 50.000 à 100.000 habitants,...- afin d'examiner si c'est dans les départements où la part la plus grande de la population vivait dans de grandes villes que se sont implantés des collectifs anti-Front national. Par la suite, et par commodité de langage, on utilisera le mot "urbains" pour désigner les seuls habitants des villes de plus de 200.000 habitants et de l'agglomération parisienne.

On notera toutefois que les derniers comptent un peu plus d'habitants de l'agglomération parisienne.

Ainsi, conformément à ce qu'on sait des N.M.S., SCALP et Ras l'Front se sont développés dans des contextes marqués par la présence d'une population relativement jeune, estudiantine et urbaine, un constat qui semble particulièrement marqué pour SCALP.

Les deux catégories de l'INSEE qu'on recouvre par l'expression "nouvelles classes moyennes" (les cadres et les professions intermédiaires) étaient toutes deux sur-représentées dans les contextes où ces organisations ont émergé, sans que l'on note ici de différence significative entre les départements SCALP et Ras l'Front. Comme on le voit dans le tableau n°2, les départements SCALP comportaient 8,1% de cadres et 12,3% de professions intermédiaires contre respectivement 5,8% et 11,0% dans ceux qui leur sont restés hostiles. De même, on comptait 9,0% de cadres et 13,1% de professions intermédiaires là où Ras l'Front est parvenu à fonder plusieurs collectifs contre 5,3% de cadres et 10,8% de professions intermédiaires là où il n'a pu créer qu'un seul collectif et 4,0% de cadres et 9,5% de professions intermédiaires là où il a échoué à émerger.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Au total les collectifs Ras l'Front comme les collectifs SCALP tendent à éclore dans des contextes urbains caractérisés par une présence marquée de jeunes, d'étudiants, de professions intermédiaires et intellectuelles. Quels que soient les inévitables effets de structure, ces organisations ont émergé là où était sur-représentée cette population que les théoriciens des "Nouveaux Mouvements Sociaux" présentent comme particulièrement mobilisable lorsqu'il s'agit de défendre des enjeux dits "post-matérialistes". On peut même ajouter que, sur ce plan là, ce sont les collectifs SCALP qui se sont le plus conformés à ce modèle . Par suite, il serait tentant d'assimiler ces mouvements -et, particulièrement, SCALP- à des "N.M.S." d'autant plus facilement que la lutte contre le racisme est indéniablement une valeur "post-matérialiste". Ras l'Front et SCALP ne seraient donc que des réponses locales à un phénomène global et national, la montée du racisme, sous sa forme sociale (augmentation du nombre de menaces et d'agressions racistes, publicité accrue de cette augmentation au travers d'événements particuliers comme la profanation du cimetière de Carpentras) et sous sa forme politique (montée du Front national "assimilé" à un parti raciste). Leur implantation correspondrait plus aux particularités démographiques des contextes locaux (présence d'une population potentiellement mobilisable) qu'à des particularités politiques ou sociales de

ceux-ci (force locale du Front national ou du racisme, notamment). En d'autres termes, les collectifs SCALP et Ras l'Front se seraient développés là où ils sont parce que, de toute façon, quelle que soit la cause, c'est toujours dans ces départements là que se développent des "Nouveaux Mouvements Sociaux".

Pourtant, en rester là serait négliger les spécificités de ces organisations. Dès l'origine, ces mouvements ne se placent pas tant sur le terrain social que sur le terrain politique, d'abord en se voulant explicitement anti-Front national, ensuite en affichant un certain éloignement -pour ne pas dire une hostilité- vis-à-vis des gouvernements socialistes. De plus, on a montré dans la première partie combien les collectifs insistaient sur les raisons locales de leur création -la force locale du Front national par exemple- : si on ne peut les prendre au mot, on ne doit pourtant pas totalement négliger leur discours! Enfin, l'émergence de ces organisations coïncide plus ou moins avec la baisse du P.S. et avec la montée d'un nouveau mouvement politique, le mouvement écologiste, dont l'implantation- si l'on en croit Daniel Boy²⁹ - s'est faite dans des contextes proches de ceux que l'on vient de décrire.

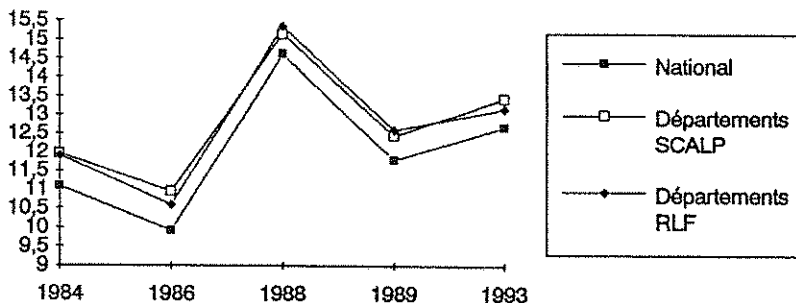
²⁹ . Daniel BOY, "Le vote écologiste : évolutions et structures", *Cahiers du CEVIPOF* n°6, 1991.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Aussi, est-on conduit à se demander s'il n'y a pas une composante locale, politique et sociale, à l'émergence de ces organisations "sociales", si la présence d'une population potentiellement mobilisable ne doit pas être complétée, voire remplacée, par la force de certaines caractéristiques sociales et politiques et si cette présence, condition, semble-t-il, nécessaire, est aussi une condition suffisante. Ainsi, les collectifs Ras l'Front et SCALP ne sont-ils pas surtout présents dans des terreaux marqués par la force locale du Front national? Ne se développent-ils pas surtout là où, localement, le racisme se fait le plus sentir? De même, ces collectifs ne prennent-ils pas corps dans des lieux où l'influence des partis traditionnels de gauche (P.S., P.C.F., mais aussi Extrême-gauche plus "classique" du type trotskiste et proche de la Ligue communiste révolutionnaire ou de Lutte ouvrière) tendrait à s'effriter au profit de celle d'une "nouvelle gauche", moins institutionnalisée? Ne s'implantent-ils pas surtout là où se fait jour un projet non pas seulement "post-matérialiste" -lutter contre le racisme-, mais aussi plus directement politique -reconstruire la gauche?

Effectivement les collectifs SCALP et Ras l'Front se sont développés dans les départements où le Front national obtenait des scores relativement élevés et ce, indépendamment de la date de l'élection (cf. graphique n°5).

GRAPHIQUE N°5 : Scores électoraux du FN entre 1984 et 1993



C'est du reste dans les départements où les résultats recueillis par le parti d'extrême-droite étaient les plus importants que les premiers collectifs SCALP et Ras l'Front se sont formés. Le F.N. avait ainsi obtenu 13,3% des suffrages en 1989 dans les départements où Ras l'Front s'est installé pendant sa première année d'existence, 12,3% là où il a émergé l'année suivante, 11,3% là où il a éclos depuis et, enfin, 10% là où il n'est pas parvenu à s'implanter.

De même, c'est là où les scores du F.N. étaient relativement plus élevés qu'ont pu être fondés plusieurs collectifs Ras l'Front. Comme on le voit dans le tableau n°2, en 1989, le parti de J-M Le Pen avait recueilli 10% des voix dans les départements qui sont demeurés vierges de collectifs Ras l'Front, 11,1% dans ceux où on ne trouve aujourd'hui qu'un seul

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

collectif et 13,6% dans les départements où on en compte -où on en a compté, tout au moins- plusieurs. Une observation vérifiée aussi pour les élections de 1988 et de 1993.

Il apparaît donc que tant la présence que la date de création et le nombre de collectifs créés par département sont étroitement liés aux scores électoraux qu'obtenait le F.N. dans ces départements. On constate en revanche, en s'attardant d'un point de vue diachronique sur l'évolution du score du F.N. entre l'élection européenne de 1984 et celle de 1989 comme entre l'élection législative de 1986 et celle de 1993³⁰, que les collectifs anti-Front national ne se sont pas développés là où la progression du Front était la plus forte (cf. tableau n°2).

Les deux mouvements anti-Front national étudiés ont donc réussi là où le F.N. était déjà fort plutôt que là où il se renforçait. Cette commune spécificité d'implantation n'est cependant pas partagée avec la même intensité par ces deux organisations.

³⁰ . Dans un souci de cohérence, on a choisi de comparer les scores du Front national à des élections de même type. On doit néanmoins noter qu'entre les élections législatives de 1986 et celles de 1993 le mode de scrutin a été modifié. Un changement qu'on pourra cependant négliger dans la mesure où on peut faire l'hypothèse que, si cette évolution a sans conteste eu une influence sur le résultat national du Front national, cette influence a pu jouer de façon sensiblement égale dans chaque département.

Il semble en effet que les scores du Front national soient plus corrélés avec la présence de Ras l'Front qu'ils ne le sont avec la présence de SCALP, indépendamment de la nature et de la date de l'élection. Ainsi, en 1988³¹, J.M. Le Pen a obtenu de relativement moins bons scores dans les départements où SCALP allait finalement s'installer (15,1%) que dans ceux où Ras l'Front allait fonder plusieurs collectifs (16,1%) et que dans ceux où il allait parvenir à émerger alors que SCALP avait échoué à le faire (15,5%). Les résultats électoraux du Front national étaient donc supérieurs dans les départements où seul le mouvement Ras l'Front a pu s'implanter. Un constat qui confirme le fait qu'à cette même élection Le Pen avait obtenu un score supérieur à 13,8% (son score médian) dans 70% des départements où Ras l'Front allait émerger et seulement dans 44% de ce qu'après coup on a nommé "départements SCALP".

Ainsi, il semble exister un lien entre le degré d'implantation locale du Front national et l'émergence de collectifs tels que SCALP et Ras l'Front, lien du reste plus net et prononcé pour celui-ci que pour celui-là.

³¹. De plus, 1988 est une date charnière dans notre étude puisque, intermédiaire entre les débuts de SCALP et ceux de Ras l'Front, elle permet à la fois de discerner avec suffisamment d'exactitude le contexte dans lequel chaque collectif a été créé et de comparer avec une base commune l'implantation de ces deux organisations.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

C'est à une même conclusion que nous conduit l'examen de la variable "racisme". Si on compare les taux de menaces racistes, de menaces antisémites et d'actes racistes par département commis en 1990 et recensés dans le rapport de la commission nationale consultative des droits de l'homme³², on voit que les collectifs SCALP et Ras l'Front se développent tous deux dans les départements où ces taux sont particulièrement élevés. Les différences des taux de menaces racistes et antisémites calculés d'une part entre les "départements SCALP" et les "départements non-SCALP" et d'autre part entre les "départements Ras l'Front" et les "départements non-Ras l'Front", sont respectivement de 0,97 et 0,91 point pour SCALP et de 1,26 et 1,01 points pour Ras l'Front (cf tableau n°2). Ces différences sont très marquées quand on sait qu'en valeur absolue, les taux de menaces racistes et antisémites ne dépassent jamais 3,73 points. En proportion, les taux de menaces sont supérieurs, dans les départements où s'implantent des collectifs, de 25% à 33%.

Toutefois, il en va autrement en ce qui concerne les taux, non plus de menaces, mais d'actes racistes commis en

³². Les résultats sont donnés en nombre d'actes racistes pour 100.000 habitants. On a choisi l'année 1990 parce que c'était la première année où de tels chiffres étaient disponibles. Il va cependant de soi que cette date est plus pertinente pour l'étude de Ras l'Front que pour celle de SCALP. On osera pourtant l'hypothèse forte -mais pas im-pertinente- qu'il existe une géographie relativement stable de la répartition des manifestations racistes en France.

1990. En comparant une nouvelle fois, les "départements SCALP" aux "départements non-SCALP" et les "départements Ras l'Front" avec les "départements non-Ras l'Front", on constate que pour les actes racistes le rapport va presque du simple au double entre les départements vierges de collectif Ras l'Front et ceux qui en possèdent (0,44 point contre 0,82), alors que les taux sont sensiblement les mêmes entre les départements SCALP ou non-SCALP (0,63 point contre 0,75 point). Si Ras l'Front semble se développer là où les taux d'actes racistes étaient élevés, il n'en est rien pour SCALP.

A la suite de cette étude, il apparaît qu'il existe une relation entre l'importance des actes racistes et des menaces racistes et antisémites et le développement des collectifs Ras l'Front, alors que pour SCALP, la relation n'est vraie que pour les menaces racistes et antisémites. Le fait que ces taux aient été calculés à partir des données de 1990 explique peut-être en partie pourquoi le phénomène est moins visible pour SCALP que pour Ras l'Front (en effet en 1990 la totalité ou presque des collectifs SCALP était déjà formée). On peut cependant aussi faire l'hypothèse que pour SCALP, ce n'est pas tant l'existence d'actes racistes avérés que l'effet d'une "ambiance", d'un contexte marqué par la récurrence des menaces racistes et antisémites qui semble pouvoir rendre compte de l'émergence de collectifs. A l'opposé, et conformément à

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

l'histoire propre du mouvement Ras l'Front, le développement de collectifs du même nom correspond à des contextes balisés à la fois par l'existence de menaces mais également par la réalité d'actions à caractère raciste.

Ainsi, la création de ces mouvements répond à la fois à des contextes marqués par l'enracinement du F.N. mais aussi par l'étendue du racisme : SCALP et encore plus Ras l'Front répondent à la fois à des logiques anti-Front national et à des logiques anti-racistes. Toutefois, Ras l'Front étant plus corrélé que SCALP avec la force du vote F.N. et avec le niveau de racisme dans un département, l'influence de ces deux phénomènes sur la formation de collectifs est encore plus grande pour Ras l'Front que pour SCALP.

En conséquence, même si les mouvements SCALP et Ras l'Front se définissent eux-mêmes comme "anti-fascistes", comme "anti-F.N." ou comme "anti-Le Pen"³³ mais surtout pas comme "anti-racistes"³⁴, la multiplication d'actes et de menaces racistes ou antisémites n'est pas sans conséquence sur leur existence. Cependant, il nous est impossible de

³³ . Le numéro 17 de *Réflexes* est à ce sujet très intéressant. En effet, il est clairement écrit que l'anti-fascisme va de pair avec l'anti-Le Penisme car on ne peut lutter contre le fascisme sans lutter contre Le Pen et vice-versa, les deux combats doivent être mener en même temps.

³⁴ . Voir au sujet de l'anti-racisme de SCALP, l'article de Sophie Camard et de Xavier Jardin (chapitre 2 infra).

déterminer dans quelle mesure chacune de ces tendances influence le développement de collectifs : la constitution d'un collectif dans un département est-elle plus liée aux scores électoraux du F.N. ou au degré de violence raciste (verbale et physique) que connaît le département en question ? Pour répondre à ce genre d'interrogations, il faudrait avoir recours à des tris plus approfondis impossibles faute d'effectifs. Nous nous en tiendrons à une conclusion plus timide mais déjà intéressante à savoir que SCALP et Ras l'Front ont besoin pour se développer d'un contexte marqué par la force locale du Front national *et/ou* du racisme.

Il est donc clair que l'implantation géographique des mouvements SCALP et Ras l'Front ne correspond pas seulement aux territoires dotés d'une population particulièrement réceptive à des causes "post-matérialistes", quelles qu'elles soient. Ce peut être le cas dans des exemples extrêmes. Ainsi, la Loire-Atlantique, département où se sont implantés SCALP et Ras l'Front dès leurs débuts- où de surcroît, on trouve plusieurs collectifs Ras l'Front- est caractérisée tant par des scores bas de Le Pen -elle appartient au dernier quartile en 1988- que par une présence du racisme relativement limitée -pour nos trois variables de "racisme" (nombre de menaces racistes, de menaces antisémites et d'actes racistes par habitant), elle se trouve dans les deux

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

derniers quartiles. C'est donc, ici, essentiellement à la présence d'une population particulièrement mobilisable -sur-représentation des jeunes et des étudiants, notamment- qui répondrait à une menace perçue au niveau national plus que local qu'on peut attribuer cette spécificité. En revanche, on a montré que, dans le cas général, les collectifs anti-Front national, pour se créer, semblent avoir besoin non seulement d'un réservoir d'individus réceptifs à de telles mobilisations, mais aussi d'un contexte local qui justifie l'urgence de ces actions : la force locale du front national et/ou du racisme. Restent ces derniers cas où la présence de collectif ne correspond ni à la sur-représentation d'une "population sociologiquement militante", ni à un contexte politique et social local propre aux réactions anti-Front national. Ainsi, comment dans une telle analyse intégrer l'exemple des Côtes d'Armor, département où Ras l'Front s'est implanté alors qu'on n'y compte ni université, ni forte présence "jeune", ni force du Front national, ni importance du racisme quotidien -pour nos trois indicateurs, ce département appartient aux deux derniers quartiles (cf. cartes 3, 5, 7) ? Il convient donc de se demander s'il n'est pas d'autres éléments à prendre en compte dont on aurait négligé l'importance.

Or, dans les Côtes d'Armor, Juquin a obtenu un de ses meilleurs scores à l'élection présidentielle de 1988 (cf. carte

n°4). Lorsqu'on se rappelle que le projet de Ras l'Front n'est pas seulement de lutter par tous les moyens possibles contre le Front national, mais aussi, plus largement, de refonder la gauche, on peut en conclure que l'implantation des collectifs anti-Front national pourrait ne pas répondre seulement à une logique réactive, qu'elle pourrait être aussi liée à la force locale des aspirations à "changer la gauche", à la force, aussi, des réseaux qui se sont déjà formés pour soutenir une telle idée et propres à faciliter le développement de ces organisations. Une telle interprétation, pour être validée, exigerait de démontrer que la force des différentes composantes de la gauche varie de façon significative lorsqu'on compare les départements où des collectifs se sont créés et ceux où ils n'y sont pas parvenus. Pour ce faire, on a comparé dans les départements -"SCALP" ou "non-SCALP"- les résultats obtenus par les principaux candidats de la "gauche" - Arlette Laguiller, Pierre Juquin, François Mitterrand et Antoine Waechter³⁵- au premier tour de l'élection présidentielle de 1988.

³⁵ . Comme on se centre non pas tant sur le discours des différents candidats que sur la composition de leur électorat, il nous a semblé naturel d'associer à la gauche un courant écologiste dont les partisans, par leurs opinions dans le domaine des problèmes sociaux et moraux d'actualité, se rattachent à la gauche, voire à l'extrême-gauche (cf Daniel BOY, "Le vote écologiste : évolutions et structures", op.cit.). En revanche, on n'a pas cru nécessaire d'étudier aussi le vote en faveur de P.Boussel en raison de sa faible importance numérique.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Les collectifs SCALP et Ras l'Front ne naissent pas particulièrement sur des terres d'élection de la gauche. En effet, les quatre principaux candidats de gauche obtiennent 49,3% des suffrages dans les "départements SCALP" contre 48,5% dans les "départements non-SCALP", une différence qu'on ne peut considérer comme significative. On remarque même, à l'opposé, que c'est dans les départements où ces candidats font relativement leurs scores les plus faibles que se sont développés plusieurs collectifs Ras l'Front que (48,2% contre 48,8% dans les départements où on trouve un collectif Ras l'Front et 49,5% dans ceux qui en sont vierges). En revanche, cette quasi-stabilité de la gauche prise dans toutes ses composantes implique que toute sur-représentation de l'une d'entre elles serait particulièrement significative.

Or, si on se fie aux résultats de l'élection présidentielle de 1988, il est une mouvance qui apparaît particulièrement présente tant dans les "territoires Ras l'Front" que dans les "territoires SCALP" : celle qui soutint P. Juquin, c'est-à-dire une extrême-gauche intellectuelle qui ne se reconnaît pas dans les partis de gauche traditionnels. C'est là où Juquin a obtenu ses meilleurs scores qu'ont été créés des collectifs anti-Front national -et, notamment, qu'ont été créés plusieurs collectifs Ras l'Front (cf. tableau n°2).

Ces écarts qui peuvent sembler limités sont confirmés par d'autres indicateurs convergents. En effet, le score de Juquin augmente continûment lorsqu'on passe des départements où aucun collectif anti-Front national n'a été créé (1,9%) à ceux où n'ont pu s'implanter que des collectifs Ras l'Front (2,2%) pour en arriver, enfin, à ceux où sont nés à la fois des collectifs Ras l'Front et des collectifs SCALP (2,3%). De plus, 75% des départements où on trouve des collectifs SCALP (douze sur seize) font partie de ceux qui avaient donné les meilleurs scores à Juquin, contre seulement 45% des départements où n'a pas été constitué un tel collectif³⁶. De même, seuls 42% des départements où Ras l'Front ne s'est pas implanté avaient voté à plus de 2,1% pour Juquin contre 50% de ceux où il n'y a qu'un collectif Ras l'Front et 65% de ceux où il y en a plusieurs. La sur-représentation de cette mouvance marginale de la gauche qu'on peut associer au vote Juquin, une gauche qui se démarque tant du Parti socialiste que de "l'extrême-gauche traditionnelle", est un facteur favorable à l'émergence de ces collectifs anti-Front national. Ces collectifs semblent donc s'implanter à la faveur de la convergence de deux facteurs : d'une part, la force locale du Front national et/ou du racisme et les réactions qu'elle suscite; d'autre part,

³⁶ . Un résultat qui, de surcroît, peut être considéré comme statistiquement significatif puisque, s'il est vrai que l'effectif limité de notre corpus rend difficile toute conclusion-dans l'absolu, il conviendrait qu'aucune des cases de notre tableau ne comporte moins de 40 individus-, le Chi2 associé à ce tri est de 0,03.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

l'aspiration à une "nouvelle gauche" -que pourrait symboliser le vote Juquin- et les actions qu'elle provoque³⁷.

Qu'en est-il si on se tourne vers les autres mouvances de la gauche représentées à l'élection présidentielle de 1988 (tableau n°2) ? Alors que sur l'ensemble des élections nationales et européennes de 1984 à 1993, les "départements SCALP" ont toujours voté un peu plus souvent socialiste que la moyenne nationale (de 0,3 points de plus en 1988 à 0,7 points de plus en 1984), on observe le phénomène inverse dans "les départements Ras l'Front". Ainsi en 1988, François Mitterrand obtient 34,7% des voix dans les "départements non-Ras l'Front", 34,5% dans les départements où Ras l'Front ne compte qu'un collectif et seulement 32,9% là où il en compte plusieurs.

Inversement on remarque que les scores des écologistes sont relativement élevés dans les "départements Ras l'Front". Ainsi, Antoine Waechter a obtenu 4,2% dans les départements où on ne trouve que Ras l'Front contre 3,5% en moyenne dans ceux où sont implantés à la fois SCALP et Ras l'Front. En revanche, dans les "départements SCALP" les votes

³⁷. Il n'est pas inutile de noter que ces résultats issus d'une analyse macro-sociologique seront en partie confirmés par ceux qu'Aurélie David et Fabrice Hamelin tirent d'une analyse monographique (cf chapitre 3 infra), lorsqu'ils rapportent que le collectif Ras l'Front de la Sorbonne a été créé à partir des comités Juquin de l'élection présidentielle de 1988 et en réponse à des attentats racistes.

communiste et socialiste sont relativement sur-représentés en comparaison des scores obtenus par ces candidats dans les "départements Ras l'Front". Ainsi, André Lajoinie fait, en moyenne, ses scores les plus bas dans les "départements Ras l'Front et non SCALP" alors que son score dans les "départements SCALP" est plus élevé que la moyenne nationale (7,4% contre 6,7%). On touche là sans conteste à une particularité de Ras l'Front vis-à-vis de SCALP. Enfin, on note que les scores moyens d'Arlette Laguiller sont particulièrement bas là où Ras l'Front possède plusieurs collectifs, cette dernière recueillant plus de 2,01% des suffrages exprimés dans 35% des départements où sont présents plusieurs collectifs Ras l'Front, mais dans 55% des départements qui n'accueillent aucun ou qu'un seul collectif. Quant aux scores de Juquin, ils sont un peu plus élevés dans les départements SCALP et Ras l'Front.

Par suite, l'implantation des collectifs SCALP, à la différence des collectifs de Ras l'Front, ne correspondrait totalement ni aux zones de force des nouvelles tendances de gauche -vote Juquin et vote écologiste-, ni aux zones de faiblesse des familles de gauche traditionnelles -votes socialiste et communiste.

Le développement plus important de Ras l'Front semble devoir être imputé, en partie, à sa capacité à

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

atteindre des terreaux écologistes et relativement moins souvent communistes, socialistes ou "laguilleristes". C'est ainsi au sein d'un contexte marqué par la relative faiblesse des partis traditionnels de gauche et la force relative de nouvelles mouvances de gauche que Ras l'Front a trouvé les ressources nécessaires à son développement -en termes de clientèle potentielle, mais sans doute aussi, et surtout, en termes de réseaux déjà organisés et aptes à concourir à l'émergence d'une nouvelle cause-, tandis que SCALP s'est implanté dans un terreau de gauche plus traditionnel bien que marqué par l'importance -toujours relative- du vote Juquin. Une différence qu'on ne peut expliquer par la virulence des moyens utilisés - puisque, dans ce domaine là, SCALP est considéré comme plus "radical" que Ras l'Front (cf. chapitre 2 infra)-, mais qu'on peut sans doute imputer d'une part à des périodes de développement différentes -ainsi, lorsque Ras l'Front apparaît, le mouvement écologiste est plus organisé et structuré qu'en 1984, Ras l'Front a donc pu recourir plus largement à ces nouveaux réseaux- et, d'autre part, à des objectifs sensiblement différents -Ras l'Front apparaît dans son discours comme plus "politique", plus centré sur la lutte contre le Front national et contre ses effets sur le système partisan, il vise même explicitement à un "réalignement" de la gauche, alors que SCALP s'ouvre à des luttes plus diverses, moins directement politiques, refuse l'appel à la recomposition de la

gauche des 250 et peut donc plus facilement s'intégrer dans un terrain de gauche traditionnel. Deux particularités qui, sans doute, rendent compte de l'expansion plus grande que connaît le mouvement Ras l'Front.

Reste que ces deux mouvements anti-Front national, en dépit de leurs spécificités, se sont implantés dans des contextes locaux largement similaires. Ils ne doivent pas seulement leurs succès à l'implantation traditionnelle de tout "Nouveau Mouvement Social". Ils ont de plus d'abord besoin, pour se développer, de compter sur l'importance locale du problème global qu'ils disent vouloir combattre -force locale du Front national et/ou du racisme-, sur la possibilité de mobiliser de façon concrète et immédiate la population sur un enjeu réactif. Ils dépendent aussi, enfin, de la sur-représentation locale de ce qu'on pourrait nommer une mouvance "nouvelle gauche" -cristallisée dans le vote Juquin en 1988 ou dans le vote écologiste- dont l'importance jouerait à la fois en tant qu'instrument -possibilité d'utiliser les réseaux d'organisations déjà formés pour mieux mobiliser- et en tant que clientèle potentiellement mobilisable -réceptivité plus grande à l'enjeu actif que ces organisations, et surtout Ras l'Front, mettent en avant, la recomposition de la gauche. On pourrait sans doute considérer ce dernier trait comme commun à l'ensemble des "Nouveaux Mouvements Sociaux".

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

On sait que ceux qui s'y engagent ont le plus souvent une sensibilité de gauche. Cependant, il nous a semblé nécessaire de l'isoler parce que, dans cette étude spécifique, il rencontre aussi l'un des objectifs explicites de ces mouvements. Ces mouvements s'implanteraient là où non seulement ils trouveraient une extrême-gauche particulièrement représentée -si bien que, de toute façon, toute "cause" y trouverait un écho favorable et que, nécessairement, cette organisation pourrait bénéficier de réseaux déjà constitués- mais aussi là où leur dessein spécifique -un renouvellement de la gauche- rencontrerait les aspirations d'une population elle aussi sur-représentée et plus susceptible de se mobiliser pour ce type de cause là que pour un autre. Une hypothèse confirmée par le fait que c'est le mouvement anti-Front national qui met le plus l'accent sur ce désir de recomposition politique -Ras l'Front- qui se développe le plus franchement dans des contextes où ce qu'on pourrait nommer une mouvance "nouvelle gauche" est le mieux implantée. A l'inverse, les contextes d'installation de SCALP ne se différencient des contextes "traditionnels" d'installation des "Nouveaux Mouvements Sociaux" que par la force relative des votes Juquin -mais, on pourrait rapprocher ce fait de la proximité des adeptes des N.M.S. avec la gauche- et par l'importance locale du Front national et des manifestations racistes. SCALP ne serait donc -si on se fie à son mode de

développement géographique- qu'un "Nouveau Mouvement Social" défendant une cause post-matérialiste particulière alors que Ras l'Front se présenterait aussi, au-delà de cela, comme un mouvement politique doté à ce titre d'une dynamique propre.

Conclusion

L'étude de l'implantation géographique des mouvements anti-Front national SCALP et Ras l'Front conduit donc à déceler une matrice générale de développement commune à ces deux organisations. Tous deux ne se sont pas implantés n'importe où. Ils ont d'abord eu besoin de trouver dans leur environnement local une population "relativement" jeune, urbaine, universitaire, au niveau culturel élevé, intégrée socialement et politiquement, dont les sympathies vont à une gauche telle que la symbolisait P. Juquin en 1988, c'est-à-dire la clientèle "traditionnelle" de ce qu'on a nommé les "Nouveaux Mouvements Sociaux". La similarité de l'implantation de SCALP et Ras l'Front est à cet égard significative et serait sans nul doute confirmée si on s'intéressait à l'extension géographique d'autres mouvements sociaux.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Ces mouvements anti-Front national ne sont cependant pas seulement des "Nouveaux Mouvements Sociaux" comme les autres. Il ne suffit pas qu'au niveau national les manifestations de racisme et le vote Front national semblent augmenter pour qu'émergent des collectifs anti-Front national partout où la frange la plus potentiellement mobilisable -pour des enjeux post-matérialistes, cela va sans dire- de la population est sur-représentée, comme y auraient émergés des comités écologistes si c'était l'écologie qui était apparue comme un problème national. Il est des départements où la présence relative d'une telle population ne suffit pas à l'implantation de tels collectifs. Il est des départements, au contraire, où l'absence d'une telle population n'empêche pas la création de collectifs anti-Front national. En fait, il est apparu qu'en moyenne ces mouvements ont aussi besoin pour se développer d'un contexte local où les phénomènes qu'ils dénoncent sont particulièrement perceptibles, où la force du Front national et le "racisme au quotidien" se font particulièrement sentir. La dynamique de développement de ces deux mouvements tient donc non seulement de celle de tout "N.M.S.", mais aussi de la dynamique propre qu'implique leur dessein commun particulier, la lutte contre le Front national.

Il ne faudrait pourtant pas conclure de ce diagnostic que l'implantation de ces deux organisations est tout à fait identique, qu'on pourrait parler comme d'un ensemble homogène "des mouvements anti-Front national". Ces deux mouvements, aux objectifs en partie similaires, ne s'installent pas dans des contextes exactement identiques. Ainsi, le terrain de prédilection des collectifs SCALP est plus jeune et plus universitaire que celui des collectifs Ras l'Front. Il se rapproche en cela plus du terreau traditionnel des "Nouveaux Mouvements Sociaux". A l'opposé, la force du Front national et des manifestations racistes y est plus limitée, comme si SCALP ne s'était que peu développé hors du champ habituel des N.M.S. Enfin et surtout, ce n'est que dans l'implantation géographique de Ras l'Front que sont présents tous les éléments de ce qu'on pourrait nommer une mouvance "nouvelle gauche" : faiblesse relative de la gauche et de l'extrême-gauche traditionnelle -votes socialiste, communiste et Laguiller-, force relative de nouvelles formations de gauche -vote Juquin et vote écologiste en 1988. Un constat qui conduit à voir dans la force locale de l'aspiration à une certaine recomposition de la gauche un des facteurs spécifiques de localisation de Ras l'Front, qui conduit à conclure que Ras l'Front -tel qu'il transparaît au travers de son implantation géographique- doit être considéré non seulement comme un simple "Nouveau Mouvement Social -au

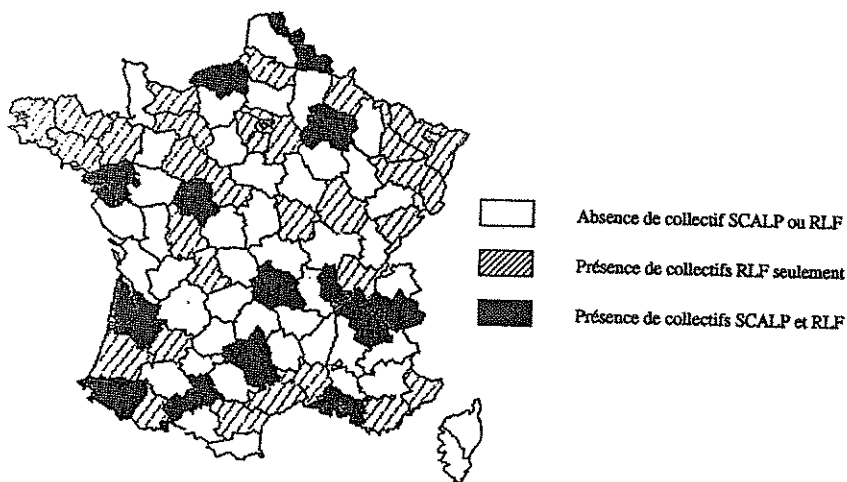
LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

même titre, voire à un degré moindre, que SCALP-, non seulement comme un "Nouveau Mouvement Social" lié à une cause particulière - au même titre, voire à un degré supérieur, que SCALP-, mais aussi comme un mouvement à vocation directement politique -à l'inverse de SCALP.

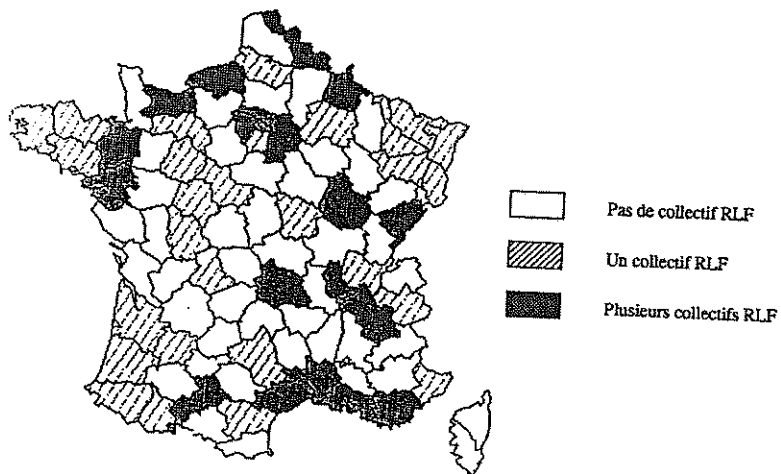
Dans cette hypothèse, doit-on voir dans le succès relatif -en termes d'extension géographique si ce n'est en termes de nombre de militants, puisque ces derniers nous demeurent inconnus- de Ras l'Front vis-à-vis de SCALP la preuve d'un meilleur "positionnement" dans l'espace du militantisme ? Un positionnement au sein d'une mouvance encore en gestation, mais déjà émergente, ce qu'on appelle "la nouvelle gauche", qui lui aurait permis de dépasser les limites géographiques liées à une dynamique de type purement "Nouveaux Mouvements Sociaux" ?

Vérifier une telle hypothèse dépasse le cadre de notre étude. Il faudrait d'une part, une étude monographique systématique des collectifs SCALP et Ras l'Front, ébauchée dans la suite de ce numéro, d'autre part, un élargissement de ce questionnement à d'autres mouvements anti-Front national (le Manifeste contre le F.N. notamment), à d'autres mouvements anti-racistes, à d'autres "Nouveaux Mouvements Sociaux".

Carte n°1
Présence de collectifs SCALP et/ou Ras l'Front par département



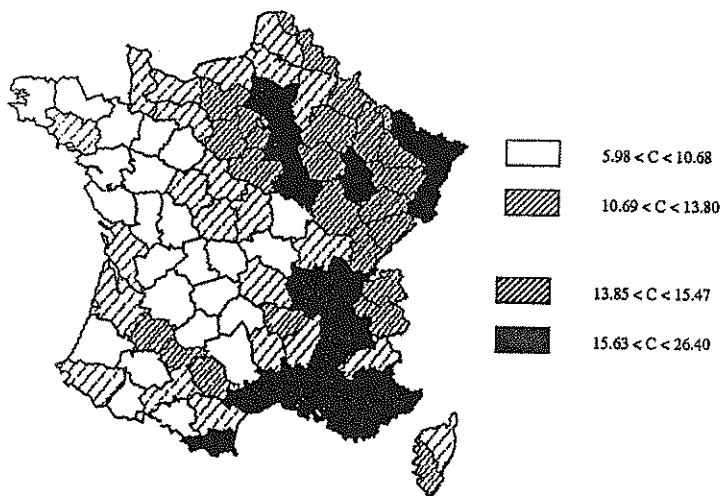
Carte n°2
Présence de Ras l'Front par département



LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

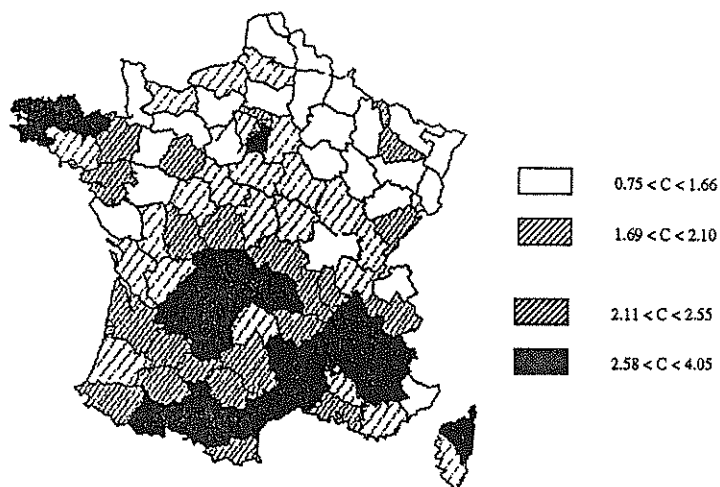
Carte n°3

Scores de Le Pen au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 1988 par quartile (% suffrages exprimés)

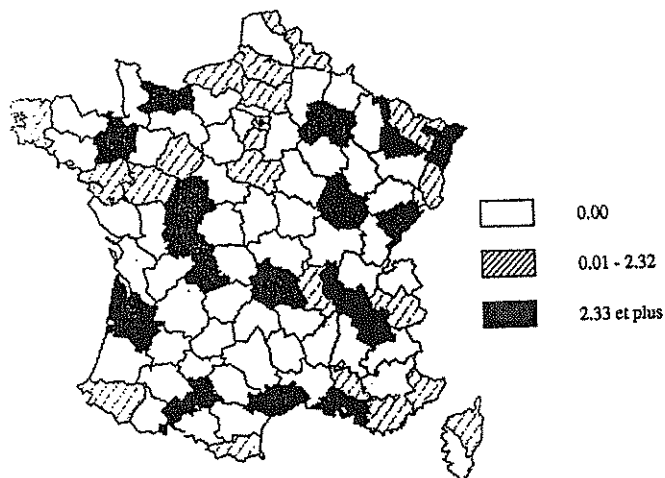


Carte n°4

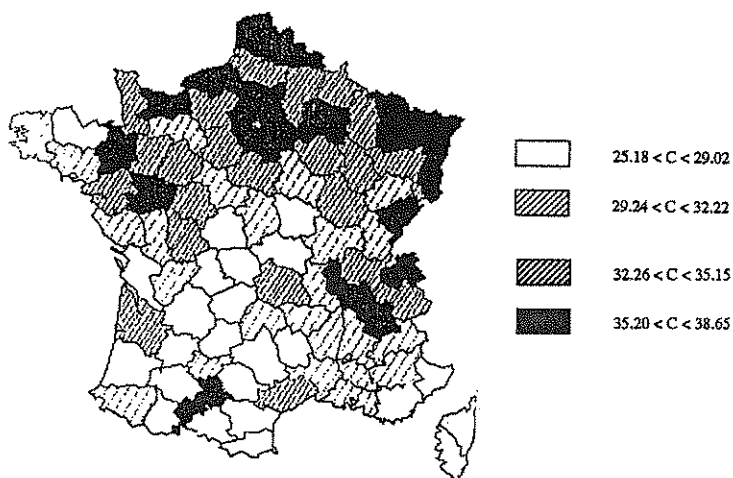
Scores de Juquin au 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 1988 par quartile (% suffrages exprimés)



Carte n°5
Présence étudiante 1988-1989
Taux par département



Carte n°6
Présence des 18-34 ans
Recensement 1990 - Taux par département





Modes d'action et identité politique des militants SCALP-Réflex³⁸

SOPHIE CAMARD

XAVIER JARDIN

Les groupes SCALP (Section Carrément Anti-Le Pen) et Réflex (Réseau d'Etudes, de Formation et de Liaison contre l'Extrême-droite et la Xénophobie) se sont constitués indépendamment à l'origine.

³⁸. Cet article est l'aboutissement d'un travail mené dans le cadre du séminaire de DEA "Action collective et mouvements sociaux : l'exemple des mobilisations contre le racisme et l'extrême-droite" sous la direction de Nonna MAYER et Olivier FILLIEULE. Il s'appuie sur une enquête menée en mars-avril 1994 auprès des militants parisiens de SCALP-Réflex. Nous avons procédé à une série d'entretiens semi-directifs, ainsi qu'au dépouillement quasi-exhaustif de la presse militante (Réflexes, No pasaran). Enfin, une observation de type ethnographique a complété notre recherche (concerts, manifestations, actions militantes dans les universités, etc.).

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Le SCALP apparaît dès 1984 à Toulouse en réaction à un meeting du Front National. Ses membres revendiquent la nécessité d'une opposition radicale à l'extrême-droite, par tous les moyens, y compris l'usage de la violence. Rapidement, d'autres groupes de "scalpeurs" apparaissent en France, mais sans réelle coordination d'ensemble.

De son côté, Réflex naît en 1986 à Nanterre, sous l'égide de la Coordination Libertaire Etudiante (la CLE). Le groupe affirme immédiatement sa vocation politique. Le journal *Réflexes* a pour objet de fédérer au plan national les activités de divers groupes libertaires et anarchisants et de "*se fixer comme objectif la diffusion, l'échange des idées et des pratiques qui luttent contre le contrôle social...*"³⁹. "*Lutter contre le contrôle social*" en général et non contre l'extrême-droite en particulier est encore la priorité. Une seule rubrique est consacrée à cette dernière en tant que telle : "*Sortons de notre réserve*". Les autres concernent l'enfermement carcéral, l'insoumission, les mesures sécuritaires, les réfugiés, les immigrés...

Avec les derniers feux du mouvement étudiant de 1986, la démarche initiale s'essouffle. Réflex opère alors un tournant antifasciste fin 1987 qui se concrétise par la création

³⁹ . *Réflexes*, n° 1, janvier 1987, p. 2.

de la Coordination Nationale Anti-Fasciste (CNAF). Celle-ci fédère le groupe parisien Réflex, le SCALP de Toulouse, le CRAFAR de Lille, le CLAF de Marseille, le Collectif Urgence de Lyon. Pour entériner le tournant, le n°12 de *Réflexes*, en décembre 1987, consacre un petit dossier à l'événement qui s'intitule "*Réflex antifasciste*". Dans les années qui suivent, la CNAF s'enrichit de multiples groupes locaux, majoritairement des SCALP. En 1989-90 émerge aussi un groupe SCALP sur Paris. Ses militants, plus jeunes, demandeurs d'une action militante efficace (et parfois physique), travaillent avec Réflex tout en critiquant parfois vertement son intellectualisme.

En 1990, la fin du mouvement rock alternatif qui avait porté le phénomène "SCALP" correspond à un essoufflement de son pendant politique, à une lassitude et au départ des militants de 1986. Les SCALP disparaissent peu à peu en province tandis que Réflex se maintient sur Paris, en s'appauvrissant. C'est le temps des bilans et des remises en cause. Dans le n° 28-29 de mars 1990, un dossier intitulé "*Antifasciste pour quoi ?*" constate un certain échec. A la question : "*Oublier l'antifascisme ?*", le journal apporte la réponse suivante : "*Peut-être faudrait-il formaliser les choses en tant qu'antifascistes radicaux mais aussi en tant que libertaires révolutionnaires. Il faut savoir traduire nos revendications en termes politiques et ne pas rester au stade des valeurs morales.*"

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

[...] Le combat pour renverser cet ordre des choses [les valeurs culturelles dominantes et le capitalisme] existe en arrière fond mais n'a jamais réussi à se mettre en place". Ce retour de la préoccupation politique et le problème de l'image "jeune et violente du mouvement" sont toujours aujourd'hui la clé des débats et des préoccupations de SCALP-Réflex.

Après une traversée du désert de deux ans, apparaît un renouveau fin 91-début 92, avec la campagne des élections régionales. Réflex se redynamise tandis que grandit la volonté de recruter plus de jeunes sur les lycées. Réflex relance alors l'étiquette SCALP en septembre 1993 avant une fusion définitive et cette fois sans concurrence en décembre 1993. Le groupe parisien s'appelle bien désormais : "*SCALP-Réflex*".

QUAND AGIR, C'EST EXISTER

Poser la question de l'identité politique au regard des modes d'action, revient à s'interroger sur l'interaction entre l'engagement des individus et la contrainte imposée par l'organisation. D'après Jacques CHEVALLIER, l'identité politique

renvoie à un double processus entre le collectif et l'individuel : d'une part, « l'assignation à chacun d'une identité singulière qui lui est propre et qui lui permet d'être socialement reconnu », d'autre part, « la production d'un ensemble de référents identitaires que les individus sont appelés à intérioriser »⁴⁰. Dans le cas du militantisme à SCALP-Réflex, il nous est apparu que les modes d'action utilisés constituaient le principal vecteur de ce double processus. Pour l'individu, l'entrée dans le groupe, son intégration, donc son identification passent nécessairement par l'action collective. De l'autre côté, le groupe, par la production de référents identitaires, reconnaît l'individu en tant que militant.

UN FORT POTENTIEL PROTESTAIRE

L'acte militant repose souvent sur une nécessité ressentie d'agir pour suppléer à un manque d'engagement constaté chez autrui mais aussi pour combler la tension entre ses idées et leur mise en application. Les militants de SCALP-Réflex se positionnent tous à l'extrême-gauche et certains s'affirment clairement révolutionnaires. Ils partagent tous une vision très pessimiste de la société : misère, exclusion, montée du fascisme... mais la volonté de la changer justifie leur

⁴⁰ . Jacques CHEVALLIER - « Présentation » - p. 6 in CRISPA/CURAPP - *L'identité Politique* - Paris : PUF, 1994.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

militantisme. Cet écart se traduit par une tension intense et la recherche d'actions immédiates. Les tracts de SCALP-Réflex insistent sur l'urgence de l'engagement (mise en avant par de nombreuses organisations d'ailleurs) : par exemple, "Aujourd'hui, la France compte huit millions d'exclus. Que faites-vous ?", ou "Sortons de notre réserve ! Ne leur laissons pas notre avenir. Réagissons". Cette dimension est renforcée par l'idéologie autogestionnaire du mouvement, fondée sur la responsabilité individuelle de chacun.

Ent. 7 : " J'avais une adhésion intellectuelle à ce qu'était le communisme mais justement, il manquait l'élément déterminant, c'est à dire l'action. C'est pour ça aussi que j'ai milité. D'un point de vue moral, c'était quand même dur de se dire : "A bas les exclusions ! C'est terrible, regardez ce qui arrive, les inégalités..." sans rien faire. Y avait quand même un hic. J'pouvais plus m' permettre de trop causer ".

Ent. 8 : après une fuite devant l'extrême-droite : " Même si j'ai la frousse, y a des gens qui comptent sur moi et j'dois rester là. Y a des gens, des blacks ou des beurs qui vivent ça, qui subissent l'oppression raciste et policière tous les jours et il faut qu'il y ait des gens contre ça. Ça a été une expérience négative sur le moment mais positive par la suite ".

Les membres de SCALP-Réflex ont recours à tous les répertoires d'action classiques du militantisme : organisation de meetings, diffusions de tracts, tenues de tables, ventes de journaux, collages d'affiches. Mais de façon plus précise, leur prédilection pour les actions non-conventionnelles (manifestations, occupations...) les classe dans la catégorie des "protestataires".

La plus classique et la plus ancienne forme d'intervention de Réflex est l'organisation de meetings sur et contre l'extrême-droite. Le n°1 de la revue, daté de septembre 1986, lance l'invitation suivante : *"Dans le cadre de sa première initiative, l'association Réflex vous propose une soirée de rencontre-débats autour du film "Orchestre Noir" et d'une vidéo sur le Front National; avec la participation d'un journaliste qui travaille sur la question de l'extrême-droite ainsi que de Jacques BIDAOU, magistrat"*. Cette tradition se perpétue, pour la commémoration de la *"Nuit de cristal"* notamment. A cette occasion sont organisés des meetings ou des débats sur l'extrême-droite en Europe : le 9 novembre 1992, au local de la rue de Nanteuil, le 9 novembre 1993 au centre culturel La Clef. Fin 1993, SCALP-Réflex organise une série de réunions sur les facs parisiennes pour commémorer la Marche des Beurs.

Réflex produit un matériel de propagande traditionnel : tracts, affiches, autocollants. Les tracts sont consacrés aux campagnes du moment. Ceux de 1993-94 sont orientés contre le gouvernement avec ce slogan *"No pasquaran"*, vers des revendications sociales : contre l'exclusion sociale, les bavures policières, pour la multiculturalité et le partage de toutes les richesses... On trouve aussi des tracts contre la guerre en Bosnie, et tout récemment, en soutien à la Coordination de Solidarité avec

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

les Victimes du C.I.P. Les auto-collants sont beaucoup plus identitaires, ils représentent souvent le nom de SCALP-Réflex avec un graphisme accrocheur, des dessins... Ce sont les principaux moyens de faire connaître le groupe.

En plus de ces instruments traditionnels, les militants recourent aux émissions radiophoniques : une émission le mercredi soir tous les quinze jours sur Fréquence Paris Plurielle, une sur Radio Libertaire. Ces émissions servent de relais à l'activité du mouvement. Elles sont consacrées à des dossiers d'actualité (par exemple, mouvement anti-C.I.P.), à la connaissance de l'extrême-droite, et se terminent toujours par un agenda. Les thèmes sont évidemment traités pour diffuser le point de vue du mouvement.

Les affiches sont plus rares faute de moyens. Réflex a l'originalité de produire des journaux muraux. Ces journaux sont en fait de grands tracts recto verso, format A3. Ce type d'apparition renoue avec de vieilles traditions : le style des journaux muraux ressemble à des facs simulés de journaux de la fin du XIXème siècle ou de la première moitié du XXème. Cela a pour but de réveiller la mémoire, mémoire antifasciste comme pour la commémoration de la Nuit de cristal, mémoire de la résistance avec ce numéro 1 du journal mural :

Combat. De la résistance à la révolution, consacré à "l'Europe des polices".

De plus, les militants vendent la presse de leur organisation. *Réflexes* est une revue théorique, avec des articles de fond sur la police, l'armée, les immigrés, le chômage mais surtout des recherches approfondies sur l'extrême-droite et ses réseaux. Cette revue paraît environ tous les trois mois et se vend apparemment bien, souvent jusqu'à épuisement des stocks. L'abonnement au journal symbolise un acte d'appartenance au mouvement, surtout en province. Les militants diffusent également un mensuel : *No Pasaran*, qui retrace les luttes concrètes des militants de chaque comité et sert ainsi de bulletin de liaison national.

Enfin, depuis la fin de l'année 1994, *Réflex* travaille avec d'autres organisations (telles que Ras l'Front et la Ligue des Droits de l'Homme) dans le cadre du C.R.I.D.A. (Centre de Recherches, d'Informations et de Documentation antiracistes). Cette structure a pour but de centraliser toutes les données existantes sur l'extrême-droite, les crimes racistes, etc. Cette activité aboutit à la publication de rapports d'enquêtes sur le racisme en Europe.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Parmi toutes les actions de SCALP-Réflex, la manifestation est celle qui retient le plus l'attention et fait la popularité du SCALP. Le groupe participe ainsi à toutes les manifestations anti-racistes, comme celle du 16 janvier 1994 sur l'école laïque par exemple. Sur des revendications plus précises, les militants sont prêts à recourir à des modes d'actions plus poussés. En février 1994, ils occupent ainsi la tour administrative de Jussieu (et d'autres établissements en province) pour interpeller les Présidents d'Université sur la situation des étudiants étrangers régie par la circulaire Sauvé-Marchand (contrôle de la réalité des études effectué par la préfecture). Enfin, les collages d'affiches ou d'autocollants sont plus facilement remplacés par les taggages sur les murs, dont le populaire graffiti "SCALP".

L'action non-conventionnelle est manifestement plébiscitée par les militants. Pour des sociologues comme MARSH et KAASE⁴¹, celle-ci n'est que la forme la plus poussée de la participation politique conventionnelle (discuter politique avec des amis, consacrer du temps à une campagne électorale, convaincre des amis d'aller voter, assister à des meetings, contacter les autorités publiques). L'action non-conventionnelle est corrélée avec un fort niveau

⁴¹ . Max KAASE, Alan MARSH - " Political action repertory : Changes over time and a new typology " - p. 137-166. in *Political Action* - Samuel H. BARNES et Max KAASE (dir.) - Beverley Hills, London : Sage Publications, 1979.

d'éducation. Dans la typologie des deux auteurs, un "*activiste*" est celui qui a à la fois une forte participation politique conventionnelle et un fort potentiel de protestation. Mais si les militants de SCALP-Réflex votent parfois par devoir, beaucoup s'abstiennent au deuxième tour. Certains nous ont clairement affirmé ne pas voter par conviction. Le mouvement n'a pas non plus de stratégie d'interpellation des pouvoirs publics, à la différence d'associations comme SOS Racisme ou Le Manifeste. En raison de ces éléments, il apparaît que les militants de SCALP-Réflex sont plus proches de la catégorie "*protestataire*", c'est à dire ceux qui n'utilisent pas les formes conventionnelles de participation politique et préfèrent l'action non-conventionnelle.

L'APPRENTISSAGE DE L'ACTIVISME

Dans les travaux de BARNES et KAASE, le potentiel protestataire est corrélé avec un fort niveau d'éducation mais aussi avec la jeunesse des participants. Or, les militants de SCALP-Réflex sont de jeunes lycéens et étudiants pour la plupart. Cela entraîne un certain nombre de

dysfonctionnements du groupe. L'une des militantes nous dresse même un portrait idéal de structuration (Ent. 4) :

Ent. 6 : *"En gros, le SCALP cible plutôt vers les jeunes. C'est vrai qu'on imagine mal une mère de famille, avec ses cabas et ses poireaux... [...] Le manque de structuration, c'est surtout qu'il y a beaucoup de jeunes. C'est bien qu'il y ait des jeunes. Justement, ils vont grandir, ils vont pouvoir accueillir les autres. [...] Disons que c'est la fougue de la jeunesse. J' préfère ça qu'une organisation sclérosée, que des discussions chiantes à mourir, où finalement y a pas de vie".*

Ent. 4 : *"Une structure, moi, j' l'imagine, quand on est nombreux, il faut qu'il y ait des réunions qui se fassent par groupe, pas des Assemblées Générales, par groupe - c'est l'idéal du SCALP-Réflex - faudrait qu' ce soit, soit des groupes de fac, soit des groupes de thèmes qu'on travaille, sur l'Europe et tout ça, qui se réunissent entre eux et qu'il y ait des délégués. Mais bon, pas des délégués élus, toujours les mêmes, quoi, des délégués qui tournent [...]. En fait, chacun devrait y aller avec un mandat, afin de savoir ce qu'a dit sa commission et, à ce moment là, seraient débattus les trucs qui redescendraient à nouveau dans les commissions qui seraient redébattus et y aurait une Assemblée Générale de tout le monde une fois par mois ou un truc comme ça. Et donc, ça s'rait plus clair et y aurait aussi des gens un peu comme des secrétaires qui s'raient chargés de faire passer l'information [...]. Et ça s'rait nettement plus facile parce que tout le monde n'aurait pas besoin d'aller aux réunions une fois par semaine. Y aurait pas des gens qui s'taperaient 25 000 personnes à appeler parce que y a pas d'autre personne qui s'en occupe ou... ce genre de truc, et y a des gens pour qui ça allégerait un peu le temps. Et au niveau de la démocratie, ce s'rait nettement plus efficace. Parce que quand y a pas vraiment de structure - c'est normal aussi - c'est toujours un peu les gens qui sont là qui prennent les décisions."*

Ce fonctionnement se retrouve au niveau du travail d'élaboration et d'écriture. Réflex est organisé en différentes commissions chargées de travailler sur des thèmes précis : Extrême-droite, Europe, immigration... De fait, seule la commission Europe fonctionne effectivement. Cela se traduit par le poids omniprésent des dossiers Europe dans la revue

Réflexes. La préoccupation européenne se retrouve aussi dans de nombreux tracts. Le militantisme à SCALP-Réflex dépend donc entièrement de l'engagement individuel et des initiatives de chacun, d'autant plus qu'il n'y a aucune hiérarchie officielle, conformément à la tradition libertaire. Le manque de préparation aboutit parfois à des échecs qui amusent et énervent à la fois.

Ent. 4 : *"C'était vraiment assez le bordel. [...] On avait décidé d'occuper une fac. Sur Paris, [...] il s'est trouvé qu'il y avait pas du tout assez de monde, que les gens, ça les enthousiasmait pas, qu'ils avaient pas qu'ça à faire, ils trouvaient que c'était pas une bonne idée [...]. Et donc, à la date qu'avait été décidée - qu'a d'ailleurs été changée quatre jours avant parce que... Le courrier avait été envoyé en disant que les jours devaient être le jeudi et le vendredi et nous, on avait décidé que c'était le lundi et le mardi, sur Paris. En plus, on avait prévenu tout le monde en disant qu'c'était le lundi et le mardi et en fait, toute la province avait prévu le jeudi et le vendredi, donc on a dû changer le truc au dernier moment. [...] Non, sinon, ça s'est bien passé. Par contre, c'qui a complètement raté, c'est au niveau de l'information. A part les gens qui venaient s'cogner contre la porte et qui s'demandaient c'qui s'passait, personne a été vraiment très au courant. Les étudiants de Jussieu étaient à peu près au courant parce que ça se voyait quand même : y avait des affiches, des pancartes partout, des appels au mégaphone et ce genre de truc... La presse par exemple, Néant quoi. Pourtant, on leur a envoyé un fax, on leur a téléphoné et tout, très régulièrement, mais ils ont envoyé personne."*

En fait, il existe un aller-retour dans les discours des militants entre une efficacité recherchée, un manque de moyens constaté et finalement, une satisfaction des actions menées à un niveau modeste. L'action, la simple présence sur le terrain est souvent perçue comme plus importante que ses résultats.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Ent. 1 : *"Il faut se montrer, il faut être sur le terrain sinon t'es rien, tu peux toujours causer [...]. Je sais pas si c'est efficace pour moi, [...] c'est là où tu convaincs les gens. Et que les gens, ils commencent à se conscientiser, à se responsabiliser, ben là, tu as gagné. Enfin, t'as gagné, déjà tu avances, quoi..."*

Ent. 5 : *"Il y a un décalage entre nos velléités et le nombre qu'on est. Et ça, en fait, très rapidement, c'est frustrant parce que tu t'aperçois très rapidement qu'il y a des choses que tu veux faire... et là tu vas le décider en réunion : "ouais, ouais, on va faire ça", et p'is, en fait, tu t'aperçois que très rapidement, il va falloir mettre un bémol parce qu'au niveau du nombre de militants, t'arriveras pas à faire ça. [...] Sinon par ailleurs, au niveau des actions, j pense qu'il y a un certain nombre de choses qui sont faites et qui sont bien faites. Malgré le petit nombre qu'on est, les trucs sont à peu près faits, c'est à dire qu'il y a du matériel qu'est sorti, ça tourne bien parce qu'à chaque fois on a des commandes, y a pas mal de gens qui prennent pas mal de contacts, au niveau des campagnes ça tourne à peu près aussi. Bon, le canard sort à peu près tous les trois mois. Là, ça fait trois numéros où il est carrément épuisé, on n'en a plus du tout. Au niveau qualité, ouais, j'suis quand même relativement satisfait."*

Ces dysfonctionnements sont renforcés par la jeunesse des militants qui constituent le noyau dur du mouvement. Une analyse plus fine permet toutefois de repérer plusieurs "générations militantes". On pourrait définir le terme "génération politique" et a fortiori "génération militante" comme un groupe d'âge particulier marqué par des expériences sociales et politiques spécifiques et décisives. Ainsi, on trouve encore à Réflex quelques vieux fondateurs de 1986, militants libertaires confirmés, détenteurs de la mémoire et de la formation politique. Ces militants sont les plus réservés. La génération 89-90 des SCALP parisiens a pratiquement disparu. Un militant de cette expérience a rejoint Réflex récemment, après avoir créé et expérimenté son propre

groupe politique sur son université. Une génération de militants, étudiants depuis quelques années, est fortement marquée par l'antifascisme. Cela correspond au regain de celui-ci vers 1992, au moment de leur entrée en politique. La toute dernière génération (93-94) est marquée par le retour de la droite au pouvoir, le mouvement anti-CIP. Ses exigences politiques sont plus affirmées, quitte à critiquer parfois "*l'anti-Le Pen primaire*".

Au sein du groupe, les plus âgés assurent la formation politique et coordonnent l'activité : assurer les permanences au local, la sortie régulière de la revue... Cela doit nuancer l'aspect "*amateur*" du mouvement sur lequel nous avons insisté précédemment. Le travail de formation passe beaucoup par le support écrit. La revue en est un pilier. La publication d'un ouvrage fin 1992 : *L'Europe en chemise brune : L'extrême-droite en Europe depuis 1945*, écrit et publié par Réflex sert de base au militantisme quotidien et correspond à un effort de formation. Dans la même démarche s'inscrit la création, en commun avec Ras l'Front, d'un centre de documentation sur l'extrême-droite.

Malgré tout, les plus âgés et les plus engagés politiquement se plaignent d'un manque de connaissances et d'expériences politiques des jeunes militants.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Ent. 5 : "Il y a très peu de discussions politiques au sein de Réflex. Et ça, j'trouve que c'est très frustrant aussi. Parce qu'il y a un certain nombre de choses, au niveau des jeunes qui arrivent, qui mériteraient d'être passées et qui, du coup, sont pas passées. Ça aboutit à des choses gênantes. En juin dernier, y a un copain, en première ou deuxième année de DEUG, en même temps ça fait plusieurs années qu'il est à Réflex !, [...] et en fait, lui il a fait un texte l'année dernière, parce que justement, il avait envie d'exprimer son point de vue politique. Et en fait, on s'est aperçu que son point de vue politique, il était pas à l'inverse de la majorité des gens de Réflex, mais... lui, il voyait Réflex comme un "contre-pouvoir", pas comme un groupe révolutionnaire mais comme un contre-pouvoir, un SOS radical en fait, un SOS Racisme radical mais absolument pas comme un groupe révolutionnaire, pas comme un groupe qui a pour optique la suppression des institutions.[...] J' pense qu'il est pas le seul à penser ça. Et ça, y a une absence là-dessus de formation politique. On se raccroche fréquemment à tel ou tel thème mais y a pas suffisamment de discussions pour qu'au niveau des jeunes, des lycéens ou des jeunes étudiants, se rendent compte de ce que c'est, par rapport à l'anti-capitalisme, y a du travail à faire. [...]"

Cela confirme l'impression d'une position d'apprentissage politique des plus jeunes militants, même si ces derniers ont déjà plus de "compétences" comparés aux autres jeunes de leur âge. Cette situation permet de comprendre certains tâtonnements dans l'action collective. Les ambiguïtés les plus fortes se retrouvent notamment dans le rapport à la violence des militants de SCALP-Réflex, rapport paradoxal qu'il convient de développer à ce stade de l'analyse.

LES TROIS PARADOXES DU RAPPORT À LA VIOLENCE

La radicalité, inhérente aux modes d'action des militants du groupe SCALP-Réflex, conduit à porter la réflexion sur le rapport entretenu avec la violence. La question de la violence apparaît au coeur de la relation entre l'identité des militants et les répertoires d'action. Il semble possible d'indiquer trois paradoxes qui indiquent combien le rapport des militants à la violence est problématique.

La violence apparaît dans un premier temps comme une image négative imposée aux militants de l'extérieur, image qu'ils tentent vivement de repousser avec plus ou moins de succès. Toutefois, si dans les discours des militants la violence contre les "opresseurs" ("fachos", police, armée, etc.) est nécessaire, il est clair que dans la pratique elle est largement impossible. Enfin, dernier paradoxe, si à bien des égards la violence semble aux yeux des militants une ressource négative, force est de constater qu'ils peuvent la revendiquer ou au moins la légitimer, et qu'elle devient dès lors une ressource très positive dans la lutte.

Une image imposée, une image repoussée

Dès l'origine, en juin 1984 à Toulouse, le SCALP apparaît comme un groupe extrémiste et violent. Le groupe, spécialisé dans la lutte contre l'extrême-droite, affirme que celle-ci doit se faire avec les mêmes armes et les mêmes méthodes que celles de l'extrême-droite. Les militants du SCALP première manière n'hésitent pas à interdire les meetings de J.-M. Le PEN par la force. Leurs manifestations dégénèrent souvent et les affrontements avec les forces de l'ordre ne sont pas rares. Or, si la radicalité des "scalpeurs" séduit au point qu'ils vont se développer dans toute la France, un problème fondamental d'identité va se poser à eux. L'identité qui leur est imposée de l'extérieur, autant par les mouvements d'extrême-droite, que par les autres groupes antiracistes et antifascistes, les stigmatise comme des ultra-violents. Ce constat est aujourd'hui encore repérable dans le discours des militants SCALP-Réflex eux-mêmes.

Ent. 3 : *"La plus part du temps on nous reproche, même récemment à la Sorbonne quand on attendait les gens du REP, on nous a fait le reproche : bon voilà vous le SCALP, vous êtes la même chose que le GUD, vous êtes de l'autre côté, vous êtes de l'extrême gauche mais vous êtes comme les nazis."*

Ent. 4 : *"Je crois pas qu'on soit un groupe spécialement violent. Bon, mais c'est vrai que les gens ont une image du SCALP comme quelque chose de très violent, parce que la manif du SCALP du premier mai d'il y a trois ou quatre ans [...] les gens avaient des battes de base-ball et des barres et ils cassaient tout. Mais je crois que le SCALP a pas du tout maîtrisé cette manifestation et que c'était pas du tout ce qu'ils voulaient en faire".*

Or, le renouveau de l'antifascisme radical en 1987 avec la création de la CNAF ("Coordination Nationale Antifasciste") et, à Paris, du groupe Réflex, marque la volonté des militants de repousser et de transformer l'image qui leur était imposée. La radicalité ne doit pas forcément passer par la violence ; la réflexion doit être une priorité de la lutte contre toutes les formes prises par le fascisme. Comme le précise une militante :

Ent. 4 : *"On est radical dans ce qu'on dit, je pense qu'après employer la violence ça montre pas forcément qu'on est plus radical que ça. Je crois que ce qui est important c'est plus le discours qu'est tenu, d'être cohérent. Mais utiliser la violence... moi je suis absolument pas violente. Bon il y a des fois où la violence elle vient d'elle même, quand tu te retrouves face à des CRS de toute façon la violence... enfin, moi je dis tant mieux s'il y a de la violence. Mais sinon en tant que groupe, non, on ne préconise pas les actions violentes [...] Dans nos actions on n'est pas violent. Je crois que la violence ça coupe aussi pas mal le dialogue qu'on peut avoir avec les gens, bon il ne s'agit pas d'avoir des dialogues avec tout le monde, mais avec le plus de gens possible et la violence ce n'est pas ce qu'ils comprennent le mieux. Je veux dire il y a des gens qui comprennent la violence, bon moi la violence elle me choque pas, si la première chose qu'ils voient les gens c'est la violence ils essaieront pas de comprendre le reste, quoi. Je pense qu'il faut d'abord expliquer le discours et après le discours entraîne peut-être la violence mais je pense que c'est d'abord la réflexion. C'est pourquoi je pense pas que la violence soit... à part la violence contre la police, c'est la seule qui peut valoir quelque chose."*

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Le rapport à la violence est ainsi éminemment complexe. Si elle ne " choque " pas, elle n'est pas davantage employée dans les actions menées, qui restent en définitive très sages et somme tout relativement traditionnelles.

La violence nécessaire mais impossible

Dans le discours des militants SCALP-Reflex, le recours à la violence pour lutter efficacement contre l'extrême-droite est pourtant revendiqué comme une nécessité. Cette nécessité découle d'une lecture conflictuelle de la politique. A la violence des autres, il faut répondre par une violence aussi forte, preuve de l'existence et de la survie du groupe. Les principaux adversaires des militants SCALP-Réflex sont par essence violents : les fascistes, la police, l'armée, et par extension toutes incarnation de la domination de l'Etat⁴². On peut ainsi lire dans un numéro spécial du magazine *Réflexes* consacré aux meurtres racistes et sécuritaires : "*La police tue, et si nous voulons arrêter cela, il faut nous organiser en conséquence, ne pas nous isoler à quelques uns et affronter la police dans une guerre de gang : elle n'attend que ça*"⁴³.

⁴². C'est ce qui ressort aussi d'une analyse rapide des dessins publiés sous forme d'albums par le groupe (cf. les quelques exemples en annexe).

⁴³. REFLEXES - " Le mouvement et la violence " - *L'Etat assassine : meurtres racistes et sécuritaires*. Parloir libre-Réflexes, p. 28.

Ainsi, la seule attitude possible face à la violence des autres est d'opposer une violence identique :

Ent. 2 : *"Quand t'as un facho en face de toi et tu veux lui parler, il t'empêche de parler assez rapidement donc ce qui faut faire, c'est malheureux à dire, c'est le manche de pioche, quoi, ou la batte de baseball."*

Ent. 1 : *"Il existe toute une mythique de la violence par rapport au SCALP et à Réflex [...] Moi, la violence, j'aime pas ça, je suis pas ultra-violente, c'est pas mon trip mais moi je sais que les fascistes, quand ils seront au pouvoir, ils m'élimineront, le premier jour qu'ils seront au pouvoir. A partir de là, je m'opposerai à eux par tous les moyens et la violence, il le faut..."*

Mais, comme précisé précédemment, la violence est quasiment absente du répertoire d'actions du groupe. Les récits des actions protestataires par les militants interrogés montrent que jamais elles ne dégénèrent en violence physique. Ces récits sont le plus souvent soit l'histoire de rendez-vous manqués avec l'extrême-droite, soit de fuite devant elle, jamais d'engagement physique.

Des rendez-vous manqués : par exemple, les attentes à la Sorbonne de descentes des militants du REP :

Ent. 2 : *"Il y a une action qui m'a particulièrement énervé c'est la dernière fois qu'on est allé à la Sorbonne, parce qu'ils ne sont pas venus. On a attendu de 11 heures à 14 heures 30, puis on est revenu et ils n'étaient toujours pas là. Puis ils sont venus le lendemain, bien sûr, il fallait s'en douter".*

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

D'autres militants n'hésitent pas à avouer qu'ils n'ont jamais rencontré les militants d'extrême-droite, alors même qu'ils agissent très souvent sur le terrain :

Ent. 4 : *"Personnellement je n'ai jamais vu les groupes d'extrême-droite [...] Bon chaque fois qu'on va effectivement à un endroit en se disant " attention y'a peut être les fachos qui vont venir et tout ça ", bon de toute façon ils viennent jamais."*

Il est remarquable de constater que lors de ses attentes à la Sorbonne, tout est préparé pour recevoir les " fachos ", à savoir des légumes bien mûrs qu'on leur lancera pour les ridiculiser. On est bien loin de la stratégie du manche de pioche.

Fuites, par ailleurs, qui illustrent l'impossibilité du passage d'une violence en paroles à une violence en actes. A cet égard, le récit suivant est exemplaire :

Ent. 2 : *"Par exemple, l'année dernière ici il y a eu une conférence faite par Stirbois, en tant que député on avait pas le droit de la refuser. Alors le doyen dit "bon ben ok" vous pouvez venir mais on va respecter la loi, parce que vous savez ici il y a des gauchistes et tout, donc on va respecter la loi pour pas faire de provocation et tout, vous aurez droit à un garde-du-corps et deux invités, c'est la loi donc on a fait ça. Oui, mais voilà les gardes-du-corps c'est cinquante gorilles et les invités c'est le " baby-GUD ", les petits frères de ceux qui ont créé le GUD. Et quand ils sont arrivés ... on a donné des coups de fil à tout le monde, on a même appelé l'UEC, pour dire à quel point on avait personne. Finalement on a eu personne, on était une dizaine de pauvres planquins devant cinquante gorilles, bon en fait on a joué la provocation sans se battre, parce que si on se battait ben ... Mais enfin ce qu'il faut savoir, la grosse différence maintenant entre ce que nous on appelle les " soc-dém ", les sociaux-démocrates, et nous c'est que quand on a la possibilité, imaginons que là Stirbois refait un truc et qu'on a la possibilité d'avoir tout le monde, la fac ça se transforme en Koweit-City parce que on ne peut pas considérer que*

quand quelqu'un se ramène avec cinquante gorilles armés jusqu'au dents, ça fait un peu gros, ils ne viennent pas pour faire du flonflon. Donc on ne veut pas faire comme l'UNEF-ID qui dit souvent " ben écoute non, faut les rendre ridicule, faut pas leur parler, faut pas être là ", nous on dit non, il faut pas forcément chercher la baston, il faut pas forcément dès qu'on en voit un lui taper dessus, mais quand ils arrivent à cinquante comme ça c'est une agression ouverte, on rentre dedans."

Tout ce passe comme si la violence revendiquée comme moyen de lutte contre l'extrême-droite était impossible à mettre en oeuvre dans la pratique militante. Impossibilité liée, d'une part, aux modalités pratiques de l'organisation du militantisme dans le groupe : il n'y a clairement pas assez de militants pour opposer une résistance active à l'extrême droite. Impossibilité liée, aussi, semble-t-il, au premier paradoxe relevé ici. Les militants cherchent à se défaire de l'image purement négative qui leur est imposée de l'extérieur.

Pourtant le récit précédent se conclue sur la nécessité de "leur rentrer dedans". Comment expliquer cette apparente contradiction, entre l'impossibilité pratique du passage à la violence et la revendication, dans l'ordre du discours, de sa légitimité ?

Une ressource négative ou positive ?

Il semble que la violence puisse être vue à la fois comme une ressource négative et comme une ressource positive. De ce paradoxe-là naît le rapport complexe qu'entretiennent les militants SCALP-Réflex vis-à-vis de la violence. Il a été dit que l'image imposée de militants ultra-violents nuit largement au groupe et motive des stratégies de travail sur son identité même. Cependant, cette image a un aspect très positif, elle est à proprement parler une ressource dans la lutte. Comme le précise ce militant, en faisant référence aux autres groupes antifascistes qui véhiculent l'image négative de SCALP-Réflex :

Ent. 3 : *“Je trouve que c’est vraiment faire très peu de cas de la sécurité et du soutien qu’on leur apporte parce que nous quand on est là, eux ils sont bien tranquilles à diffuser, à faire leur table et ils sont pas emmerdés parce que les gendarmes ne viennent jamais quand on est là. Ils viennent quand ils savent qu’il n’y aura personne, qu’il n’y aura pas de réaction.”*

Il serait alors possible de lire les rendez-vous manqués et les fuites devant l'extrême-droite, l'impossibilité du passage à l'acte violent, comme le résultat d'une identité intériorisée. Il semble, en effet, que l'appartenance même au groupe SCALP rende superflu le passage à la violence. La preuve de la

violence a déjà été faite par le SCALP première manière. Aujourd'hui un militant appartenant à ce groupe, dans la mesure où il est immédiatement remarqué comme un "ultra-violent", n'a pas besoin de l'être réellement. Il y a donc des effets de réalité très positifs de l'identité assignée et intériorisée. Car cette identité assignée au groupe est la représentation généralement partagée par tous, y compris les adversaires qui préfèrent éviter dès lors les rencontres.

Est-il toutefois bien sûr que cette image de violents ne soit qu'imposée de l'extérieur ? Dans quelle mesure n'est-elle pas alimentée par les militants eux-mêmes, parfois à leur corps défendant, parfois en contradiction avec leurs propres pratiques ?

Il apparaît clairement que cette image est largement suscitée par les militants. La méfiance vis-à-vis de l'extérieur, qui confine à la paranoïa, semble jouer ce rôle. Elle rappelle à tous que l'ennemi (le facho, le flic,...) est là potentiellement, et qu'il faut se tenir prêt, être continuellement sur ses gardes. De plus, lors des différentes actions menées sur le terrain on laisse planer une ambiance tendue où le danger est virtuellement présent, où toute action

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

peut dégénérer. Le service d'ordre à l'entrée des concerts organisés par le groupe est là pour rappeler qu'à tout instant la violence peut émerger. Mais en même temps elle n'apparaît pas ou que dans de très rares cas qui impliquent des individus et non le groupe.

Les militants semblent donc finalement avoir accepté et intégré cette identité de violence qu'on leur a assignée. Identité qui les sert dans la lutte malgré leurs efforts pour la transformer.

L'ENTRE-SOI MILITANT

Le militantisme à SCALP-Réflex se caractérise par une forte cohésion. L'existence d'un entre-soi puissant permet de régler la question problématique de l'identité des militants. En assurant, d'une part, leur intégration par un processus d'adhésion par inclusion et en la favorisant, d'autre part, par l'aspect festif de l'action.

La fonction de cohésion du militantisme

Dans le cas des militants du groupe SCALP-Réflex, le militantisme joue un véritable rôle de cohésion, en définissant un entre soi fort. La cohésion passe initialement par un processus d'adhésion par inclusion.

L'adhésion par inclusion peut être définie comme un processus d'intégration relativement long, actif et coûteux pour la personne qui s'engage. Le processus suppose de "faire ses preuves" avant d'être reconnu par les autres comme un militant à part entière. Il nécessite un travail laborieux d'apprentissage du fonctionnement interne du groupe.

Dans un premier temps, la personne qui veut s'engager se heurte à plusieurs difficultés concernant la simple compréhension de ce qui se passe dans le groupe. Les références, les allusions, voire les private jokes des militants empêchent le nouveau venu d'être immédiatement intégré au groupe.

Ent. 5 : *"T'as un groupe soudé, relativement soudé, où les gens se connaissent bien et difficile à approcher de l'extérieur. Pour moi, les deux trois premiers mois, ça a vraiment été durax. [...] C'est un groupe qui tourne largement encore trop au niveau affinitaire. T'intégrer de l'extérieur*

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

dans un groupe comme ça, c'est infernal, parce que tant que t'as pas réussi à lier des contacts d'amitié, tant que t'as pas réussi à comprendre les "private jokes" qui rappellent telle baston', tel fait ou tel autre, bah t'es complètement paumé, t'as vraiment pas l'impression d'être intégré dans ce groupe. [...]"

Par ailleurs il y a de la part des militants les plus anciens, qui sont aussi les fondateurs de Réflex, qui en forment le noyau dur, une certaine méfiance envers les nouveaux venus, et en général envers toute personne qui essaie de rentrer en contact avec le groupe. Cette méfiance est évidemment motivée par la crainte d'une l'infiltration toujours possible de l'extrême droite. Dans certains cas, en plus de la barrière naturelle érigée par le groupe lui-même en tant que groupe, il peut y avoir d'autres obstacles à l'adhésion: par exemple un entretien de motivations pour tester la réalité de l'engagement.

Mais le plus important pour intégrer totalement SCALP-Réflex reste d'acquérir le titre de militant, c'est-à-dire la reconnaissance par les autres du droit de revendiquer pour soi-même ce titre. Son acquisition suppose de faire ses preuves, c'est-à-dire de prouver par sa présence sur le terrain, sa participation aux actions du groupe, ses capacités de militant. Cela seul constitue le vrai révélateur de la sincérité de l'engagement. Le militantisme est donc le moyen de s'insérer dans le groupe et par la même occasion de faire

l'apprentissage du fonctionnement interne du groupe : lentement le nouveau venu décode les allusions, comprend les références, devient membre à part entière d'un groupe basé sur une forme de solidarité organique. Les trois récits suivants sont à cet égard exemplaires :

Ent. 4 : *"Je me suis retrouvée dans cette réunion où en fait j'ai rien compris. La première réunion de Reflex où je suis arrivée, j'ai vraiment rien compris mais c'est normal parce que Reflex ça a longtemps été un petit groupe d'une vingtaine de personnes qui fonctionnaient entre elles qui avaient leurs références, leur histoire, etc. Bon ceci dit les gens étaient très gentils. Et je me suis dit c'est impossible que je ne comprenne rien comme ça ; en fait, j'ai eu une énorme curiosité quoi, je me suis dit c'est impossible que je comprenne rien. J'ai eu envie de savoir de quoi parlaient les gens, pourquoi ils réagissaient comme ça et tout. C'est pour ça que je suis restée, pour moi ils réagissaient comme ça et tout. C'est pour ça que je suis restée, je suis revenue. J'allais aux réunions [...] tous les mercredi, j'allais dans les manifestations, je faisais quelques trucs, je distribuais des tracts, on en collait dans le lycée, je ne faisais pas grand chose d'autre, mais j'ai fini par comprendre la façon dont fonctionnait Reflex, dont fonctionnait les gens et tout et finalement je ne me serais pas vue autre part [...] Ça m'allait vraiment bien."*

Ent. 2 : *"Au début, ils m'ont fait venir à chaque fois que SCALP allait quelque part, c'est-à-dire une fois, je me souviens, on est allé à Sciences-Po pour empêcher un meeting de l'Action Française, donc j'étais là, une autre fois on est allé à Nanterre pour occuper la tour de Nanterre, j'étais là aussi, une autre fois on a occupé la tour de Jussieu pendant deux jours, enfin non, quand on a occupé Jussieu, je faisais déjà partie du SCALP. Qu'est-ce que j'ai fait d'autre ? J'ai fait des petites actions comme ça avec eux qui ont fait en sorte qu'ils ont pu avoir confiance en moi... Ils ont préféré me regarder sur le terrain."*

Ent. 8 : *"Dès le départ, dès la première réunion, je m'suis dit 'j'veux faire partie d'ce groupe' pourtant, c'était carrément l'horreur... En fait, c'était plus des querelles politiques, c'était des querelles d'individus et moi je m'retrouvais là-dedans, je savais pas trop c'qui s'passait. J'comprenais pas trop pourquoi les gens s'engueulaient mais j'me suis dit 'faut qu'j'reste là-dedans'... Et après, moi, j'ai fait partie du SCALP sur les lycées, donc on a fondé notre petit groupe. Tout de suite, on a trouvé des*

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

affinités avec des gens, donc l'envie de militer, même si on s'engueulait pendant les réunions. On se sent appartenir à quelque chose, donc on n'a pas envie de lâcher parce qu'on sait qu'il y a des gens qui comptent sur soi et donc envie de continuer. Pourtant parfois, c'était carrément l'horreur !"

Le paiement de la cotisation n'est pas nécessaire, à la différence d'autres groupes ou organisations plus structurés. Il faut noter l'absence d'un système de carte. La cotisation constitue une preuve supplémentaire de l'engagement. Elle intervient en dernier lieu comme moyen de le confirmer. Mais s'acquitter d'une cotisation ne suffit pas pour obtenir le droit au titre de militant. Encore faut-il prouver aux autres sa capacité à militer. La structuration du groupe s'en ressent donc. Dans l'entre soi militant, les membres de SCALP-Réflex se retrouvent entre égaux, entre « pairs », qui possèdent chacun le même titre à parler et à agir. Il n'y a donc pas de hiérarchie officielle, même si l'ancienneté peut constituer un facteur de distinction. Les relations entre militants se fondent alors sur une plus ou moins grande affinité.

Ent. 5 : *"Le problème, c'est que la cotisation ne fonde pas un sentiment d'appartenance très fort. Les gens vont payer leur cotisation, c'est vu comme une nécessité, comme un truc qu'il faut faire, mais en même temps, ça va pas être parce qu'on paye une cotis", on fait partie du groupe. Ce qui va fonder le sentiment d'appartenance, ça va être de connaître des gens dans le groupe. Le sentiment affinitaire étant relativement fort, le fait d'être plus ou moins en amitié, les conflits de personnes font que les personnes s'éjectent d'elles-mêmes ou qui clashent et chaque année, il y a un renouvellement quasiment constamment de gens qui passent et qui partent".*

La conséquence principale d'un tel type actif d'adhésion par inclusion est de sanctionner l'engagement par un coût très élevé, bien plus élevé que pour l'entrée dans un syndicat ou un parti politique. L'investissement est immédiat, ce qui implique d'avoir beaucoup de temps disponible. Une militante affirmait consacrer tout son temps libre, hors de ses obligations universitaires, à son activité militante. De plus, les actions menées sur le terrain et auxquelles se doit de participer le nouveau venu sont souvent non-conventionnelles (occupation de bâtiment par exemple), elles supposent donc un investissement plus fort que s'il s'agissait uniquement de la tenue d'une table, du tractage, etc.

Par conséquent, les personnes prêtes à payer le prix d'un tel activisme sont très peu nombreuses. Il y a un très grand va-et-vient des jeunes recrues qui ne parviennent pas toutes à s'insérer réellement dans le groupe. Il y a donc autour de Réflex toute une nébuleuse de sympathisants, que l'on rencontre lors des concerts ou lors des manifestations, et qui n'ont pas sauté le pas de l'adhésion.

Ent. 5 : *"C'est très très flou, très informel. Parce qu'en plus, t'as plein de gens qui vont travailler épisodiquement avec Réflex, par exemple pour organiser des concerts, diffuser le matériel à Parallèles ou Publico, ça va être tel ou tel thème ou... c'est des gens, c'est une nébuleuse. Et c'est ça qui est très gênant parce que ces gens là, tu sais qu'ils existent, tu sais qu'ils vont pouvoir te donner un coup de main pour telle ou telle chose mais*

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

tu les vois très rarement réunis... [...] C'est aussi des limites inhérentes au mouvement libertaire qui est vraiment le truc informel, pas des trucs très rigides... [...]"

Inversement les personnes qui parviennent à s'insérer, deviennent des "fidèles", et quittent beaucoup plus difficilement le groupe. En définitive, elles le quittent quand leur manque le temps pour militer, c'est-à-dire quand elles rentrent dans la vie active.

Par ailleurs, on peut penser que cette adhésion par inclusion est le moyen de protéger le groupe contre l'extérieur (police, journaliste, "faf"). C'est une manière efficace de contrôler les entrées dans le groupe. Ainsi la pratique du parrainage est assez répandue. Le coût à l'entrée étant si élevé, on tente de le réduire grâce au soutien d'un membre du groupe. Trois des militants que nous avons interrogés ont été parrainés. Pour les deux derniers le parrainage est de qualité puisqu'il s'agit respectivement pour l'un de sa soeur, pour l'autre de son frère. Pour eux, l'insertion dans le groupe s'est faite sans problème. Mais le parrainage n'est pas la seule manière de réduire les coûts liés à l'adhésion: le nouveau venu peut mobiliser les ressources symboliques qui sont attachées à son appartenance à une autre association (ici essentiellement à l'UNEF) ou plus largement au fait d'être depuis plus ou moins longtemps dans la mouvance libertaire ou anarchiste.

L'adhésion dans ces derniers cas vient confirmer un engagement plus ancien.

Ainsi, le processus d'adhésion par intégration conduit à la reproduction d'une équipe de militants soudés, loyaux non pas envers un quelconque leader qui n'existe pas dans le groupe, mais les uns envers les autres. Comme le précise une militante :

Ent. B : " *je me suis dit j'ai une petite vie peinarde, tranquille et tout, finalement pourquoi je vais militer dans ce groupe-là ? Pourquoi j'irais me faire casser la gueule ? Et je me suis rendue compte comment j'étais attachée à ce groupe-là. Je me suis dit si je reste là c'est bon pour moi parce que j'ai ça à coeur, cette cause-là...* "

Autrement dit le groupe est fondé sur une confiance réciproque et sur une certaine méfiance vis-à-vis de tout élément externe. Cet entre-soi militant structure l'identité des membres du groupe en même temps qu'il est le produit d'un processus d'adhésion très particulier qui passe essentiellement par l'action.

Cette conclusion contredit l'hypothèse de J. ION⁴⁴, selon laquelle le militantisme traditionnel, définit comme une activité volontaire et communautaire correspondant à un

⁴⁴ . Jacques ION - " L'évolution des formes de l'engagement public " - *L'engagement politique : déclin ou mutation*. Paris : CEVIPOF, pré-actes du colloque du 4-6/03/1993, p. 289-308.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

projet de transformation de la société, disparaît au profit d'un militantisme purement individuel, supposant une organisation très souple et des objectifs limités. Autrement dit, le militantisme partisan s'effacerait au profit du militantisme associatif. Il est clair que cette hypothèse ne s'applique pas à SCALP-Réflex, du moins en ce qui concerne l'aspect collectif du militantisme, qui est fondamental dans ce groupe.

Un répertoire festif d'action

Une fois l'adhésion au groupe effectuée, l'aspect festif de l'action contribue à renforcer les liens entre les militants. La fête fait en effet partie intégrante du répertoire d'actions de ce groupe. La fête est militante.

Pratiquement c'est sous la forme de concerts de rock alternatif organisés par les militants de Réflex, une fois par mois, que se déroule la fête⁴⁵. Le concert est d'abord un moyen de se financer : deux cents personnes environs y assistent pour 40 francs; c'est l'occasion de vendre le matériel (livres, albums de dessins, autocollants, affiches, C.D...). Le

⁴⁵. Au moment de l'enquête, les concerts se déroulaient au 14, rue de Nanteuil, local qui accueillait plusieurs associations dont Réflex. Suite à un déménagement au 21 ter, Bd Voltaire, et faute de place, l'organisation de concerts a été provisoirement suspendue.

concert est ensuite le moyen de "faire de la politique autrement", de lier sur le mode alternatif, culture musicale et politique. La musique qui, au début de l'expérience des concerts, était le rock alternatif, se diversifie aujourd'hui; il y a place pour le reggae, le rap, le hardcore. La musique est le moyen de faire passer le message de l'antifascisme en même temps qu'elle soude le groupe.

Car la fête est essentiellement un moyen de s'amuser, de se retrouver entre soi, d'alimenter et de confirmer la solidarité entre militants, et donc de renforcer la cohésion du groupe. Cette cohésion s'affirme d'autant plus que les militants font tout pour se distinguer des "extérieurs" qui viennent au concert surtout pour la fête, très peu pour la lutte : on reste entre soi, le plus souvent derrière la table de vente du matériel, et on ne se mêlent pas aux autres qui ne participent que très occasionnellement aux actions du groupe. Le même phénomène se passe lors des manifestations, qui comportent un aspect festif indéniable. Les cortèges des militants de SCALP-Réflex se distinguent par les traditionnelles et symboliques "charges". Derrière les militants on retrouve alors une masse de sympathisants davantage séduits par le style manifestant de Réflex que pour la cause défendue.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Cela dit la fête peut aussi être considérée comme une forme de rétribution symbolique et collective d'un militantisme coûteux, voire risqué. Comme le souligne D. GAXIE " *l'intégration à une micro-société avec tous les avantages psychologiques et sociaux qui lui sont associés apparaît ainsi comme le bénéfice le plus général retiré de l'appartenance à une organisation et on peut s'attendre à ce que l'activité et la cohésion d'un parti (mais aussi d'un groupe comme Réflex) soient d'autant plus élevé que son organisation favorisera cette intégration*"⁴⁶. C'est bien ce qui se passe à Réflex, la fête est en soi une rétribution, mais dans la mesure où sa fonction est de favoriser l'intégration, il apparaît que la rétribution ultime du militantisme est cette intégration même : sentir que l'on appartient à un groupe, qu'on compte sur vous, est un puissant levier pour l'activité militante. En fait, le cas de SCALP-Réflex n'est pas très éloigné de celui de la cellule communiste, qui, regroupant souvent un petit nombre de militants, avec des liens affectifs profonds et des activités communes, favorise le militantisme et l'unité de vue des membres.

⁴⁶ . Daniel GAXIE - " Economie des partis et rétributions du militantisme " - *RFSP* - fév. 1977- p.138.

Il semble donc que l'aspect festif soit central pour comprendre la mobilisation des militants du groupe Réflex. Mais on peut penser aussi que la fête sert à corriger l'image violente qui est attachée au groupe SCALP-Réflex. Il existerait donc un jeu complexe sur l'identité même des militants, entre un rapport paradoxal à la violence et une culture militante festive. Jeu qui pourrait se résumer dans ce slogan : " La fête, oui, mais la lutte aussi ".

L'exemple du militantisme à SCALP-Réflex montre bien comment les modes d'action, et particulièrement les répertoires d'action protestaires, tendent à structurer l'identité des militants. Leur rapport complexe à la violence illustre ce jeu entre actions menées et identité assignée et/ou revendiquée. Ce problème identitaire se résout dans l'existence d'un entre-soi militant puissant, résultat d'un processus d'adhésion par inclusion, renforcé par un mode festif d'action. Dans cet entre-soi se joue l'interaction identité-action. Dans ce sens, le groupe parisien SCALP-Réflex appartient au modèle d'un militantisme communautaire opposé au modèle individualiste qui semblerait émerger aujourd'hui.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Néanmoins, la cohésion du groupe est à nuancer par l'âge de ses membres et les tâtonnements de leur militantisme. Au-delà d'un noyau dur relativement stable, de nombreux membres du mouvement le quittent après un certain temps, notamment au moment de la vie active. Cela renforce encore son caractère de formation initiale. Finalement, Réflex s'apparente à une organisation de jeunes qui viennent à la politique par le biais de l'antifascisme et qui peuvent militer ensuite dans d'autres organisations politiques et syndicales. Ecole de l'antifascisme, SCALP-Réflex paraît avant tout une école de la politique.

ANNEXE 1 : ÉCHANTILLON DE L'ENQUÊTE

Entretiens	Sexe	Age	Date d'adhésion	Année d'études
1	F	20	1991	2ème année DEUG Eco
2	M	21	Début 1993	1ère année DEUG Droit
3	M	22	Début 1993	2ème année DEUG Droit
4	F	20	1992	Licence Histoire
5	M	25	mi-1993	CAPES Histoire
6	M	26	1990	BAC + 5
7	M	18	Oct. 1993	Terminale A
8	F	18	Sept. 1993	Terminale B

Entretiens	Profession du père	Profession de la mère	Appartenance associative
1	Psychiatre	Psychiatre	UNEF
2	Technico-commercial	Attachée de direction	UNEF
3	Ouvrier (retraité)	Femme au Foyer	UNEF
4	Cadre (La Poste)	Ergonome	Non
5	Postier	Postier	Revue Noir et Rouge Tribal Acte
6	Professeur	Laborantine	Non
7	Psychiatre	Psychiatre	Non
8	Professeur	Laborantine	Non

Entretiens	Vote 1er tour Présidentielle 1988	Vote 2d tour	Vote Législative 1993
1	Pas l'âge légal	Pas l'âge légal	Abstention
2	Pas l'âge légal	Pas l'âge légal	Abstention
3	N'a pas le droit de vote	N'a pas le droit de vote	N'a pas le droit de vote
4	Pas l'âge légal	Pas l'âge légal	LO
5	LO	Blanc	Blanc
6	PCF	PS	Extrême-Gauche
7	Pas l'âge légal	Pas l'âge légal	Pas l'âge légal
8	Pas l'âge légal	Pas l'âge légal	Pas l'âge légal

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

ANNEXE 2 : Exemples de dessins publiés par SCALP-Réflex⁴⁷



LA BOUCHERIE TRANQUILLE



★ GUERRE A LA GUERRE !!! ★



⁴⁷ Documents extraits d'un album de dessins de GIL, intitulé "Liberté, Égalité, Fraternité ! - Anarchistes !" et publié par le groupe Réflex.

Recrutement et engagement à Ras l'Front

FABRICE HAMELIN

AVEC LA COLLABORATION DE

AURÉLIE DAVID, CÉCILE DUMAS ET VÉRONIQUE MUSEAU

Après la profanation du cimetière juif de Carpentras, l'écrivain Gilles PERRAULT et la journaliste Anne TRISTAN rédigent un appel publié dans *Le Monde* du 24 mai 1990 et signé par 250 personnalités, contre la montée d'un parti "fascisant" : le Front National. Suite à cet appel s'est mis en place un réseau de collectifs de quartiers, d'université ou de villes qui, aujourd'hui, se rencontrent périodiquement au sein d'une coordination nationale. Mais le lien principal entre ces différents collectifs reste le journal mensuel du mouvement : *Ras l'Front*. Le travail présenté ici vise à mieux connaître ce

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

mouvement, l'axe d'analyse choisi étant celui du recrutement des participants aux activités du mouvement. Les questions qui sont à l'origine de l'enquête peuvent se résumer ainsi : *qui vient à Ras l'Front, comment et pourquoi ?*

La première hypothèse sur laquelle s'est appuyé ce travail a été de considérer le mouvement Ras l'Front comme une alternative possible à la mobilisation politique définie par les organisations partisans traditionnelles, dont un certain nombre d'études ont mentionné les faiblesses au cours des années 80⁴⁸. Peut-on considérer Ras l'Front comme une agence de participation politique alternative ? Dans le cadre de notre enquête, il s'agit de vérifier s'il est le lieu d'une nouvelle forme d'engagement mais aussi celui de pratiques militantes renouvelées. Ainsi, même si nos interrogations portent davantage sur le recrutement, nous serons amenés à mentionner les modalités d'action définies par le groupe.

La forme organisationnelle du mouvement, et notamment l'existence de collectifs non créés par le centre est une donnée dont il a fallu tenir compte : ceux-ci ont pour origine des initiatives individuelles ou collectives localisées. Deux types de collectifs peuvent être a priori définis par leur

⁴⁸ . Voir notamment Kay LAWSON, Peter H. MERKL (dir.), *When parties fail. Emerging alternative organizations*, Princeton N.J., Princeton University Press, 1988.

localisation mais aussi par les populations qu'elles sont susceptibles d'accueillir : les collectifs de quartiers et les collectifs d'université. Cette remarque conduit à la formulation d'une seconde interrogation : ces deux types de collectifs sont-ils le lieu d'engagements différents, répondant à des attentes et à des pratiques différenciées ?

Dans cette optique, nous avons accordé une attention particulière à la contextualisation du recrutement et de l'activité à Ras l'Front et donc adopté une approche localisée et comparative de l'engagement et de l'activité militante au sein du mouvement. Ainsi, de façon empirique, l'observation porte sur les collectifs des XIII^{ème} et XVIII^{ème} arrondissements de Paris et sur le collectif universitaire Sorbonne/Clignancourt.

Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons sur une série d'entretiens semi-directifs menés auprès de 17 militants ou participants aux activités du mouvement : 5 pour les collectifs XVIII^{ème} et Sorbonne, 7 pour le XIII^{ème})⁴⁹. Bien entendu cette démarche s'est

⁴⁹ . Les entretiens ont été menés par Cécile Dumas, Sophie Janvier et Véronique Museau auprès des militants de Ras l'Front dans le XIII^{ème} arrondissement et ont donné lieu à un mémoire de 3^{ème} année de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (1994) : *Spécificités du militantisme anti-F.N. : le cas de Ras l'Front*. En ce qui concerne les collectifs de la Sorbonne et du XVIII^{ème} arrondissement, les entretiens ont été réalisés par Aurélie David et

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

accompagnée de la lecture de la presse du mouvement, de documents internes aux collectifs et de l'assistance à des réunions de collectifs.

Il nous faut cependant préciser que ces entretiens, en nombre limité, ont été menés au printemps 1994 et ont été effectués dans un périmètre géographique à la fois restreint et très particulier, puisqu'il s'agit de Paris. Ces remarques sont d'importance dans la mesure où les collectifs de province peuvent avoir un fonctionnement et surtout un recrutement différents. Le temps écoulé depuis nos entretiens a pu aussi influencer sur la stabilité des effectifs.

Même si l'angle de vue adopté laisse peu de prise à ce type de contingence, ces quelques précisions d'ordre méthodologique visent à limiter la généralité des conclusions que l'on sera amené à tirer et par là même à prévenir certaines des critiques qui pourraient nous être adressées.

Envisager le mouvement Ras l'Front comme le lieu d'une nouvelle forme d'engagement revient à étudier (1) le profil des militants participant aux activités du mouvement et (2) la structure de l'association, afin de déterminer si elle peut offrir une réponse inédite à des attentes renouvelées.

Fabrice Hamelin dans le cadre d'un Séminaire de 3^{ème} cycle de l'I.E.P. de Paris dirigé par Nonna Mayer et Olivier Fillieule.

Le profil militant

Il s'agira en premier lieu de se demander qui sont les militants de Ras l'Front, c'est-à-dire de tracer un portrait sociologique et politique des militants rencontrés, afin de vérifier si le mouvement amène ou non de nouvelles populations au militantisme. Mais ce portrait ne serait pas complet si l'on omettait d'étudier les modalités d'entrée dans le mouvement. Celles-ci s'écartent-elles de celles décrites dans les ouvrages devenus classiques ?⁵⁰

Qui sont-ils ?⁵¹

Le profil-type du participant aux activités de Ras l'Front, tel qu'on peut le construire à partir des renseignements signalétiques obtenus lors des entretiens, est celui d'une personne jeune, célibataire et exerçant une profession dite intellectuelle ou ayant accès à l'enseignement supérieur et

⁵⁰ . Sur le militantisme associatif, voir l'étude de Martine BARTHELEMY, « Les associations dans la société française : un état des lieux » in *Les cahiers du CEVIPOF*, n° 10, 2 tomes, juin 1994.

⁵¹ . Les caractéristiques de notre échantillon sont résumées dans un tableau en fin de texte.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

bien insérée dans la société. Seul le collectif du XIII^{ème} se distingue par une absence de parité hommes-femmes.

Ces quelques caractéristiques biosociales définissent un groupe socialement homogène. Des différences restent observables entre collectifs de quartiers et collectifs d'université. Elles relèvent alors des caractéristiques sociales propres au lieu d'enracinement du collectif. L'âge varie entre 25 et 40 ans dans les deux collectifs de quartier, à l'exception d'une militante du XVIII^{ème} qui a 74 ans. Quant aux diplômes, s'ils sont globalement plus élevés dans les collectifs de quartiers, c'est bien entendu parce que les étudiants n'ont pas encore achevé leurs études.

Cette homogénéité se prolonge en ce qui concerne les votes et l'appartenance partisane. Ceux-ci traduisent une sensibilité d'extrême-gauche, proche de la Ligue Communiste Révolutionnaire : huit interviewés de l'échantillon sont ou ont été membres de ce parti politique. Les militants des collectifs de quartiers, plus âgés, peuvent être définis comme des militants aguerris voire des multi-militants. Ils s'opposent ainsi aux militants de la faculté qui, au moment de leur entrée dans le mouvement étaient des *primo-militants*⁵². Seule une

⁵² . Nous appelons "primo-militants", les membres de l'échantillon dont le premier engagement s'est fait dans le cadre de Ras l'Front, ceci n'excluant pas ceux qui ont connu un engagement dans une autre organisation par la suite.

interviewée dans le collectif du XIII ème n'avait jamais milité auparavant.

La plupart des membres de l'échantillon ont voté en 1988 et 1993, lorsqu'ils l'ont pu. Il n'y a donc pas de rejet des institutions électorales par les membres de ce groupe qui semblent au contraire tous très attachés à cette forme conventionnelle de participation politique⁵³. Dans le XVIII ème, lorsqu'aux élections législatives de 1993, il n'y a pas eu de candidat soutenu par la L.C.R. dans leur circonscription, les membres de l'échantillon ont voté Vert. Seule une des interviewés a voté pour le P.S. et le P.C. Elle est d'ailleurs la seule à rompre par son profil l'homogénéité politique du groupe, même si elle mentionne au cours de l'entretien se sentir proche des idées développées par la L.C.R. L'hypothèse selon laquelle ce recours au vote écologiste pourrait s'assimiler à un vote de rejet à l'égard des grands partis traditionnels de la gauche peut difficilement être généralisé, parce que les militants du XIII ème arrondissement tout en se situant à l'extrême-gauche, n'excluent pas un vote socialiste ou communiste selon l'offre électorale.

Si notre échantillon semble réduit en nombre, il n'en dessine pas moins des profils très typés. Au delà de

⁵³ . Cette affirmation, si elle ne se traduit pas intégralement dans le tableau reproduit, est tout à fait prégnante dans les entretiens.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

l'homogénéité sociale et idéologique, deux groupes peuvent être définis : ceux pour qui l'entrée à Ras l'Front fait suite à une longue expérience militante et ceux pour qui elle est au contraire le lieu d'un apprentissage militant et chacun de ces deux groupes correspond plus ou moins à un des deux types de collectifs observés.

Bien entendu, on ne peut écarter la possibilité que d'autres personnes, avec des caractéristiques moins typées, aient rejoint le mouvement. Il est alors possible de se demander si cette grande homogénéité ne relève pas d'un défaut de la méthode adoptée. Encore une fois, le faible nombre d'interviewés interdit toute conclusion, il nous semble cependant que la composition de l'échantillon est moins la conséquence d'un biais dans la démarche qu'un des effets de la structuration qui caractérise le mouvement⁵⁴.

⁵⁴ . A l'issue d'un premier contact avec le groupe local (assistance à une réunion) ou un de ses membres, nous avons opté pour la technique dite de « la boule de neige » ; c'est-à-dire que nous avons demandé, au terme de chaque entretien, aux interviewés de nous mettre en contact avec d'autres membres du mouvement afin d'élargir peu à peu le groupe et d'éviter d'avoir toujours recours au même intermédiaire. La médiation d'un unique adhérent aurait sans doute eu pour effet pervers de limiter nos investigations au groupe de ses « proches ». Pour bâtir cet échantillon, nous avons aussi accordé une attention particulière à certaines de leurs caractéristiques : le sexe, l'âge et le degré d'implication dans le mouvement.

Si on prend l'exemple du XVIII^{ème} arrondissement, l'homogénéité sociologique et l'entrée dans le mouvement de la plupart des interviewés à sa naissance (en 1990) permettent de penser que nous avons principalement eu affaire au noyau dur du collectif. Mais, loin de nous donner une image faussée des participants au mouvement, cet échantillon souligne le rôle majeur que joue, dans les collectifs, le noyau composé des premiers adhérents qui ici se trouvent être aussi les plus aguerris au militantisme. On notera d'ailleurs pour certains militants des collectifs d'université des parcours inversés. Nouveaux venus au militantisme, ils ont par la suite poursuivi leur engagement au sein de la L.C.R. Cette remarque induit toute l'importance des réseaux militants au sein de Ras l'Front.

La principale question que pose cette homogénéité sociale et idéologique est en fait celle du degré d'ouverture du mouvement. La distinction de Ras l'Front et des autres mouvements anti-F.N. se fait au nom d'un antifascisme qui juge l'antiracisme trop réducteur du combat à mener. La récurrence de la dénonciation du fascisme dans les discours des interviewés ne doit pas cacher la détermination parfois floue de son contenu, notamment chez les plus jeunes des militants. Il en ressort néanmoins une vision élargie du combat à mener. Celui-ci acquiert, en effet, une dimension féministe, suscite une mobilisation contre les intégrismes, « *la violence*

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

policière» et appelle « *une juste répartition des richesses, une démocratie élargie, tout pour s'opposer à une société à plusieurs vitesses* »⁵⁵. De telles dénonciations s'appuient sur une vision globale du monde et sous-entendent l'adhésion à un univers idéologique particulier. On s'éloigne de fait de la vision idéal-typique d'un « *militantisme moral* » qui supposerait de la part des participants aux activités du mouvement un simple accord parcellaire⁵⁶. Le degré d'ouverture du mouvement peut par conséquent s'en trouver réduit (cf extraits n° 1).

Extrait n° 1 a.

Si tout le monde était d'accord pour lutter contre le fascisme, au niveau des réunions, on retombait dans les querelles de chapelle. Même si je ne suis pas à la Ligue, je suis proche au niveau des idées. Je me souviens que lors de la première réunion, cela partait dans tous les sens. Je me souviens d'un type qui s'est levé et qui a dit : moi, je suis contre l'avortement. C'était une aberration, c'était évident que cela ne pouvait pas marcher, même si d'un autre côté, il était vigilant contre le fascisme (entretien n° 2).

Extrait n° 1 b.

Pour moi, l'avantage de Ras l'Front, c'est de dire l'antifascisme, c'est politique. Sans avoir une démarche programmatique, il faut dire: si Le Pen monte, c'est parce que certains gouvernements, de droite mais aussi de gauche, ont pris telle ou telle mesure (...) C'est aussi de faire le lien entre tous les combats contre l'exclusion, c'est à dire que l'antifascisme doit aussi être un combat pour le droit au logement, pour le droit à l'avortement... (entretien n° 6)

⁵⁵. D'après un des éditoriaux de *Ras l'Front 18*, journal du collectif du XVIII^{ème} arrondissement.

⁵⁶. Selon la définition donnée par Emmanuelle REYNAUD, « Le militantisme moral » in Henri MENDRAS (dir.), *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980.

Le portrait sociologique du groupe militant que l'on a tracé ici reste relativement classique. Qu'il s'agisse des membres des collectifs de quartiers ou même des collectifs universitaires, on retrouve le portrait des sympathisants d'extrême-gauche⁵⁷. L'échantillon ne témoigne pas de l'entrée en militantisme de populations militantes aux caractéristiques sociales nouvelles. Et, il semble même que, dans certains cas, la participation puisse en partie s'expliquer par des réseaux ou un ensemble de relations préexistant à l'entrée dans le mouvement.

L'entrée à Ras l'Front

Pour les militants des collectifs de quartier et contrairement au groupe étudiant, l'acculturation au militantisme et à ses exigences est déjà faite et est même souvent citée comme une des clefs de l'engagement à Ras l'Front, selon la bonne vieille formule : "*plus on milite, plus on milite*"⁵⁸. Il est d'ailleurs remarquable que l'événement cité par

⁵⁷. Voir à ce sujet, Nonna MAYER, Annick PERCHERON, « Extrémisme de gauche, extrémisme de droite dans les années 80 » in *Cahiers du CEVIPOF*, n°4, 1989, pp. 111-144.

⁵⁸. Selon l'expression de Monique DAGNAUD et Dominique MEHL, "Profil de la nouvelle gauche", *Revue française de Science Politique*, 31 (2), avril 1981, pp. 372-393.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

les interviewés soit le plus souvent un événement tiré de l'itinéraire militant de l'individu (les mobilisations étudiantes de 1986 par exemple). Il n'a pas de rapport direct avec la lutte contre l'extrême-droite⁵⁹. Les membres des collectifs d'universités ne mentionnent pas de moments militants - même ceux qui ont déjà une expérience de l'engagement - mais des événements politiques de dimension internationale. Ces événements fondent l'engagement à un niveau quasi-moral et éliminent du discours le militantisme lié aux partis traditionnels.

L'habitude de militer qui caractérise les membres du premier groupe ne doit cependant pas masquer la prise de conscience du danger F.N. qui est à l'origine de la participation et qui s'appuie elle-même sur une sensibilité plus ancienne aux problèmes de l'extrême-droite. Il n'en demeure pas moins que le parcours militant des individus se trouve au centre des explications à l'entrée dans Ras l'Front. Cette participation doit être replacée dans la vie militante des individus et ne saurait se comprendre si on venait à l'isoler des engagements qui l'ont précédée.

Si la lecture de l'appel dans *Le Monde* a joué un rôle indéniable, les relations antérieures voire même la réactivation

⁵⁹. La question étant "quels ont été les événements qui vous ont le plus marqué ?", les réponses à cette question figurent dans le tableau.

de vieux liens militants entrent aussi dans la genèse des collectifs, qu'il s'agisse de ceux de quartier ou d'université (extraits n° 2a et 2b). Par contre, en ce qui concerne plus directement les modalités de recrutement, on ne peut tout à fait mêler les remarques concernant les deux groupes. Les réseaux de sociabilité ont un rôle différencié selon les types de collectifs.

Pour les premiers, les entretiens font ressortir des relations entre membres du collectif préexistant à sa constitution, même si ces relations demeurent allusives et sont le plus souvent minorées.

Il nous semble au contraire que l'engagement ne peut, dans ce groupe, se comprendre qu'à partir des engagements précédents, de la multi-appartenance de l'individu et de son insertion dans un réseau militant déjà existant. Seule une des personnes interrogées est venue à une réunion à la suite de la lecture d'un tract collecté sur le marché. A l'inverse, deux des militants qui ont joué un rôle important dans la formation du collectif du XVIII^{ème} avaient milité ensemble sur la fac au début des années 80. Au delà de la réactivation de relations un moment suspendues, le plus intéressant dans ces entretiens reste l'évocation de la perte momentanée des liens militants comme explication au

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

décalage entre la prise de conscience, la volonté de faire quelque chose et finalement la fondation du collectif (extrait 2c). Un tel phénomène d'interconnaissance explique sans doute l'absence de tâtonnement. A la différence des étudiants, l'adhésion à Ras l'front est ici décrite comme immédiate et sans hésitation. Ce phénomène explique sans doute aussi une moindre fragilité: les militants rencontrés sont là depuis le début de l'aventure du mouvement.

Extrait n° 2 a.

- Et si on revient au collectif unitaire de la Sorbonne, qu'est-ce qui t'a amené à y participer ?

En fait, c'est très simple. En 88, c'était la campagne Juquin pour les présidentielles. Je faisais partie d'un collectif qui s'est monté sur la Sorbonne pour soutenir sa candidature, une cinquantaine de personnes....Je venais d'Angers, et j'appartenais déjà à un collectif antifasciste parce que le G.U.D était très fort à Angers. Et à cette époque en 88, il y a eu pas mal d'agressions sur la Sorbonne, de la part de l'Action française, puis du F.N.J. Et on s'est regroupé à quelques uns et on a essayé de rameuter les gens le jour où l'Action française a débarqué sur la fac et a envoyé un de nos copains à l'hôpital, un anarchiste qui vendait son journal sur le parvis de la Sorbonne. On a fait une petite riposte, une réunion et ensuite on s'est un peu organisé là dessus, cela s'est essouffé assez vite, parce que c'était très centré sur l'Action française (...) Et il y a eu des débats sur la façon de riposter entre ceux qui étaient proches du SCALP et voulaient riposter, casser la gueule à l'Action française et d'autres dont je faisais partie qui préféraient engager la dialogue avec les étudiants sur la question et pas seulement faire un face à face toutes les semaines à la Sorbonne.

Et voilà, il y a eu l'appel. Et, on a décidé de se raccrocher à lui parce qu'il nous laissait la possibilité de faire ce que l'on voulait sur la fac et d'avoir quand même le journal, donc de découvrir d'autres initiatives. (entretien n° 1)

Extrait n° 2 b.

Au départ, cela s'est fait par le biais des réseaux, les uns par des syndicats, les autres par leurs organisations qui disposent d'un réseau téléphonique, un peu par les gens qu'on connaissait, qui nous semblaient ... être intéressés. (entretien n° 15)

Extrait n° 2 c.

- Comment es tu arrivé à Ras l'Front et comment cela s'est-il passé ?

C'est assez amusant, parce que cela faisait un certain temps que je ne militais plus et un certain temps que je me disais qu'il fallait faire quelque chose. J'étais plus inquiet par la montée du F.N. , j'éprouvais le besoin de faire quelque chose mais en même temps, j'avais un peu perdu les contacts que j'avais eu 5-6 ans auparavant et je ne savais pas trop... J'ai lu l'appel des 250 au moment de sa parution et je me suis dit qu'il y avait là quelque chose à faire et j'ai eu envie de l'utiliser pour faire quelque chose au moins localement. Alors, avec ma copine, un couple d'amis qui habitaient juste à côté à l'époque, on s'est dit : on va essayer, comme ça, autour de nous on élabore un groupe d'amis autour de nous, dans le coin et on verra. Ça a un peu traîné parce que ce n'est pas facile de se lancer comme cela sans rien savoir de ce qui se passait ailleurs, ... Et à ce moment là, je ne sais plus pour quelle raison, j'ai reçu un coup de fil, ou j'ai reçu un courrier ou j'ai croisé un copain avec qui j'avais milité pas mal à la fac... Et j'ai appris au moment où j'avais envie de faire quelque chose que se créait un collectif dans le XVIIIème, que ce copain avait le projet d'en créer un à partir de l'Appel des 250 et donc on s'est mis ensemble et il s'est mis en place, mais on était très peu au début. Donc cela s'est fait de façon très naturelle, du coup, j'ai repris une activité militante que j'avais laissée tomber (entretien n° 3).

Pour les collectifs d'université, il n'est guère possible de parler de réseaux de recrutement. Pourtant, là aussi les relations caractéristiques d'un *recrutement de face à face* (*face-to-face recruitment*)⁶⁰ jouent un rôle indéniable. Mais

⁶⁰ . Selon la remarque de Luther P. GERLACH et Virginia H. HINE, *People, Power, Change*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1970, p. 79. Les principaux rédacteurs de l'Appel ne peuvent d'ailleurs être assimilés à des leaders

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

l'interconnaissance s'analyse de manière différente dans l'un et l'autre cas. Pour les collectifs de quartier, elle est liée au passé militant de l'individu; pour ceux de l'université, elle intervient plus comme créatrice d'une relation d'échange et de conviction, faisant suite à un véritable travail militant qui consiste à expliquer, convaincre, aider le nouveau venu. L'importance et l'apparente efficacité du travail militant est sans doute renforcée par le fait qu'il s'agit le plus souvent de primo-militants, donc de personnes en marge des réseaux militants existants.

Ce "soutien" extérieur est cette fois lié au manque d'expérience et à l'absence de savoir-faire militant ou même au fort sentiment d'incompétence avancé par beaucoup d'entre eux. Cette sorte de "parrainage" permet alors l'acquisition du savoir faire requis et ce sont ces relations qui font véritablement naître la participation et parfois même suscitent d'autres engagements (extraits n° 3) .

charismatiques. La présence de ces personnalités n'a pas joué de rôle moteur dans l'adhésion. Ceux-ci sont perçus comme une plus-value intellectuelle dont bénéficie le mouvement et les garants d'une indépendance vis-à-vis des organisations politiques.

Mais dans l'un et l'autre cas, ces relations s'appuient sur des *liens faibles*⁶¹. Entre le futur adhérent et celui qui l'amène à franchir le pas de l'adhésion, les relations sont rarement celles que l'on entretient avec ses meilleurs amis. Le recrutement se différencie ici de celui de Reflex où sont davantage évoqués des liens forts (amicaux ou familiaux), même si, à Ras l'Front comme dans l'ensemble des mouvements, existe un militantisme de couple.

Extrait n° 3a.

- *Est-ce qu'il s'agit de ton premier engagement ?*

Oui, tout à fait et le seul encore.

- *Pour l'instant ?*

Peut-être un autre mais pas cette année. Peut-être d'ici deux ou trois ans. peut-être que j'irais dans les RED un peu plus ou à la L.C.R., c'est pas sûr. Je ne me sens pas prêt, parce que pendant longtemps je me suis complètement désintéressé de ce qui est politique, jusqu'à cette année, donc c'est difficile de s'y mettre. (H5)

.....

- *Comment expliques-tu le fait que tu aies changé de façon de voir les choses ?*

Je l'explique uniquement par les rencontres. C'est L. qui m'a montré ce que c'était, qui m'en a parlé, qui m'a demandé de m'engager et j'ai vu ce que c'était...ça m'énerve tellement quand les gens ne font rien, que je me suis dit que j'allais faire quelque chose.

⁶¹ . Au sens défini par Mark GRANOVETTER, "The strength of weak ties" in *American Journal of sociology*, vol. 78, 6, mai 1973, pp.1360-1380.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

- *L'idée t'était venue avant de rencontrer L. ?*

Même au début, quand L. m'en a parlé, je me suis dit : lui, il veut m'engager quelque part, moi la politique ça ne m'intéresse pas, je ne viendrais pas. Mais, j'ai discuté et je me suis dit : peut-être qu'il a raison.

- *Qu'est-ce qui fait que tu as changé d'avis ?*

Je ne sais pas, le bagout de L. Peut-être qu'au fond de moi-même, il y avait quelque chose qui ne demandait qu'à se réveiller, je n'ai jamais été d'accord avec ce qui se passait, le gouvernement, droite, gauche, pareil..!!!-

- *Comment tu considères L.,
comme un ami ?*

Non, pas comme un ami, un peu plus qu'une connaissance, comme un camarade presque, on a les mêmes idées, à part ça, ce n'est pas un ami, un copain. (entretien n° 8)

Extrait n° 3 b.

- *Et la L.C.R. ?*

J'y suis entrée un an après le CAF(Collectif antifasciste). le CAF, ça ne répondait pas à toutes les questions que je me posais, et j'avais l'idée en faisant de l'antifascisme de chercher quelque chose, je voulais m'engager politiquement depuis longtemps et je ne trouvais aucun cadre qui me convenait. J'avais essayé chez les Verts, cela m'avait déçu, plus ou moins à SOS, j'ai été aussi déçu, parce que ce n'était pas assez politisé. J'avais pas mal de trucs qui tournaient dans ma tête. J'ai toujours été révolutionnaire dans ma tête, mais sans vraiment le savoir...J'étais communiste, si tu veux, mais je ne formulais pas, je n'étais pas du tout politisée, mais j'étais communiste révolutionnaire sans le savoir..

- *Comment ça s'est passé ?*

J'ai discuté avec des gens qui étaient au CAF et qui appartenaient à la L.C.R., je leur ai fait part des questions que je me posais et ils m'ont invité à des cellules ouvertes, à assister à des débats de formation et petit à petit je me suis rendue compte que c'était ce que je cherchais. (entretien n° 10)

Les cercles ou les réseaux mentionnés sont d'abord à base idéologique. Mais, comme nous l'avons déjà signalé, ces réseaux jouent des rôles différents pour chaque groupe : un rôle dans le recrutement pour les collectifs de quartier, de disposition de ressources et de poursuite du militantisme pour les collectifs d'université. Ce constat nous amène à reprendre certaines des hypothèses de Jacques Ion quant à une nouvelle forme d'engagement⁶².

Selon lui, l'entrée dans les groupements s'effectuerait de plus en plus indépendamment des réseaux existants, notamment ceux s'appuyant sur une même famille de pensée. Désormais, les individus tendraient à créer eux-même leur propre réseau; ce ne serait donc plus le réseau de groupements qui guiderait en priorité les affiliations. Selon cette hypothèse, il est possible de parler d'une substitution de réseaux d'individus aux réseaux de groupements. Or, dans le cadre des collectifs de quartier, l'adhésion ne se fait pas indépendamment des réseaux rassemblant une même famille de pensée, qu'il s'agisse d'individus appartenants déjà à une organisation (L.C.R.) ou d'autres sans appartenance. L'interviewée n° 11 n' a, par exemple, jamais adhéré à une organisation mais son adhésion peut s'expliquer par des

⁶². Jacques ION, « L'évolution des formes de l'engagement public » in Pascal PERRINEAU (dir), *L'engagement politique : déclin et mutation*, Paris, Presses de la F.N.SP, Paris, 1994, pp. 23-34.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

connaissances faites dans l'univers militant et une curiosité liée à ses affinités idéologiques : « (dans le collectif) *il y avait des gens que je connaissais et qui avaient milité dans les comités Juquin, des gens que je rencontrais dans différentes manifestations* ».

Par contre, les primo-militants semblent être directement à l'origine du réseau de relations qu'ils se créent dans le milieu militant universitaire, par rencontres et ajustements successifs. Mais, là encore, lorsqu'ils prolongent leur engagement dans d'autres organisations, cette nouvelle participation semble concrétiser une appartenance à une famille idéologique désormais mieux définie. Une adhésion à la L.C.R. à la suite d'un engagement à Ras l'Front peut, en effet, prolonger l'idée d'une construction du parcours militant à partir de réseaux déjà constitués, même si ces passerelles n'impliquent pas de correspondance obligatoire entre les deux organisations.

L'entrée à Ras l'Front peut donc faire figure de contre-exemple à l'idée d'une substitution d'un modèle d'engagement à un autre. N'oublions pas cependant que Jacques lon raisonne en terme d'évolution sur le long terme, ce qui ne peut évidemment être notre cas. Ces remarques conduisent alors à souligner que l'entrée à Ras l'Front

s'apparente davantage au modèle traditionnel de l'engagement.

Le rôle, sans doute indirect mais privilégié, joué par la Ligue Communiste Révolutionnaire autorise par ailleurs de nombreuses questions. Un réseau militant basé sur des affinités interpersonnelles, une même vision du phénomène Le Pen et des moyens de le combattre semble bien être à l'origine de chacun des collectifs.

Dans le cas de celui du XVIII ème, les interviewés ont pour point commun d'avoir milité à la L.C.R., le plus souvent ensemble, d'y militer toujours ou d'y militer de nouveau. Au sein du Collectif du XIII ème, L.C.R. et Comités Juquin sont aussi cités. Une des interviewés mentionne d'ailleurs avoir pris connaissance de l'existence du mouvement suite à sa présentation au cours d'une réunion de cellule de la L.C.R. (entretien n° 5).

Mais, bien entendu, tous les membres de la L.C.R. ne militent pas à Ras l'Front. Cette place prépondérante peut alors s'expliquer très simplement par le fait que *"les membres de la L.C.R. aient les premiers pensé Ras l'Front en termes organisationnels"*(entretien n° 2). D'autres interviewés iront au cours des entretiens jusqu'à mentionner plus particulièrement

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

une des tendances de l'organisation trotskiste. Il ne peut s'agir pour nous que d'une hypothèse de recherche et seule une étude plus approfondie des deux organisations pourrait confirmer ou infirmer cette idée. On ne peut évaluer l'ampleur des relations tissées entre les deux organisations à partir de ce travail. Il faudrait pouvoir prolonger l'enquête en province et surtout poursuivre les investigations concernant la multi-appartenance des membres du mouvement.

Ainsi, cette importance des militants de la L.C.R. peut être spécifique aux collectifs de quartier étudiés et plus particulièrement à celui du XVIII^{ème} : il s'agit du premier collectif créé et le groupe originel continue à y jouer un rôle prépondérant. Mais, nous avons aussi vu, d'une part, que des relations tissées, lors de la campagne présidentielle de 1988, entre militants des comités Juquin ont été à l'origine du collectif de la Sorbonne⁶³ et, d'autre part, que pour certains des participants aux actions de Ras l'Front sur les campus étudiés, la Ligue Communiste Révolutionnaire devenait un second lieu d'engagement. Si l'influence du groupe des premiers participants est prépondérante, les échanges même indirects entre les deux organisations ne disparaissent pas lorsque ce groupe s'efface. Les fondateurs du collectif Ras l'Front de la Sorbonne n'y sont plus aujourd'hui. Le jeu des

⁶³ . La candidature de Pierre Juquin avait en 1988 reçu le soutien de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

relations interpersonnelles ne peut donc à lui seul expliquer cette poursuite de l'engagement à la L.C.R. Une proximité idéologique des deux organisations ou du moins le partage de valeurs communes doit être prise en compte.

Le profil militant dessiné ici ne porte en rien les stigmates de la nouveauté. Mais, pour affiner le portrait de ces militants, une dernière donnée s'avère capitale. En ce qui concerne les militants aguerris, s'ils ont bien un passé de militants politiques, ils ont aussi pour particularité d'être au moment de leur entrée à Ras l'Front des militants en rupture de militantisme. L'engagement à Ras l'Front prend ainsi la forme d'un retour vers un activisme un moment abandonné.

Mais, relativement critiques vis-à-vis du militantisme qui est notamment pratiqué à la L.C.R., ils ne le sont pas à l'égard de l'idéologie qui la sous-tend (extrait n° 4). Les insatisfactions portent sur la pratique militante et c'est à ces insatisfactions que Ras l'Front semble ou a semblé apporter une réponse. Cette réponse apparaît plus précisément à travers l'observation de la structure et du rapport au groupe institué dans le collectif. Il se peut que ce soit dans cette réponse structurelle que tienne une partie de la nouveauté du mouvement.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Extraits n° 4

On a toujours trop tendance à avoir un fonctionnement auto-référent (...) j'ai quitté la Ligue non par désaccord programmatique, mais parce que je pensais que les contraintes de fonctionnement, les états d'âmes internes surdéterminaient les phénomènes externes (entretien n° 12).

Oui, j'appartiens à la L.C.R., j'ai milité avant à L.O. Au niveau politique, je milite depuis l'âge de 15 ans. Et, au niveau antifasciste, en adhérant à Ras l'Front, il y avait aussi l'idée de sortir un peu de cette vision "gaucho" de l'antifascisme des années 70, l'idée de s'ouvrir aussi à d'autres gens qui n'appartiennent pas forcément à des organisations politiques (...). J'ai ressenti le besoin, à ce moment là, de sortir un peu des carcans de l'organisation, avec des gens un peu trop satisfaits d'eux-mêmes, avec de trop grandes certitudes et qui finalement ne se posaient plus de questions. Pour moi, c'était aussi un moment d'interrogations, de réflexion sur la gauche. Il y avait eu la chute du mur de Berlin. Dans Ras l'Front était présente cette idée d'une alternative. Il y a une phrase de l'appel qui m'a particulièrement séduite : "leur avancée est faite de nos reculs". Je crois que ça pose la question de la responsabilité de la gauche (entretien n° 1).

II. La structure militante

La structure du mouvement se révèle conforme à des attentes particulières, en offrant notamment des réponses renouvelées aux critiques traditionnellement adressées aux organisations politiques. On songe à la peur de l'embrigadement, au souci d'ouverture sur l'extérieur ou au pluralisme interne. Bien entendu, dans l'évocation de ces

attentes se mélangent les propres cadres d'interprétation des interviewés et ceux du mouvement qu'ils ont fait leur. Il devient alors difficile de différencier les deux a posteriori. Mais à travers les différents entretiens est récurrente l'idée que Ras l'Front a pu, à un moment donné, correspondre à une forme de mouvement attendue. Cette idée nous semble devoir être développée. Elle induit d'une part une interrogation sur "*la politique autrement*" et d'autre part permet d'envisager le rapport au groupe tel qu'il se définit au sein du mouvement : cette structure permet-elle l'émergence d'un nouveau rapport au groupe et par là même de nouvelles pratiques militantes ?

La politique autrement ?

L'interruption du militantisme et surtout sa reprise par l'intermédiaire de Ras l'Front fait naître l'idée que ces militants ont souhaité ou aspiré, à un moment donné, à faire de la politique autrement. Mais il n'y a ni rejet de la politique ni indétermination sur le combat à mener. Faire de la politique autrement n'implique d'ailleurs pas un changement de l'univers idéologique qui la sous-tend. La lutte contre l'extrême-droite n'est pas non plus un nouveau combat pour ces militants d'extrême-gauche. En fait, une telle aspiration

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

s'inscrit davantage dans le renouveau des pratiques que semble offrir le mouvement.

Ras l'Front offre une nouvelle forme de pratique militante, plus à même de répondre à leurs attentes et à leur vision du phénomène Le Pen et de la façon de le combattre. Ras l' Front a su séduire ces militants, d'une part par ses qualités propres de mouvement anti-F.N. et d'autres part par la réponse qu'il apportait parallèlement à des interrogations individuelles ou collectives qui dépassent le mouvement lui-même et le but affiché. Sur ces deux points, le groupe étudiant ne s'écarte pas réellement des groupes de militants de quartiers.

Ce renouveau des pratiques passe notamment par la réhabilitation d'un militantisme de proximité et la recherche d'activités concrètes, ce que résume parfaitement l'expression : "*voir le bout de ses actes*"⁶⁴. L'action menée sur le terrain est essentielle pour les militants des différents collectifs (extrait n° 5). Dans les collectifs de quartier, il s'agit d'abord de la présence et de la vente régulière du journal sur le marché, occupation physique et symbolique d'un terrain que le mouvement refuse d'abandonner au Front National. Cette conception précise de l'action militante permet aux militants

⁶⁴ . Selon la formule de Gérard MENDEL, *54 millions d'individus sans appartenance*, Paris, Lafont, 1983.

de distinguer leur organisation des autres mouvements qui partagent la même finalité (extraits n° 6). On trouve ici le complément pratique de l'opposition théorique de l'antifascisme et de l'antiracisme. Cette confrontation exclut le recours à la violence qui est essentiel dans la phraséologie de Reflex aussi bien que les actions d'éclats particulièrement prisées par SOS-Racisme.

Pour les étudiants, le journal est à la fois vecteur d'information et tribune ouverte. La vente du journal se révèle être le mode d'action privilégié de ces jeunes militants mais aussi leur principal mode d'adhésion. Ce point est important. A Ras l'Front, on ne distribue pas de carte, la participation notamment à la vente du journal fait office d'adhésion au groupe. C'est même la vente du journal qui permet de monter un collectif.

Faire de la politique autrement implique par ailleurs une plus grande ouverture du mouvement sur l'extérieur. Cela se traduit par le souci de faire participer des populations diversifiées -les réunions des collectifs sont publiques -. Cette ouverture trahit aussi, pour les militants les plus aguerris, l'envie d'échapper un peu à l'emprise du groupe idéologique et, pour les primo-militants, elle est une garantie contre un risque

« *d'embrigadement* » (extrait n°7). Si l'on suit Jacques Ion, le principe d'un motif d'action ciblé favorise le rassemblement le plus large possible, parce qu'il n'exclut pas a priori des personnes dont la philosophie globale ne s'accorderait pas avec celle des autres. Mais l'homogénéité du groupe souligne toute la difficulté et sans doute l'échec non avoué de cette aspiration.

Extrait n° 5 a.

Moi, j'aime bien être sur les marchés, parce que c'est au contact des gens... Les réunions, c'est un peu abstrait. Là c'est vraiment les gens tels qu'ils sont et les problèmes tels qu'on les voit, ça c'est fort dans la vie de faire les marchés (entretien n° 14)

Extrait n° 5 b.

C'est le mouvement antifasciste le plus proche de ce que je pense. Pour moi, Ras l'Front, c'est quelque chose d'assez ouvert, qui n'est pas refermé sur lui-même, on se bat aussi pour une unité entre les gens qui se battent contre le fascisme et le racisme, je pense que cette notion d'unité est importante...aussi une recherche, comprendre comment fonctionnent les mouvements d'extrême-droite, il y a une recherche assez importante à Ras l'Front... Et puis aussi, c'est faire des actions concrètes en liaison avec divers organismes (Droit au Logement ou autres)... C'est important de ne pas se cantonner dans des réunions internes qui ne font pas vraiment avancer...tu te refermes sur toi...et puis tu ne peux pas confondre organisations antifascistes et organisations politiques. C'est très difficile parfois de faire le lien, de tomber dans des réponses trop politiques, mais tout de même dans Ras l'Front, il y a un souci minimum de formation des personnes pour les amener après à se poser d'autres questions qui ne vont pas forcément être abordées dans Ras l'Front mais ailleurs ou qui te permettent d'avoir une conscience plus grande que celle que tu avais en entrant à Ras l'Front. (entretien n°10)

Extraits n° 6.

- Est-ce qu'il aurait été possible que tu adhères à d'autres mouvements, du genre du SCALP..?

Non, je ne pense pas, le SCALP c'est vrai existait avant, mais là il y a un désaccord politique. Le fascisme m'est insupportable mais je ne pense pas qu'il faut faire n'importe quoi. Pour le combattre, il faut voir quel type de riposte il faut avancer, il y en a qui me paraissent efficace et d'autres non. Je crois qu'on est arrivé à un moment où les ripostes de type radical ne me semblent pas suffisantes. On a vécu très concrètement au niveau local cette différence de stratégie entre guillemets, sur le terrain. Nous on essayait d'avoir une présence régulière sur le marché et à 3-4 reprises, les gens du SCALP sont venus et avec une attitude complètement différente de la nôtre, plus dure vis à vis du F.N., à la limite de la provocation, mais le dimanche suivant, ils n'étaient plus là et nous on était là et le F.N. avait doublé ou triplé son effectif et cela posait concrètement des problèmes (...) On a une stratégie de présence régulière. Ils ont quand même une fois été à 50, le F.N. ... (entretien n° 13).

Extraits n° 7

Ras l'Front regroupe surtout des gens qui n'ont plus de lieux pour militer, qui sont en rupture de ban (...) Si on en discutait, il y aurait de gros décalages, il n'y a pas de projet commun, pas de ligne commune (...) (entretien n° 13)

Ce qui me plaisait, c'est qu'il y avait des gens qui n'étaient pas politisés (...) Moi, je n'ai pas de carte dans aucun parti et je ne voulais surtout pas militer dans un parti. (...) A Ras l'Front, même si j'avais l'impression que c'était un peu récupéré par la L.C.R., le fait qu'il y ait des gens venant d'horizons différents, ça me paraissait intéressant. (entretien n° 11)

Logique d'ouverture et actions de proximité se conjuguent dans d'autres activités mais qui toutes restent localisées dans le quartier : aide apportée à d'autres associations (Droit au logement, Agir contre le Chômage, associations d'alphabétisation), contre-manifestation (SOS

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

tout petit). Sur la fac, c'est, semble-t-il, d'abord la concurrence qui conduit le mouvement à s'allier à d'autres associations. Le plus souvent, faute de pouvoir exister seul, Ras l'Front appartient au C.A.F (collectif antifasciste) de l'université.

Ces liens se justifient aussi par le souci de faire remonter l'antifascisme à un niveau plus global, c'est à dire de le lier aux problèmes de société. Et, de façon plus stratégique, l'insertion du mouvement dans son environnement immédiat - cercles militants de la fac ou associations de quartier - permet de mieux connaître le terrain sur lequel on souhaite agir et les ressources qu'il offre à l'action.

On a à travers ces deux thèmes des attentes qui demeurent liées à l'action politique en général. Le combat spécifique de l'antifascisme ne peut donc être isolé des autres combats politiques menés par l'individu et de la vision globale de la société qui les fonde. Le retour à un militantisme plus classique, moins mono-finalisé devient alors plus facile à comprendre, même si les aspirations évoquées semblent a priori aller à son encontre (extrait n° 5b). En fait, l'engagement à Ras l'Front, même s'il est parfois assimilé à un « *engagement humanitaire* » notamment par les plus jeunes des militants, reste un engagement idéologique. La vision du fascisme

développée par le groupe et notamment le fondement social qu'elle lui attribue, l'action menée aux côtés d'associations d'entraide, ou encore la dimension éducative du journal posent aux participants des questions dont la portée ne se limite certainement pas au combat anti-Le Pen. En ce sens, la socialisation politique offerte par le mouvement favorise un engagement politique plus traditionnel basé sur une vision globale et orientée du monde.

Mais d'autres caractéristiques du mouvement sont davantage liées à l'individu lui-même et aux changements qui peuvent l'avoir affecté. A travers la description du mouvement faite précédemment, il est aisé de s'apercevoir que Ras l'Front présente une structure souple, moins contraignante que celle des partis traditionnels, et qui répond sans doute mieux au coût croissant que représente le militantisme pour les militants les plus anciens. Les ruptures dans le militantisme peuvent ainsi s'expliquer par des phénomènes touchant directement à la vie de l'individu : un changement dans la vie sociale (fin des études, obtention d'un travail entraînant une moindre disponibilité) et/ou familiale (naissance d'un enfant) (extraits n° 8). L'individu a évolué et ses attentes avec lui.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Ce changement n'est pas simplement l'expression d'une évolution de type "post-matérialiste"; c'est-à-dire la recherche d'un militantisme moral, plus universel. Il est aussi le résultat d'une évolution personnelle où se trouve désormais privilégiée la sphère du privé. Les entretiens mettent d'ailleurs en évidence une séparation stricte entre vie militante et vie privée qui s'apparente à un cloisonnement des activités. Ce phénomène incite à qualifier ce militantisme de militantisme de la maturité.

Tout cela peut expliquer pourquoi l'investissement au sein de Ras l'Front apparaît relativement réduit, notamment si on le compare à l'activisme des membres de Reflex. Même si les militants rencontrés s'impliquent de façon inégale dans l'activité du mouvement, l'engagement semble beaucoup plus proche d'un *militantisme à la carte* que de celui des *militants-soldats* du P.C. De même, les anciens de la L.C.R. qui y sont retournés militer mentionnent l'avoir, cette fois, fait de manière différente : l'investissement est considéré comme moindre par rapport à celui qui a été interrompu.

Ce souci de ne pas asservir sa vie privée à sa vie militante renvoie directement aux discussions devenues

classiques sur l'individualisation qui tendrait de plus en plus à caractériser nos sociétés. Si l'observation de ces militants entérine volontiers l'idée d'un changement d'intensité de l'engagement, il ne révèle en rien une démobilisation. On retrouve ici les réflexions de J.W. Duyvendak sur l'existence d'« *un individualisme militant* » qui différerait de l'individualisme narcissique et dont la recherche de liens plus souples avec l'organisation serait précisément une des caractéristiques⁶⁵. Cette souplesse est en effet un facteur favorable à l'investissement de l'individu. Une mise en balance du coût de l'engagement avec ses résultats peut ainsi entrer dans les explications sur le choix de militer dans une organisation comme Ras l'Front, qu'il s'agisse de personnes reprenant une activité militante ou au contraire de nouveaux venus au militantisme.

On reconnaîtra à travers les différentes qualités du mouvement celles attribuées couramment à la structure associative⁶⁶ et souvent évoquées pour stigmatiser l'archaïsme des structures politiques traditionnelles. Ainsi, Ras l'Front ne naît pas simplement d'une prise de conscience du danger Le Pen.

⁶⁵ . Jan Willem DUYVENDAK, *Le poids du politique, nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 34-35.

⁶⁶ . Voir à ce sujet, Martine BARTHELEMY, « Le militantisme associatif » in Pascal PERRINEAU, op. cit. pp.87-102.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Il naît, sous les formes que l'on connaît, d'une insatisfaction et d'attentes renouvelées de certains militants ou groupes militants d'extrême-gauche.

Mais ce renouvellement de l'engagement connaît d'évidentes limites dont témoignaient déjà les modalités de recrutement. Du fait de son rejet de tout formalisme, le mouvement reste mal connu des nouveaux arrivants et ses faibles exigences rendent le mouvement dépendant du petit nombre des activistes et de leur bonne volonté. Ainsi, au sein même de cette structure associative, les vieux travers des organisations hiérarchisées n'ont pas tout à fait disparus; ce dont témoigne, d'une autre façon, le rapport au groupe.

Extraits n° 8.

J'étais militant à la L.C.R. et j'étais syndiqué dans le syndicalisme étudiant à l'Unef-id. Puis, j'ai passé le concours pour être instituteur et donc je suis passé dans le syndicalisme enseignant, il y a de cela 2 ou 3 ans. Puis au bout d'un moment, j'ai laissé tomber. C'est quelque chose qu'on vit très durement quand on a une activité militante étudiante et qu'on passe dans le secteur professionnel qui n'a plus rien à voir dans le type de pratique. En fac, cela va te paraître caricatural, mais bon on est quasiment sûr d'avoir une grève dans l'année, on fait des interventions dans des amphis où il y a du monde, il y a une confrontation politique permanente avec d'autres courants. Quand on se retrouve dans une école où on est une dizaine, c'est un peu plus dur. Des organisations très à gauche comme la Ligue se retrouvent majoritaires ou au moins très influentes, reconnues en fac. Quand on débarque dans des écoles, on s'aperçoit que la situation est

très différente, on est très minoritaire. Et en plus c'est très dur à vivre parce que cela s'accompagne de changement personnels, puisque on entre dans la vie professionnelle, en plus j'ai eu un môme à ce moment là. Donc on ne reconnaît plus tellement son militantisme. (entretien n° 3)

C'est un militantisme à temps partiel pour moi... C'est un truc dont je m'occupe, les réunions, les marchés, c'est des moments de présence ou encore quand il y a des tâches ponctuelles à faire, un trac par exemple. Mais pour moi, ce n'est pas du tout un militantisme tel qu'on peut le voir dans le film «Mourir à trente ans» où les militants y consacrent tout leur temps; moi je suis très paresseux de ce point de vue là. (entretien n° 14)

Le rapport au groupe

La convivialité apparaît être une des caractéristiques des mouvements associatifs. Dans une structure sans représentants mandatés, les enjeux de pouvoir sont moins susceptibles d'empoisonner la vie interne des collectifs. Cette convivialité diffère cependant selon les groupes étudiés.

Dans les collectifs du XVIII^{ème} et de la Sorbonne, elle semble faible. Les militants ne viennent pas rechercher une seconde famille au sein du collectif. Les meilleurs amis de ces militants ne se trouvent pas à Ras l'Front et souvent même ne militent pas. Cette remarque est tout à fait compréhensible si l'on reprend l'hypothèse d'un militantisme de la maturité où l'on souhaite ne pas asservir sa vie privée à l'investissement militant. Pour les militants aguerris du XVIII^{ème}

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

arrondissement, l'amitié ne fait pas figure de « rétribution » du militantisme⁶⁷. Pour ces anciens militants de la L.C.R., la rupture déjà mentionnée de la vie militante trouve son pendant dans la vie sociale de l'individu. Autrefois, les meilleurs amis étaient des militants avec qui ils partageaient leur combat politique. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et les mutations intervenues dans la vie sociale de l'individu peuvent l'expliquer. Pour mesurer le degré de convivialité qui règne au sein du mouvement, les interviewés font d'ailleurs appel à cet engagement antérieur où amitiés et combat politique semblaient se compléter de façon plus harmonieuse.

A Ras l'Front, c'est l'efficacité du mouvement ou du moins sa recherche qui est le plus volontiers mise en avant. La vision développée s'apparente alors à une vision instrumentale du mouvement où l'action et l'existence du groupe ne sont pas considérés comme un but en soi.

Cette vision semble partagée par les étudiants de la Sorbonne, pour qui l'engagement à Ras l'Front ne peut être principalement une réponse à la perte de repères et à

⁶⁷. Selon les remarques de Daniel GAXIE, « Economie des partis et rétribution du militantisme » in *Revue française de Science politique*, n° 25, février 1977, pp. 123-154.

l'isolement que peut procurer l'entrée à l'université. Si la dispersion des anciens amis du lycée -ceux que l'on continue à considérer comme ses meilleurs amis- est souvent évoquée, la participation à Ras l'Front ne conduit pas à la formation de nouvelles amitiés. L'engagement ultérieur à la L.C.R. suscite un investissement affectif plus important. La structure très particulière de Ras l'Front, sa grande souplesse et la faiblesse de ses exigences, expliquent sans doute en grande partie la moindre identification au groupe. La récente entrée dans le mouvement de la plupart de ces interviewés doit aussi être rappelée.

Bien entendu, le jugement porté sur le groupe varie selon les individus. Dans les quartiers, il apparaît clairement que ce sont les militants sans autre appartenance organisationnelle qui insistent le plus sur la dimension conviviale de leur activité. Absence de référent et investissement affectif se conjuguent inévitablement dans le jugement que les interviewés portent sur leur mouvement (entretien n° 10).

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

On ne doit pas oublier de mentionner l'existence annuelle de la fête BLACK-BLANC-BEUR qui est présentée comme un des grands moments de la vie militante et de la convivialité du groupe. Celle-ci joue certainement un rôle important dans le recrutement ou dans le renforcement du groupe d'interconnaissance, comme a pu le faire la fête de l'Humanité en ce qui concerne le parti communiste⁶⁸.

Il faut aussi préciser que le réseau de sociabilité fourni par Ras l'Front ne se limite pas aux frontières du mouvement. Les liens tissés avec d'autres organisations, les multiples engagements du mouvement aux côtés d'autres associations entraînent un élargissement du cercle de sociabilité dont il faut tenir compte. Ainsi, si l'intégration au groupe reste limitée, Ras l'Front offre cependant une insertion dans la vie du quartier ou de l'université qu'il ne faut pas négliger. Par ses actions, ce militantisme permet une sorte de réappropriation par l'individu de son lieu de vie. L'université, les rues du quartier, les marchés ne sont pas simplement des lieux où l'on passe. On y parle, on essaie de convaincre, on tente d'établir des relations. On décèle ici un des intérêts de l'investissement de proximité.

⁶⁸ . Voir à ce sujet l'article de Daniel GAXIE, op. cit. p 144.

Les entretiens recueillis auprès des militants du XIII^{ème} arrondissement en soulignent d'autres. Dans ce collectif, la convivialité est présentée comme un des principaux facteurs de l'engagement et les interviews donnent même l'impression que le groupe pourrait se satisfaire de son propre fonctionnement au détriment de l'efficacité de son action. La place de l'individu dans l'association est plus volontier mise en avant. On est alors proche de la valorisation de l'investissement individuel telle que la décrit Jacques Ion en ce qui concerne l'investissement de proximité. On songe à la préservation de la liberté de l'individu permise par la souplesse de la structure associative ou encore à la reconnaissance du travail effectué. Ces deux thèmes s'opposent, dans les discours, à l'anonymat et à l'ingratitude inhérents aux organisations hiérarchisées (extrait n° 9). Le participant aux activités du mouvement est un acteur à part entière et non un simple atome noyé dans une masse. Cette recherche de reconnaissance peut parfaitement se concevoir comme une rétribution symbolique du militantisme.

Les césures internes traditionnelles au sein des organisations et notamment des mouvements politiques ou associatifs se retrouvent à Ras l'Front. Les césures recourent les

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

clivages anciens/nouveaux ou *organisés/individualistes*, si l'on souhaite utiliser la terminologie employée par les militants. Il serait plus juste de dire : professionnels et profanes de l'engagement.

Il n'y a guère de dilution des groupes au sein du mouvement. Les différences qui tiennent aux origines des membres des collectifs et plus précisément aux parcours militants qui précèdent l'entrée à Ras l'Front se maintiennent (extraits n° 11). Ces césures se fondent sur des critères de compétence et de savoir-faire militant. L'exercice de responsabilités semble être ainsi étroitement corrélé au degré d'investissement qui, lui même, n'est pas indépendant de l'expérience acquise dans d'autres organisations.

L'impact de ces césures peut être renforcé ici du fait d'une organisation non administrative qui s'appuie davantage sur le réseau de connaissances, les qualités et le savoir-faire individuel. Ainsi, l'influence des militants de la L.C.R. du noyau central, dans le cas du collectif du XVIII^{ème}, se renforce par l'activisme dont font preuve ces militants tout autant que par les affinités qui les lient. En regard, la fragilité des novices apparaît plus grande. Cela peut expliquer aussi bien le

caractère d'organisation-passoire, que le prolongement du noyau central sous forme de réseau. Il semble en effet exister, aux côtés d'un noyau central activiste, des marges beaucoup moins impliquées dans la vie du mouvement, mais dont les actions ponctuelles participent de l'efficacité du mouvement. Il peut s'agir de la participation de sympathisants aux manifestations suivies ou organisées par le mouvement ou encore de l'existence d'un réseau téléphonique permettant l'échange d'informations en provenance de cercles diversifiés. Pour un mouvement aussi peu structuré que Ras l'Front, la mobilisation de sympathisants est sans doute un phénomène majeur, mais dont l'étude dépasse les objectifs assignés à ce travail.

Extrait n° 9.

Moi, ce qui m'ennuierait, c'est d'avoir ma carte au PC ou au PS, où n'importe où dans un parti structuré, où toi, tu n'es qu'un petit pion. Ça, ça ne m'intéresse pas. Moi, je préfère militer dans une association, je trouve que tu as plus de poids au niveau des idées. (entretien n° 11)

Extrait n° 10.

J'ai toujours du mal à quitter les lieux; j'y resterai même si je suis moins actif, parce que Ras l'Front, c'est aussi un lieu de convivialité, c'est important qu'il y ait des lieux comme cela (...) Cela m'intéresserait moins de faire de la politique, s'il n'y avait pas cette dimension. (entretien n° 13)

Ensuite, pourquoi j'ai milité là, et bien, parce que je me suis aperçue que les gens étaient très sympa... cela paraît tout bête mais...j'ai senti que les gens étaient chaleureux (...) et ça je pense que c'est important pour militer quelque part, de sentir que tu es dans un milieu presque de

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

copains... C'est vrai que dans le collectif 13 ème, on est devenu des copains en fait. (entretien n° 11)

Extrait n° 11 a.

Comme dans toutes les organisations où il n'y a pas vraiment de structure, il y a des problèmes : des gens qui viennent et qu'on ne revoit pas. Ces individualistes sans expérience militante qui s'imaginent qu'on va tout de suite faire disparaître les problèmes, éliminer Le Pen. Ce ne sont pas des révolutionnaires, parce que ceux-ci savent que la révolution ne se fait pas en un jour. Je me demande si Ras l'Front pourrait fonctionner sans la Ligue. Par exemple, un jour, une individualiste nous a fait le reproche qu'il n'y avait que des gens de la Ligue. Mais si eux ne venaient pas, il n'y aurait plus grand monde, et quand on a tenu notre stand à F.O, s'il n'y avait pas eu la voiture de la Ligue, on n'aurait pas pu transporter notre matériel. (entretien n° 5)

Extrait n° 11b.

Pour revenir un instant à l'affaire du militantisme, c'est une chose auquel il faut faire très attention. Quand on a déjà milité, on a tendance à instiller des pratiques qui échappent à des gens qui n'ont jamais milité. C'est très fragile de reconstituer quelque chose avec des gens qui viennent d'horizons différents.

- C'est à dire ?

C'est tout simplement prendre plus facilement la parole que d'autres ou avoir tendance à organiser dès qu'il se passe quelque chose. Ce qui est efficace par défaut, parce que les autres ne le font pas, mais présente aussi des effets pervers. Sur le moment, c'est bien, mais cela peut aussi créer une espèce de distance. (entretien n°2).

La première partie de l'article a mis en évidence une homogénéité idéologique et sociale qui semble faire du mouvement une structure moins ouverte qu'elle ne le revendique. Mais au sein de cette homogénéité globale, il

s'avère cependant nécessaire de différencier les groupes. On recense des nouveaux militants, pour lesquels Ras l'Front est à la fois lieu de découverte de l'engagement et du politique. Ces mouvements sociaux constituent pour ceux-ci des lieux d'acculturation politique comme ont pu l'être les syndicats ou les partis politiques à une autre époque. Les militants aguerris paraissent quant à eux à la recherche d'une autre forme de militantisme, que de vieux réflexes menacent constamment, notamment par le maintien des césures au sein du collectif. L'alternative à l'engagement politique traditionnel apparaît ainsi limitée dans les faits, principalement en raison de la culture politique et militante des adhérents les plus actifs. Et, si Ras l'Front demeure le lieu d'une prise ou reprise de contact avec le militantisme, celle-ci favorise paradoxalement une intégration ou un retour vers les formes les plus classiques du militantisme.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Annexe : Echantillon de l'enquête

	Sexe	Age	Situation familiale	Profession	Autres appartenances	Profession parents	Votes	Evénements	Collectifs	Date d'entrée
1	F	27	célibataire	psychologue	LCR	chimiste	88 Juquin 93 Verts	Mvts de 1986	18 ^{ème}	sept 1990
2	H	33	célibataire	prof. de philosophie	LCR	?	88 Juquin 93 Verts	Mvts de 1986	18 ^{ème}	mai 1990
3	H	32	concubinage un enfant	prof. d'histoire	LCR	urbaniste traductrice	88 Juquin 93 Verts	Mort de Staline	18 ^{ème}	nov 1990
4	F	38	célibataire un enfant	orthophoniste	MRAP	VRP vendeuse	88 PS 93 PC	Fin de guerre mondiale	18 ^{ème}	nov 1990
5	F	74	séparé un enfant	téléphoniste à la retraite	LCR/ SUD	agriculteur	88 Juquin 93 Verts	Mur de Berlin	18 ^{ème}	fin 1990
6	H	22	célibataire	étudiant	LCR	enseignant	93 LCR	Tian An Me	Sorbonne	oct 1990
7	H	21	célibataire	étudiant	Amnesty Int.	bijoutier institutrice	93 Ecolo	Guerre du Golfe	Clignancourt	fév 1994
8	H	20	célibataire	étudiant	néant		néant	Mur de Berlin	Clignancourt	fév 1994
9	F	20	célibataire	étudiant	néant	retraité vendeuse	93 PC	la Droite au pouvoir 1993	Censier	fév 1994
10	F	22	célibataire	étudiant	LCR	cardiologue sans prof.	néant		Sorbonne	fév 1994
11	F	37	célibataire	animatrice	néant	ouvrier			13 ^{ème}	oct 1992
12	H		concubinage un enfant	dir. société informatique	ex LCR				13 ^{ème}	
13	H		marié un enfant	prof. d'économie					13 ^{ème}	
14	H	33	célibataire	ingénieur	CGT ex LCR	chauffeur-livreur employée de maison			13 ^{ème}	
15	H	39	célibataire	photographeur		ouvrier sans prof.			13 ^{ème}	
16	H	27	célibataire	agent PTT					13 ^{ème}	
17	H	39	célibataire	libraire	ex PC asso. politiques				13 ^{ème}	

Ressources politiques du Manifeste contre le Front National

JADE LINDGAARD, DIANE MARTIN

C'est en septembre 1990 que Jean-Christophe Cambadélis, ancien trotskiste du Parti Communiste Internationaliste (P.C.I.) devenu socialiste, ancien président de l'U.N.E.F.-I.D., animateur de Convergences socialistes et député socialiste de Paris (20ème circonscription, de 1988 à 1993), lance Le Manifeste contre le Front national. Dans le prolongement de la mobilisation qui a suivi la profanation du cimetière juif de Carpentras, en mai de la même année, il appelle à « l'unité de toute la gauche sans préalable contre le Front national ». En décembre, le Manifeste revendique 50 000 signatures, aujourd'hui 100 000. Parallèlement se met en place un réseau militant et un organe de liaison, *Le Manifeste*,

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

d'abord hebdomadaire (depuis février 1992) puis mensuel (depuis février 1994)⁶⁹.

L'objet de cette étude est de retracer les circonstances de sa création et de son développement⁷⁰. Dans la perspective théorique du courant de la « mobilisation des ressources », initiée par Mac Carthy et Zald, on analysera le Manifeste comme une « organisation de mouvement social » et l'on cherchera quelles sont les ressources politiques qu'il a su mobiliser, tout en faisant apparaître sa dépendance à l'égard d'un contexte politique d'abord propice puis moins porteur pour son développement⁷¹.

⁶⁹. L'annuaire du mouvement (1992) recense des collectifs dans 81 départements et tous les arrondissements parisiens, avec le nom du responsable du groupe et la liste des parrains locaux du mouvement.

⁷⁰. Cette étude a été menée à partir d'une analyse de la presse du mouvement (La lettre hebdomadaire du Manifeste de février à octobre 1992 puis le mensuel Le Manifeste contre le F.N. et le nationalisme, de février à septembre 1994) et d'entretiens auprès de responsables du Manifeste et de 2 militants de l'UNEF-ID qui ont souhaité garder l'anonymat. Nous les remercions ainsi que Jean-Christophe Cambadélis, Eric Omond, Mao Peninou qui ont bien voulu accepter de nous répondre. Elle a dans un premier temps donné lieu à un mémoire de troisième année à l'Institut d'études politiques de Paris (1994), dans le cadre du séminaire de Nonna Mayer sur « Action collective et mouvements sociaux: la mobilisation contre le F.N. ».

⁷¹. John D. McCARTHY, Mayer N. ZALD, *Social Movements in an organizational society: collected essays*, New Brunswick (NJ), Transaction, 1987 et John D. McCARTHY, Mayer N. ZALD, 1977, "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory", *American Journal of Sociology*, 82, p.1212-1241. Il en ressort que les mouvements sociaux sont des "structures de préférence orientées vers le changement social". Ces mouvements se concrétisent à travers des entreprises de mobilisation : les S.M.O. ("Social movement organisation", soit organisation du mouvement social). Les S.M.O. identifient leur but à ces préférences. L'ensemble des S.M.O. partageant le même type de valeurs et de

I. LE MANIFESTE COMME "ORGANISATION DE MOUVEMENT SOCIAL"

1.1. Les réseaux préexistants

Le lancement du Manifeste s'est appuyé sur des ressources très diverses et notamment sur des réseaux préexistants de militants et de sympathisants. Quatre catégories de militants sont sollicitées. Il s'agit de militants du Mouvement des jeunes socialistes, de cadres de l'U.N.E.F.-I.D., de syndicalistes proches du P.S., d'anciens militants du P.S. susceptibles d'être mobilisés par la lutte contre le F.N. L'utilisation de ces relais est facilitée par le propre parcours ainsi que le positionnement idéologique de J.-C. Cambadélis. Celui-ci a pu les mobiliser afin de monter des antennes locales de l'organisation. Il disposait notamment à ce moment de l'appui de 400 militants de l'U.N.E.F.-I.D., dont il a été le président de 1980 à 1984, membres de sa tendance "Convergences socialistes", qui l'ont suivi en 1986, lorsqu'il est entré au P.S. Notons également que Eric Osmond, secrétaire

revendications se regroupent au sein d'une S.M.I. ("Social movement industry"). Les S.M.I. sont rassemblées au sein d'un S.M.S. ("Social movement sector").

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

général du Manifeste et assistant parlementaire de J.-C. Cambadélis, est un ancien cadre de l'U.N.E.F.-I.D., et membre du bureau national du M.J.S.; Christophe Borgel, porte-parole du Manifeste, fut président de l'U.N.E.F.-I.D. de 1988 à 1991; Mao Péninou, membre du bureau du Manifeste, était membre du bureau national de l'U.N.E.F.-I.D. jusqu'en 1992 et Anne Homel, Trésorière du Manifeste, est un ancien membre de l'U.N.E.F.-I.D. De plus, Cambadélis ayant été chargé lors de la campagne de 1988 de la mobilisation des jeunes du P.S., dispose d'un réseau de jeunes militants sur l'ensemble de la France.

Ce type de ressources a été mobilisé dès le départ autour de J.-C. Cambadélis, membre de la direction du P.S. et député de Paris de 1988 à 1993. Ainsi le Manifeste a-t-il pu prendre pour siège social la permanence du XIXe arrondissement, située au 45 de la rue Rébeval. J.-C. Cambadélis apportait également un ensemble de facilités matérielles permises par son mandat parlementaire. Les envois de courrier ainsi que la couverture des déplacements en province ont grandement contribué au lancement du Manifeste.

Les membres fondateurs de l'association sont des proches de J.-C. Cambadélis, notamment Eric Osmond et

Anne Homel. Le premier, secrétaire général du Manifeste, était l'assistant parlementaire du député tandis que la seconde, trésorière, était sa secrétaire particulière. L'un et l'autre sont des pivots de l'association. Le processus originel d'agrégation des ressources matérielles et humaines autour de la personne de J.-C. Cambadélis et de ses proches a d'emblée conféré un aspect fonctionnel très informel et "familier" au Manifeste.

1.2 . Les militants

Pour Mac Carthy et Zald, les acteurs essentiels au sein d'une organisation sont les membres "pouvoyeurs de ressources" (littéralement les "constituents"). Ils ont la particularité de fournir les ressources discrétionnaires indispensables à l'animation de la structure : le temps et l'argent. Ils donnent leur temps en assurant des permanences, en participant à des manifestations. Leur soutien financier passe par leurs cotisations et/ou leurs dons éventuels. Parmi eux on distinguera les pourvoyeurs de ressources par conscience (soit les "conscience constituents"), qui ne retirent pas de bénéfices personnels directs de leur action au sein de l'organisation concernée. Selon Mac Carthy et Zald, ce sont eux qui ont le plus de ressources à offrir à l'organisation. Le succès d'une organisation ne dépend donc pas seulement du

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

nombre ni de la volonté des personnes directement concernées mais de la qualité même de leur engagement.

Officiellement, le Manifeste de J.-C. Cambadélis compte 5000 militants répartis dans toute la France. Ces pourvoyeurs de ressources exercent des activités différentes, selon leurs responsabilités et la nature des activités développées par leur section locale (réunions et manifestations, ventes du mensuel *Le Manifeste*).

1.3. Ressources matérielles

Les ressources propres du mouvement sont relativement limitées. Le Manifeste ne bénéficie pas d'une infrastructure autonome, il a sans cesse besoin de faire appel à des participations extérieures. Ainsi, à Paris, il ne possède pas de locaux en son nom propre. Les militants utilisent les locaux de l'U.N.E.F.-I.D. à Tolbiac, Jussieu et Censier et celui du P.S. dans le 13^{ème} arrondissement ou encore un local associatif, dans le 14^{ème}. De surcroît, le centre national du Manifeste est en réalité l'ancienne permanence du député Jean-Christophe Cambadélis, sis à Belleville, dans le 19^{ème} arrondissement de Paris (supra). Il est intéressant de noter qu'elle est toujours présentée en tant que telle et non en tant que centre du

Manifeste : l'interphone porte l'étiquette "Cambadélis" et les permanents répondent au téléphone en se présentant comme "permanence de J.-C. Cambadélis".

Puisque le Manifeste ne dispose pas de ressources financières propres, il a besoin de soutiens extérieurs. Certes les dépenses entraînées par les activités de l'association paraissent relativement limitées. Il s'agit surtout de dépenses courantes (factures de téléphone, frais de courrier, impression de tracts et d'affichettes..). La seule dépense importante et régulière est imputable à l'impression du mensuel, *Le Manifeste*, tiré à 5 000 exemplaires. Les soutiens financiers dont bénéficie le Manifeste, pour faire face à ces dépenses, sont toutefois limités : les cotisations versées par les adhérents, le produit des abonnements au mensuel (coût unitaire : 20 F), les quelques subventions versées par les collectivités territoriales, les dons émanant des parrains. Ces derniers apportent un soutien tant financier que politique (voir infra). A titre d'exemple, d'après les informations que nous a fournies Mao Péninou, la section lyonnaise du Manifeste vend en moyenne 200 à 300 journaux par mois (alors que le mensuel n'en était qu'à son troisième numéro). Elle dispose ainsi d'un budget de 4 à 6 000 F mensuels consacré en particulier à l'impression de tracts et affichettes. Le Manifeste révèle donc une certaine

précarité financière, renforcée par sa dépendance à l'égard de soutiens externes au mouvement.

1.4 Les parrains

D'après Mao Péninou, le Manifeste peut aujourd'hui compter sur plus de 500 parrains, partout en France⁷². Il s'agit essentiellement de responsables politiques nationaux, mais aussi de maires, conseillers généraux et régionaux. Il est à noter que, selon lui, depuis 1989 (début de la campagne de recherche de parrains) leur nombre est resté stable. Les quelques parrains à avoir quitté le Manifeste sont essentiellement des maires de petites communes, partis par manque de temps ou souci d'économies budgétaires. L'origine politique de ces parrains s'inscrit, sans surprise, dans le faisceau de la gauche, depuis des personnalités du P.C.F., jusqu'au P.S. et aux écologistes, en passant par des responsables syndicaux et d'associations de gauche, à l'image de Jean-Pierre Chevènement, Harlem Désir, Laurent Fabius, Charles Fiterman, Lionel Jospin, Noël Mamère, Georges Marchais, Jean Poperen, Jack Ralife, Jean-Marie Raush, Michel Rocard ou Émile Zucarelli. Ces parrains sont donc tous issus de l'environnement politique immédiat du Manifeste.

⁷². Jean-Christophe CAMBADELIS, *Le Manifeste des 50*, Paris, Editions Régine Desforges, 1992

Parallèlement, ce dernier a parfois fait appel à des intellectuels ou des personnalités du show-business (Pierre Arditi, Yves Montand, Simone Signoret) également réputées pour leur sensibilité de gauche.

Parrains et "compagnons", selon l'expression de Mao Péninou, soutiennent le Manifeste de deux manières distinctes. Ils lui apportent un soutien financier non négligeable par des dons ou des aides matérielles (prêts de locaux...), ils mettent surtout leur notoriété et leur image au service d'actions entreprises par l'organisation : en signant un appel à la mobilisation pour empêcher la tenue de réunions locales du F.N. (en 1990) ou en appelant à protester avec le Manifeste. En terme de rétribution symbolique et surtout médiatique, le rôle des parrains est donc fondamental.

Il convient cependant de souligner que la réciproque est aussi vraie. Si le nombre de parrains du Manifeste est resté stable, c'est aussi parce que la qualité de "parrain du Manifeste" présente une utilité politique. Il y a donc bien échange de services entre le Manifeste et ses parrains.

1.5 Processus de concurrence entre le Manifeste et les organisations du même secteur :

Mac Carthy et Zald ont montré que les organisations d'un même secteur sont en relation à la fois de coopération et de concurrence.

L'environnement politique direct du Manifeste, dans lequel sont puisées les ressources dont il a besoin, englobe les autres mouvements de mobilisation contre le F.N. et plus généralement les organisations revendiquant une identité de gauche. Ce réseau politico-culturel prend part aux activités du Manifeste. Les principaux partenaires sont aussi bien des associations tel l'Appel des 250, que des syndicats (C.F.D.T., C.G.T., U.N.E.F.-I.D.), ou des collectifs écologiques et des collectifs de quartiers comme à la Butte-aux-Cailles ou à Tolbiac. Et en 1992 Le Manifeste a pris l'initiative de fédérer 140 associations au sein de la Coordination des associations contre le Front national.

Les militants du Manifeste font acte de mobilisation aux côtés de ces organisations (présences sur les marchés, défilés en commun...). Cette collaboration est la plus visible en période de forte mobilisation : grandes manifestations contre le F.N., la campagne électorale avant les élections

européennes de juin 94, ou encore la campagne présidentielle de 95.

Les modes d'action du Manifeste ne sauraient néanmoins se confondre avec ceux de ses alliés. Parallèlement à la collaboration mise en place au sein de la nébuleuse anti-F.N. s'est développé un véritable processus de différenciation. Le Manifeste cherche ainsi à mettre en valeur sa spécificité en se définissant par opposition aux acteurs plus visibles que sont SOS-Racisme et l'U.N.E.F.-I.D. Il s'agit alors d'un processus de "différenciation des produits", de mise en valeur de l'identité propre de l'organisation.

A l'occasion de la convention nationale de juin 1993, Eric Osmond - membre du bureau national du Manifeste - écrivait dans cette optique : "Dans les années 80, le mouvement anti-raciste s'est réorganisé. Mais est-ce par paresse intellectuelle ou en raison du caractère juvénile des troupes qu'il parvenait à mobiliser et qui étaient plus impatientes d'action que de réflexion, toujours est-il que la mutation intervenue dans l'idéologie raciste lui échappa totalement et qu'il se contenta de renfiler les vieux oripeaux du militantisme anti-raciste historique. (...) Il avait commis dans ses premières années d'existence une lourde erreur que nous n'avons pas encore fini de payer collectivement".

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Ce passage s'inscrit clairement en faux contre le type d'action entrepris par S.O.S. Racisme, et dans la lignée de la critique de l'anti-racisme menée par Pierre-André Taguieff. Il participe ainsi du discours tenu par les dirigeants du Manifeste pour différencier leur type d'action des principes déployés par les autres organisations anti-racistes. Cette opposition radicale aux méthodes de S.O.S. Racisme proclamée par Eric Osmond permet en outre au Manifeste de se positionner sur le champ politique comme une jeune organisation, ayant tiré les leçons des erreurs du passé, permettant ainsi d'assurer la continuité et le renouveau de l'action anti-raciste.

Le Manifeste tente également de se différencier de certains courants du Parti socialiste. Au départ la spécificité revendiquée par les membres fondateurs du Manifeste se traduit par leur rupture d'avec les traditions idéologiques de l'extrême-gauche française. A l'instar de J.-C. Cambadélis, ancien militant du P.C.I. converti au réformisme politique, ils disent ne pas se reconnaître dans la culture « d'activisme révolutionnaire » incarnée notamment au sein de l'U.N.E.F.-I.D. par les proches de Julien Dray. Aujourd'hui même, selon les dires de certains militants de base à Paris, les relations entre militants du Manifeste et animateurs de sections locales du P.S. seraient-elles difficiles, sauf dans le 13ème arrondissement,

en partie parce qu'un nombre croissant de militants du Manifeste récusent l'étiquette P.S. et souhaitent affirmer leur indépendance. Un réel processus de concurrence, dans les intentions sinon dans les faits, semble donc s'être instauré entre le Manifeste et les organisations du même secteur.

2. Evolution de la structure des "opportunités politiques"

Le contexte dans lequel s'inscrit un mouvement protestataire exerce une influence déterminante sur ses chances de réussite. En 1988 une étude de Kitschelt⁷³ sur la structure des opportunités politiques analyse les conditions externes de la mobilisation. Par "structure des opportunités politiques", il désigne la réceptivité ou vulnérabilité du système politique à l'action menée par un groupe contestataire donné. Par conséquent, les ressources disponibles pour un mouvement varient en fonction des processus politiques, économiques et démographiques qui affectent la société. La structure de l'Etat, et plus généralement du système politique,

⁷³ . Herbert P. KITSCHOLT, 1986, "Political opportunity structure and political protest: antinuclear movements in four democracies", *British Journal of political science*, 16, p.57-85.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

revêt donc une importance capitale et les stratégies des mouvements sont contraintes par la structure des opportunités politiques.

Au départ, la création du Manifeste a bénéficié d'un contexte très favorable. L'automne 1990 est un moment particulièrement propice à la mobilisation contre le Front national. A la faveur de l'émotion créée par la profanation du cimetière juif de Carpentras se développe un fort sentiment de rejet des thèses lepénistes. Le moment apparaît donc comme une donnée centrale dans le processus d'agrégation des ressources. Jean-Christophe Cambadélis avait en 1987 déjà été à l'initiative du Manifeste des 122 ("Pour dire non à Le Pen"). Le but de ce premier manifeste étant le lancement d'une campagne de signatures, de recherche de contributions financières, la mise en place d'un fonds de documentation sur le F.N. et le nationalisme, on peut légitimement le considérer comme la structure préfigurant le second manifeste. Le contexte spécifique à cette année 1990 permet à J.-C. Cambadélis et à ses proches de reprendre le principe fondateur de cette initiative et de lui donner un écho plus large, notamment en s'appuyant sur des réseaux de militants préexistants.

2.1. La crise de l'U.N.E.F.-I.D.

Le contexte de départ évolue et en janvier 1993 le Manifeste subit les contrecoups de la crise que traverse une des organisations sur laquelle il s'appuyait, le syndicat étudiant U.N.E.F.-I.D. La majorité au sein de ce syndicat était détenue par deux tendances principales; Avenir et Convergences, celle-ci étant représentée par Borgel, Mao Péninou, Campinchi.. soit les alliés de Jean-Christophe Cambadélis. Or en janvier 1993 la tendance Convergences s'est scindée en deux courants divergents, à la suite du départ des opposants à la ratification du texte interne : "Muter". Ceux-ci - dont Emmanuelle Paradis, ancienne trésorière de l'U.N.E.F.-I.D. - se sont alors regroupés au sein d'un nouveau groupe : T.I.D.

Les conséquences sur le Manifeste ont été immédiates puisque ces dissidents ont dans le même temps quitté l'organisation de J.-C. Cambadélis. Selon Mao Péninou, près de cent personnes auraient alors quitté le Manifeste, soit cinquante personnes pour Paris et autant pour l'ensemble des groupes de province. Aussi dérisoire que ce chiffre puisse paraître, au vu des 5 000 militants revendiqués, ces départs n'en ont pas moins affecté l'organisation de la structure dans la mesure où les plus actifs ont été souvent à partir les

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

premiers. Les répercussions de la crise interne de l'U.N.E.F.-I.D. sur l'organisation du Manifeste, comparable à la crise qu'a connue S.O.S. Racisme à la suite du départ de Julien Dray du bureau national, a donné à réfléchir à ses leaders.

Mao Péninou et Eric Osmond assurent ainsi que désormais l'organisation souhaite prendre ses distances vis-à-vis du syndicat étudiant, de sorte que des incidents de ce type ne puissent plus se reproduire. Cette exigence d'autonomie devrait se traduire par une moindre dépendance vis-à-vis des ressources de l'U.N.E.F.-I.D. (ce qui paraît matériellement difficile) et surtout par une diversification du recrutement des militants du Manifeste.

Jusqu'à présent beaucoup de militants et tous les membres du bureau national de l'organisation étaient issus du syndicat étudiant. Désormais les militants du Manifeste disent souhaiter que leur organisation n'accueille plus autant d'anciens cadres dirigeants de l'U.N.E.F.-I.D. Le groupe des partants de l'année dernière aurait été remplacé par des militants d'origines plus diverses.

S'amorce peut-être une nouvelle structure du personnel militant du Manifeste qui, si elle était menée à terme, permettrait un renouvellement socio-politique de

l'organisation. Il ne nous a néanmoins pas été possible de vérifier concrètement cette hypothèse, d'autant que cette crise est encore relativement récente. Il paraît tout de même possible de parler de restructuration interne, au moins dans les intentions sinon les faits.

2.2. La défaite du Parti socialiste aux élections législatives de mars 1993

A la suite de la lourde défaite du P.S. lors des élections législatives de mars 1993 s'est posée avec plus d'intensité qu'auparavant la question de la "refondation de la gauche", qui était un des buts affichés par l'acte de fondation du Manifeste. De surcroît, le P.S. traversait alors une nouvelle crise interne, qui devait se conclure (momentanément) lors du congrès du Bourget de septembre 1993 par l'élection de Michel Rocard à la tête du parti.

En quelques mois les enjeux idéologiques de l'action du Manifeste ont donc été bousculés. Des deux buts que s'étaient donnés l'organisation à sa création - lutter contre le F.N. et refonder la gauche - le deuxième a semblé devenir prédominant, compte tenu de l'urgence de la question de la refondation de la gauche française.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

En outre, les législatives de mars 1993 ont aussi été une défaite personnelle pour Jean-Christophe Cambadélis, qui a perdu son siège de député de la 20ème circonscription de Paris (19ème arrondissement, Belleville). Même si le Manifeste a conservé l'ancienne permanence parlementaire de son président, l'organisation n'en a pas moins perdu des ressources importantes. La fonction parlementaire de J.-C. Cambadélis permettait en effet de financer les tracts et affichettes du Manifeste, les voyages des dirigeants en province et surtout l'impression de la feuille hebdomadaire, *Le Manifeste contre le F.N.* Toutes ces activités ont ainsi été remises en cause, Eric Osmond perdant sa fonction d'attaché parlementaire de J.-C. Cambadélis et la lettre hebdomadaire arrêtant sa parution.

La défaite du P.S. aux législatives de mars 1993 et plus encore la défaite personnelle de J.-C. Cambadélis ont ainsi privé le Manifeste de ressources à la fois idéologiques et matérielles. Une nouvelle ère pourrait néanmoins s'ouvrir pour l'association de J.-C. Cambadélis. Après sa participation, amplement médiatisée, à la campagne présidentielle de Lionel Jospin, celui-ci pourrait bien retrouver un poste d'influence au sein du P.S. à la rentrée 1995.

2.3. La stagnation électorale du F.N.

Parce que le Manifeste est un contre-mouvement, il tire en partie sa force de celle de son adversaire. En 1993 et 1994, la progression électorale du F.N. a paru se ralentir, le parti ne recueillant que 12,5% des suffrages exprimés aux élections législatives de 1993 et 10,5% aux élections européennes de 1994, et la proportion de Français se déclarant d'accord avec ses idées a baissé⁷⁴. A la suite du boycott de ses meetings décidé par certains journalistes après les incidents intervenus à la fête des B.B.R. (Bleu Blanc Rouge) au Bourget en 1992, le parti occupait d'ailleurs moins qu'auparavant la scène médiatique française. D'où la moindre couverture médiatique de la mobilisation anti-F.N., mis à part les moments forts de cette mobilisation (grandes manifestations..). C'est un changement notable du champ politique dans lequel évoluait le Manifeste. Même si de l'avis de ses dirigeants, soulignant le danger que représente l'enracinement du F.N. dans la société politique française, la menace ne s'était en rien atténuée, elle était moins perçue et les Français semblent moins disposés qu'auparavant à accorder du temps et de l'argent (achat du nouveau mensuel,

⁷⁴ . La proportion de ceux qui se disent en accord avec ses idées est passée de 32% en octobre 1991 à 23% en juin 1993 et 19% en janvier 1994. Mais elle est remontée à 26% en juillet 1994. Sondages SOFRES/RTL/Le Monde, Groupe de journaux de Province, échantillons nationaux de 1000 personnes représentatifs des Français en âge de voter.

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

abonnements, dons...) à une organisation de lutte contre le F.N.

Les succès récents du parti à l'élection présidentielle et aux élections municipales de 1995 devraient au contraire redonner de l'ampleur à la mobilisation anti-F.N. et donc permettre un redéploiement du Manifeste sur ce terrain. Mais c'est surtout la victoire du parti de J.-M. Le Pen aux élections municipales à Toulon, Orange et Marignane qui pourrait insuffler une nouvelle vigueur au combat contre le F.N.

2.4. Un contexte international en mouvement

La montée de l'intégrisme en Algérie, la victoire du parti de Vladimir Jirinovsky lors des dernières élections législatives en Russie, le conflit entre la Grèce et la Macédoine, les incidents à connotation raciste en Allemagne, la présence de ministres néo-fascistes dans l'ex-gouvernement de Silvio Berlusconi et, surtout, la guerre en ex-Yougoslavie sont autant d'événements témoignant de la résurgence du nationalisme dans l'actualité internationale. De nouveaux enjeux ont ainsi fait surface dans le champ politique au sein duquel s'inscrit le Manifeste. D'où le sentiment chez certains d'entre eux d'avoir mené une action trop "sectorielle", "à

l'écart des vrais problèmes", de s'être "planté" en considérant le F.N. comme un phénomène purement français et le nationalisme comme le monopole de l'extrême-droite.

3. VERS UN NOUVEAU POSITIONNEMENT du MANIFESTE ?

3.1. Vers un nouveau positionnement idéologique

Lors de la convention nationale du Manifeste de juin 1993, un texte de dix-neuf pages rédigé par Eric Osmond a été discuté et adopté par le bureau national et les militants. Intitulé "L'Europe, la fin de l'histoire et le nationalisme", il trace une fresque historico-philosophique des bouleversements géopolitiques de ces cinq dernières années et propose une "réactualisation de la réflexion du Manifeste sur le nationalisme". Face à « tous les replis identitaires qui se font jour actuellement de par le monde » (..) il s'agit « d'opposer un véritable humanisme militant (..).C'est sur ces principes que nous voulons élever une Europe culturelle, politique et sociale, en un mot une véritable communauté de destin fondée sur le principe républicain de vouloir vivre ensemble".

LES COLLECTIFS ANTI-FRONT NATIONAL

Le texte a été envoyé aux adhérents, parrains et abonnés au mensuel de l'organisation. Il sert en outre de présentation du Manifeste à l'extérieur, notamment lors de meeting d'information sur l'organisation et témoigne du changement d'orientation voulu par le bureau national et les militants. Il est sans doute encore trop tôt pour en déduire dès maintenant un nouveau positionnement idéologique. En revanche, il semble possible de constater un net élargissement des perspectives idéologiques envisagées. Le passage de la lettre hebdomadaire intitulée *Le Manifeste contre le F.N.* au mensuel *Le Manifeste* est à cet égard évocateur. L'élargissement de la problématique traitée est visible dès lecture du titre. De même, le choix des sujets traités diffère-t-il des options retenues précédemment. Sur les numéros parus entre avril et juin 1994, tous les titres étaient consacrés à l'actualité internationale : l'Algérie, la Bosnie, l'Italie. En outre, chacun de ces numéros comporte des interviews d'intellectuels appelés à commenter cette actualité. La nouvelle publication du Manifeste n'a donc plus rien à voir avec la lettre précédemment imprimée, indice d'une réelle transition.

3.2. Vers de nouvelles ressources ?

Dans le même temps le Manifeste tente de diversifier ses ressources. Il est à la recherche de nouveaux parrains, afin d'améliorer la situation financière de l'organisation et de lui permettre de mener à bien des projets de plus grande envergure. En attendant il compte sur les rentrées que représentent les ventes du mensuel, tiré chaque mois à 5 000 exemplaires et vendu 20 francs le numéro. Il est vendu par abonnements et par vente militante (essentiellement sur les facs, en particulier à Paris).

De surcroît, le Manifeste est à la recherche de nouvelles ressources politiques, pour les raisons exposées plus haut. S'il veut plus que jamais demeurer ancré à gauche de l'échiquier politique, il souhaite prendre ses distances vis-à-vis du P.S. et de l'U.N.E.F.-I.D. et s'ouvrir plus largement aux autres composantes de la gauche comme en témoignait la présence, à la convention nationale de juin 1994, de Dominique Voynet et de "réformateurs" du P.C.F.

3.3. Le paradoxe du nouveau positionnement du Manifeste

Le calendrier des actions du Manifeste en 1994 a été très orienté vers des enjeux internationaux, comprenant de nombreux meetings et manifestations contre la résurgence du nationalisme (meeting tenu à Jussieu contre la présence de ministres fascistes au sein du nouveau gouvernement italien, à Censier sur la guerre en Bosnie). Parallèlement ils se sont beaucoup investis dans la campagne des élections européennes du 19 juin sur le thème "faire barrage contre le F.N."

A plus long terme, les dirigeants du Manifeste souhaiteraient mettre sur pied une sorte de convergence européenne contre le nationalisme et inviter des intellectuels des autres pays européens ainsi que du Maghreb à participer à des débats sur le nationalisme. Ces rencontres n'en sont encore qu'à l'état de projet et risquent de le rester si le Manifeste ne parvient pas à réunir les financements nécessaires à la tenue d'une telle réunion.

Le paradoxe du "nouveau" Manifeste est que l'action entreprise depuis un an s'inscrit en fait plus que jamais dans le champ politique traditionnel, et hexagonal, comme en

témoigne sa forte implication dans les Assises de la transformation sociale et dans le processus de rénovation de la gauche ainsi que dans la campagne électorale de Lionel Jospin. En tant que membre du bureau national du P.S., plus particulièrement responsable des relations avec l'extérieur, Jean-Christophe Cambadélis a été chargé en 1993 par Michel Rocard de mettre sur pied des Assises, dans une optique de rassemblement des "forces de progrès". Et le Manifeste a amplement été mis à contribution. La liste des participations aux Assises comprend les membres de son bureau national. De plus ses militants ont rédigé et expédié la lettre d'invitation aux Assises. Puis pendant la campagne présidentielle J.-C. Cambadélis a été chargé des relations extérieures de Lionel Jospin.

La dernière opération concrète et d'envergure entreprise par le Manifeste est donc une mobilisation au service du candidat socialiste. D'où le paradoxe de ce nouveau positionnement, où malgré son désir affiché d'une plus grande indépendance le Manifeste apparaît plus que jamais lié au parti socialiste.

Conclusion

Le Manifeste s'est développé en exploitant des ressources politiques puisées au sein de son environnement politique direct. Cette technique lui a permis de pallier son manque de ressources propres et de s'installer durablement sur la scène nationale.

Le recours à des pourvoyeurs de ressources extérieurs à l'organisation a, en revanche, créé une dépendance réelle du Manifeste vis-à-vis de la conjoncture politique française. Lorsque J.-C. Cambadélis perd son siège de député en 93, il perd aussi son traitement parlementaire et l'infrastructure administrative mise à sa disposition. Lorsque la légitimité du P.S. paraît diminuée dans l'opinion publique, c'est la crédibilité de ses militants et de ceux du Manifeste qui est mise en question.

Confronté à des ressources réduites, Le Manifeste a donc été contraint de modifier son organisation, ébauchant son repositionnement sur le champ de l'action anti-F.N. Le Manifeste contre le F.N. est devenu Le Manifeste et souhaite désormais autant s'impliquer dans la lutte contre le nationalisme à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales.

La défaite de la gauche à l'élection présidentielle de 1995, le succès du parti lepéniste aux élections municipales de juin dernier se traduiront certainement par une nouvelle modification du champ et des modes d'action de l'organisation. Mais c'est surtout en fonction de l'avenir personnel de Jean-Christophe Cambadélis et des perspectives que lui offrira son parti que se définira le futur du Manifeste, quoiqu'en pensent les militants.







